Direction des Statistiques d'Entreprises

E 2018/03

Les services marchands en 2017
Rapport sur les comptes

Document de travail



Institut National de la Statistique et des Études Économiques

Ce rapport, présenté à la Commission des comptes des services (CCS) du 6 juillet 2018, a été réalisé par la division « Services » de l'Insee, sous la direction de Paul Franceschi, coordonné par Virginie Andrieux avec la participation de Zoubir Bouziani, Sylvain Heck, Aline Nay, Éric Rakedjian et Philippe Varrambier.

Les services marchands en 2017
Rapport sur les comptes

Résumé

Les services marchands en 2017 : la production accélère, favorisée par une demande soutenue

En 2017, la valeur ajoutée des services marchands non financiers augmente de 3,7 % en volume, après + 2,4 % en 2016. Cette progression est la plus élevée depuis 2006. La demande des entreprises et des administrations, achats courants ou investissements, s'accroît très vigoureusement (+ 4,3 % après + 2,6 % en 2016). La consommation des ménages en services résiste bien (+ 2,0 % après + 1,7 %), contrairement à celle en biens. La production de services spécialisés, scientifiques et techniques, de services informatiques et de traitement de données est particulièrement tonique. L'hébergement-restauration et les activités immobilières gagnent également du ressort. Dans ce contexte favorable, l'emploi dans les services accélère (+ 3,1 % après + 2,2 %), tiré par l'intérim.

Market services in 2017
Report for market services accounts committee

Abstract

Market services in 2017: production accelerated, driven by sustained demand

In 2017, value added of non-financial market services increased by 3.7% in volume terms, after + 2.4% in 2016. This increase was the strongest one since 2006. Business and public demand, current purchases or investments, sped up significantly (+ 4.3% after + 2.6% in 2016). Households' consumption in services remained vigorous (+ 2.0 % after + 1.7 %), whereas consumption in goods slowed down. Production of specialized, scientific and technical services, IT services and data processing was particularly dynamic. Accommodation, catering and real estate activities accelerated. In this favorable context, employment in services sped up (+ 3.1 % after + 2.2 %), driven by temporary work.

AVERTISSEMENT

La comptabilité nationale permet de situer la place d'une activité dans l'ensemble de l'économie. Elle utilise à cette fin le concept de ***branche d'activité*** *qui regroupe les entreprises et des parties d'entreprises qui produisent la même catégorie de biens ou de prestations. Fondé sur l'appareil productif lui-même, le découpage en branches est relativement stable dans le temps.*

A contrario*, l'approche en termes de* ***secteur d'activité*** *regroupe les entreprises selon leur activité principale. Aisée sur le plan statistique (puisqu'on classe toute l'entreprise en bloc dans son activité principale), cette approche peut se révéler instable puisqu'une faible variation d'activité peut faire changer une entreprise d'activité « principale » d'une année sur l'autre.*

Ce rapport porte sur les ***comptes des seuls services marchands non financiers****(*). Le concept de production commenté dans ce rapport comprend les* ***ventes de services****, mais aussi la* ***production pour compte propre*** *(par exemple les logiciels développés pour compte propre). En revanche, il déduit les achats éventuellement associés à l'activité (ex : les biens achetés pour revente dans le cas des marchands de biens). Avec l'approche par branche, il est possible de faire le lien entre la production et la demande de produits (consommations intermédiaires, consommations finales, investissements, exportations). L'évolution de la production est estimée en volume, une fois retiré l'effet de l'évolution des prix.*

La demande de ***consommation finale*** *est définie ici comme la somme de la consommation des ménages et des consommations individualisables incluses dans la consommation finale des administrations.*

Les comptes sont établis au niveau des ***62 branches d'activité*** *des services marchands, correspondant à des regroupements de sous-classes NAF 732 (nomenclature NAF révˆ2 de 2008 - cf. Annexe 2). Elles sont calculées* ***hors toute TVA****. Les données sont ensuite agrégés pour les grandes branches (niveau A38). Les évolutions ainsi déterminées sont très légèrement différentes de celles calculées directement à un niveau agrégé par voie économétrique et retenues pour la version provisoire des comptes nationaux.*

Les résultats pour 2017 sont extraits du compte provisoire, *ceux sur 2016 proviennent du compte* ***semi-définitif*** *et les données antérieures sont issues des comptes définitifs (cf. Annexe 1).*

(*) Les tableaux incluent des données sur l'activité de Recherche et développement qui fait partie des services marchands.
Les données du compte provisoire concernant la R&D ne sont pas commentées en raison de l'incertitude affectant l'estimation de cette activité en branche à partir d'indicateurs de chiffres d'affaires sectoriels.

Les indices de prix de production des services (IPPS) sont publiées en base 2015 depuis le 31 mai 2017. Néanmoins, les indices de prix utilisés dans ce rapport sont des issues de la base 2010 compte tenu de la date d'arrêt des comptes. Les séries sont très proches.

SOMMAIRE

Synthèse

Les services marchands en 2017 : la production accélère, favorisée par une demande soutenue 7

L'activité par branche détaillée

IZ : Hébergement et restauration

2017, année faste pour les activités d'hébergement et de restauration 13

JA : Edition, audiovisuel et diffusion

La croissance s'affermit dans les activités d'édition, audiovisuel et diffusion 17

JB : Télécommunications

Les prix des télécommunications de nouveau en baisse en 2017 21

JC : Activités informatiques et services d'information

La croissance dans les services informatiques est robuste 23

LZ : Activités immobilières

En 2017, la croissance des services immobiliers s'affermit 27

MA : Activités juridiques, comptables, de gestion, architecture, ingénierie, contrôle et analyses techniques

Une croissance de nouveau portée par le conseil de gestion et par un dynamisme retrouvé de l'ingénierie 31

MC : Autres activités spécialisées, scientifiques et techniques

La publicité confirme sa sortie de crise et la demande des entreprises reste globalement forte dans les autres secteurs 37

NZ : Activités de services administratifs et de soutien

La croissance des services administratifs et de soutien se maintient à un haut niveau 41

RZ : Arts, spectacles et activités récréatives

En 2017, l'activité reste bien orientée dans les activités artistiques et récréatives 47

SZ : Autres activités de services

Une croissance portée par les Autres services personnels 51

TZ : Activités des ménages en tant qu'employeurs de personnel domestique

Les activités des ménages en tant qu'employeurs de personnel domestique repartent à la baisse 55

Annexes

Annexe 1 : Principales révisions intervenues sur les comptes des branches des services 57
Annexe 2 : Nomenclatures des services marchands 61

Les services marchands en 2017 : la production accélère, favorisée par une demande soutenue

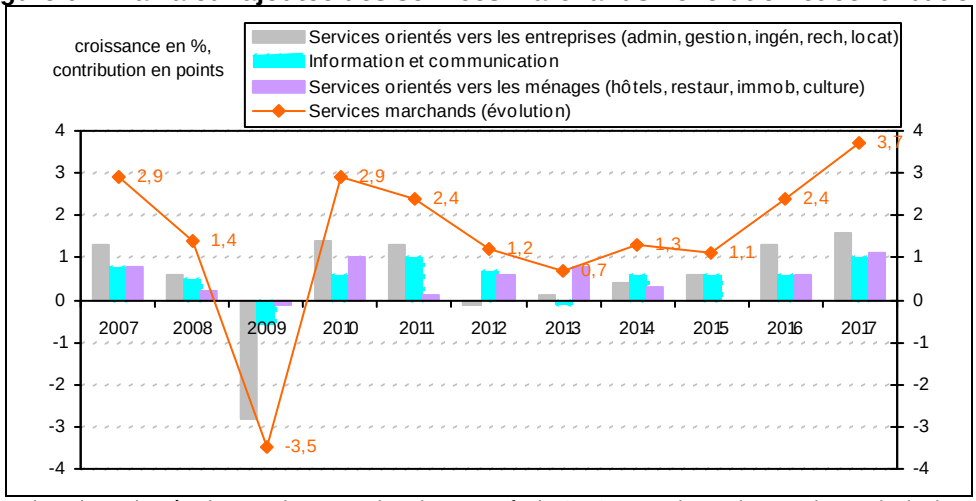
En 2017, la valeur ajoutée des services marchands non financiers augmente de 3,7 % en volume après 2,4 % en 2016. Cette augmentation est la plus élevée depuis 2006. La demande des entreprises et des administrations, achats courants ou investissements, progresse très vigoureusement (+ 4,3 % après + 2,6 % en 2016). La croissance de la consommation des ménages en services demeure solide (+ 2,0 % après + 1,7 %), contrairement à celle en biens. La production de services spécialisés, scientifiques et techniques, services informatiques et traitement de données est particulièrement tonique. L'hébergement-restauration et les activités immobilières gagnent également du ressort. Dans ce contexte favorable, l'emploi dans les services accélère (+ 3,1 %), tiré par l'intérim.

La valeur ajoutée des services progresse vigoureusement

L'économie française se redresse nettement en 2017 : le produit intérieur brut (PIB) (définitions) progresse en volume à un rythme supérieur à celui des années précédentes (+ 2,2 % après + 1,2 % en 2016 et + 1,1 % en 2015). Cette accélération est tirée par la vigueur de l'investissement des entreprises et des ménages, alors que la consommation en biens et services des ménages ralentit (+ 1,0 % après + 2,1 %). Les entreprises accroissent fortement leurs investissements, stimulées par l'amélioration de leurs débouchés et des conditions de financement favorables. Enfin, le commerce extérieur ne pèse plus sur la croissance en 2017 pour la première fois depuis 2012 : les exportations progressent plus vite que les importations (+ 4,5 % contre + 4,0 %).
L'amélioration conjoncturelle profite particulièrement aux services marchands non financiers. La croissance de leur valeur ajoutée s'affermit nettement en 2017 : + 3,7 % après + 2,4 % en 2016 et + 1,1 % en 2015 (sources). Ce rythme dépasse même celui de 2010, contrecoup du recul enregistré en 2009.

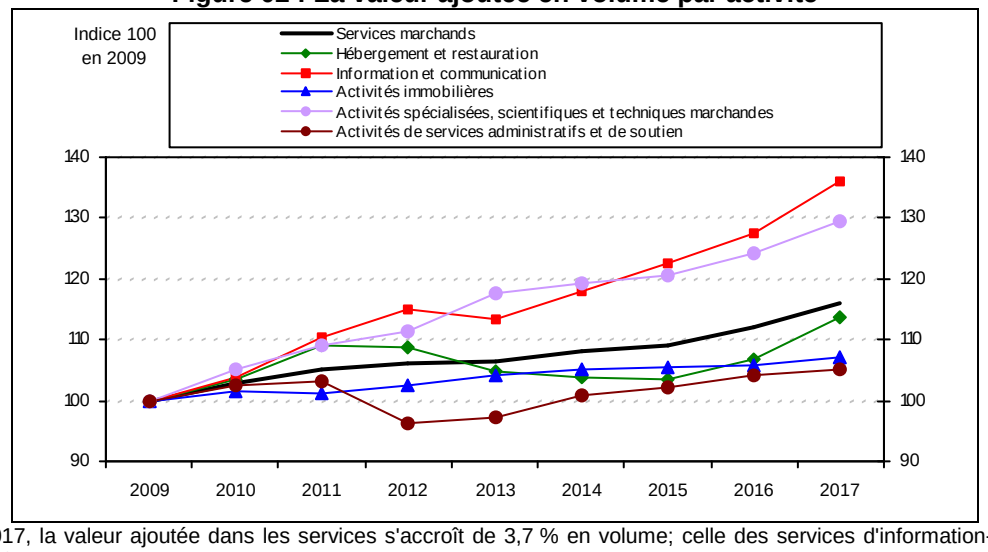
Les services marchands voient leur valeur ajoutée croître plus rapidement que l'industrie, la construction, le commerce, les transports et les services non marchands, comme au cours des trente dernières années (hormis en 1990, 1995, 2004 et 2009). Le poids des services marchands non financiers dans l'économie se renforce de 0,6 point en 2017 pour atteindre 35,3 % de la valeur ajoutée totale. Les services principalement orientés vers les entreprises sont le principal moteur de l'expansion (figure 1). La croissance est particulièrement vive dans les services liés à l'emploi, le conseil en gestion et les activités d'architecture-ingénierie.
Malgré leur poids relativement modeste (15 %), les services d'information-communication, très florissants depuis 2014, contribuent à hauteur de + 1,0 point à la croissance de la valeur ajoutée des services. Enfin, les services principalement orientés vers les ménages, qui représentent la moitié de la valeur ajoutée des services marchands, soutiennent également davantage la croissance qu'en 2016 (+ 1,1 après + 0,6 point). Leur valeur ajoutée accélère (+ 2,2 % après + 1,2 % en 2016), en raison notamment de la bonne tenue des activités immobilières et de l'hébergement-restauration (figure 2).

Figure 01 : La valeur ajoutée des services marchands : évolution et contributions



Lecture : en 2017, la valeur ajoutée des services marchands s'accroît de 3,7 % en volume; les services principalement orientés vers les entreprises contribuent pour 1,6 point à cette croissance.
Source : Insee, comptes des services, base 2014

Figure 02 : La valeur ajoutée en volume par activité



Lecture : en 2017, la valeur ajoutée dans les services s'accroît de 3,7 % en volume; celle des services d'information-communication s'accroît de 6,5 %.
Source : Insee, comptes des services, base 2014

La demande intérieure en services est très allante

En 2017, la demande intérieure en services marchands progresse de 3,5 % en volume, après 2,3 % en 2016 et 2,7 % en 2015 (figure 3).
L'investissement en services s'élève à 162 milliards d'euros et atteint 44 % de l'investissement des entreprises et des administrations. Il ne représente que 13 % de la demande intérieure en services mais contribue significativement à la croissance car il augmente à vive allure (+ 7,5 % après + 4,6 %). Il est tiré notamment par les investissements en logiciels et bases de données. Par ailleurs, la forte hausse des transactions immobilières en 2017 stimule les investissements en services liés (activités des marchands de biens, agences immobilières et services des notaires). Enfin, les dépenses de recherche et développement se redressent après plusieurs années de stabilité.
Les achats intermédiaires (dépenses courantes hors investissement) des entreprises et administrations, sont le principal débouché des activités de services (la moitié des ressources produites ou importées). Ils progressent plus rapidement en 2017 qu'en 2016 (+ 3,5 % après + 2,2 % en volume). Cette accélération est notamment imputable au rebond de la location immobilière de bureaux et autres locaux professionnels et à l'embellie des activités scientifiques et techniques (figure 4). La demande en ingénierie et architecture retrouve du ressort après avoir ralenti en 2016. Les carnets de commandes de ces deux activités bénéficient de la bonne santé de la construction en 2017.
La demande des entreprises en services administratifs et de soutien croît vigoureusement comme les années précédentes. Elle est tirée par l'intérim (+ 10,1 %), alors que les autres activités (centres d'appels, activités administratives, organisation de foires et salons…) ralentissent. La croissance des achats intermédiaires en information-communication demeure robuste : la programmation, le conseil informatique et les services de données, déjà très dynamiques, gagnent encore en vigueur, tandis que les achats en télécommunications s'infléchissent.

La consommation des ménages en services résiste bien

Malgré le ralentissement du pouvoir d'achat, la consommation des ménages en services ne s'essouffle pas, contrairement à la consommation en biens. Elle progresse de 2,0 % après avoir augmenté de 1,7 % en 2016 (figure 5). L'activité touristique repart à la hausse, ce qui favorise les activités récréatives, les agences de voyages et l'hébergement-restauration. L'attrait pour le camping et la restauration rapide sont particulièrement vifs.
Les loyers, composante majoritaire de la consommation en services marchands (57 %) ont une contribution relativement stable à la croissance : ils progressent tendanciellement en volume, sous l'effet de l'accroissement du parc de logements et de sa qualité. En 2017, les loyers payés par les ménages, après déduction des aides au logement, progressent à un rythme voisin de celui enregistré en 2014 et 2015. Ils avaient augmenté davantage en 2016 suite à la très faible croissance des aides au logement.
En 2017, la consommation en information-communication redémarre : la consommation en logiciels et en télécommunications est très bien orientée, tandis que l'édition papier continue à reculer.
La consommation en activités juridiques accélère nettement (+ 5,6 %). Enfin, l'appétence des ménages pour la location (y.c location bail) d'automobiles et d'autres équipements ne cesse de se développer (+ 3,8 %).

Figure 03 : L'offre et la demande de services marchands

	Valeur en Mrds €	Évolution en %					
		2015		2016 sd		2017 p	
		Volume	Prix	Volume	Prix	Volume	Prix
Production**	1222,4	2,0	0,7	2,6	0,7	3,5	0,4
Importations	97,5	14,6	1,9	1,0	0,7	-0,2	0,3
Demande intérieure, dont :	1239,3	2,7	0,6	2,3	0,7	3,5	0,4
consommations intermédiaires	*648,9*	*3,5*	*0,7*	*2,2*	*0,7*	*3,5*	*0,4*
consommation finale	*428,8*	*1,0*	*0,5*	*1,6*	*0,6*	*2,0*	*0,5*
dont consommation des ménages	*407,6*	*1,0*	*0,5*	*1,7*	*0,5*	*2,0*	*0,5*
formation brute de capital fixe	*161,6*	*3,9*	*0,6*	*4,6*	*1,0*	*7,5*	*0,0*
Exportations	105,8	8,1	2,2	5,5	0,7	1,5	0,4

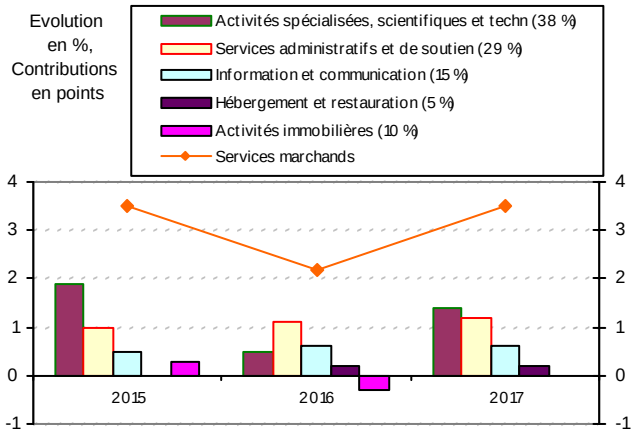
sd : semi-définitif - p : provisoire

** Il s'agit de la production du « produit » Services marchands (définitions) et non de celle de la branche Services marchands, contrairement à la figure 08a.

Lecture : en 2017, la production des services marchands s'élève à 1222,4 milliards d'euros, elle progresse de 3,5 % en volume et de 0,4 % en prix.

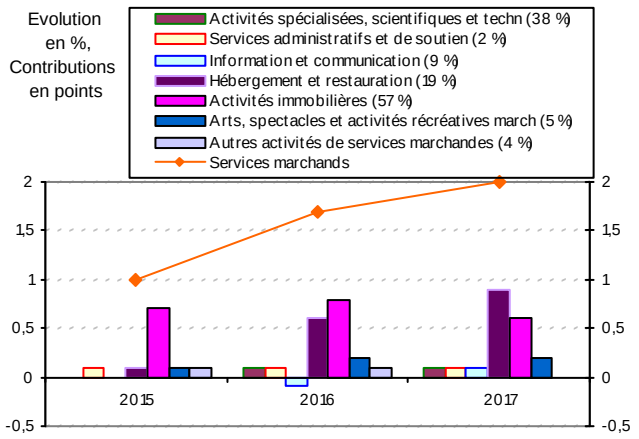
Source : Insee, comptes des services, base 2014

Figure 04 : Les consommations intermédiaires (évolution en volume et contributions)



Lecture : en 2017, les consommations intermédiaires en services marchands croissent de 3,5 % en volume; les activités spécialisées scientifiques et techniques contribuent pour 1,4 point à cette croissance.

Figure 05 : La consommation des ménages (évolution en volume et contributions)



Lecture : en 2017, la consommation des ménages en services marchands s'accroît de 2,0 % en volume; l'hébergement-restauration contribue pour 0,9 point à cette croissance.

Source : Insee, comptes des services, base 2014

La production accélère

En 2017, la production (définitions) des services marchands accélère (+ 3,5 % après + 2,7 % en 2016). Malgré une demande soutenue, les prix ralentissent légèrement (+ 0,4 % après + 0,7 % en 2016 et 2015), notamment pour les télécommunications, l'architecture-ingénierie-contrôle et les prestations d'agences de voyages.

En volume, la production des services d'information-communication montre le plus d'allant (+ 5,9 %), stimulée par le développement rapide des services informatiques et d'information (traitements de données, portails internet…). La croissance des services aux entreprises est également très vigoureuse (+ 3,9 %). La production des activités liées à l'emploi s'accroît notamment très fortement (+ 10,5 %). La production des services principalement orientés vers les ménages est un peu moins dynamique mais augmente à un rythme élevé (+ 2,1 %).

Le dynamisme de l'emploi est favorisé par le bond de l'intérim

L'emploi dans les services principalement marchands s'élève à 7,6 millions en équivalent temps plein soit 29 % de l'emploi total. L'emploi non salarié représente 12 % de l'emploi des services. Dans l'ensemble de l'économie, la hausse de l'emploi se poursuit (+ 1,0 % après + 0,8 % en 2016 et + 0,3 % en 2015) : 248 000 emplois nets ont été créés en 2017. Les services principalement marchands engrangent la majeure partie des gains : 227 000 emplois nets, soit une hausse de 3,1 % après 2,2 % en 2016 (figure 6). Cette accélération contraste avec les rythmes de croissance observés de 2012 à 2015 (entre + 0,7 % et + 0,9 % par an)

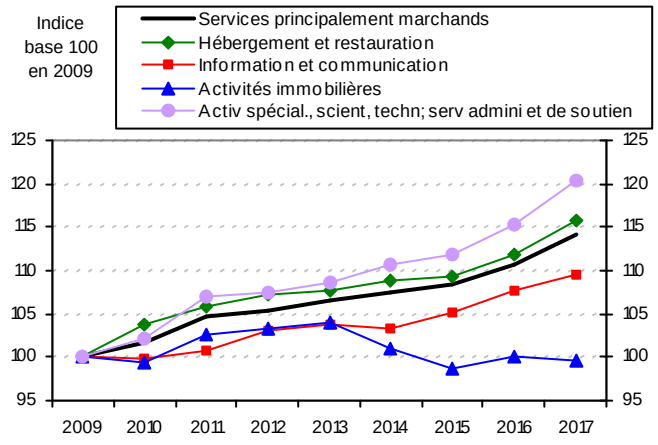
Avec 170 000 emplois supplémentaires, les activités spécialisées scientifiques et techniques et les activités administratives et de soutien contribuent le plus à cette hausse. L'emploi intérimaire, classé dans les activités de soutien

indépendamment de l'activité des missions exercées, bat des records : + 14 % en équivalent temps plein, selon la DARES.
La productivité apparente du travail accélère fortement dans les activités d'information-communication, et plus modérément dans l'hébergement-restauration. En revanche, elle se tasse dans les activités spécialisées scientifiques, techniques, administratives et de soutien.

Les échanges extérieurs de services sont excédentaires

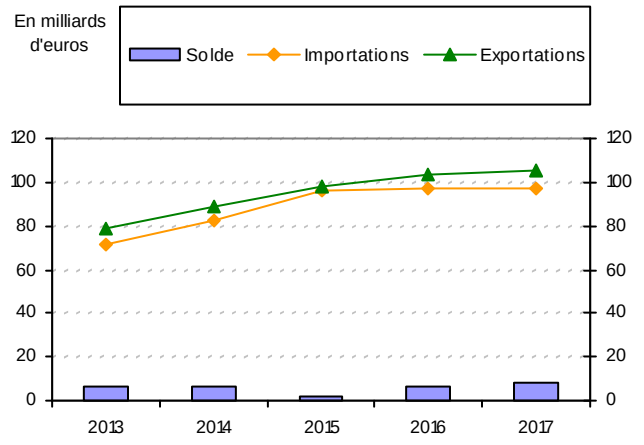
Les exportations de services marchands, hors solde touristique, transports, activités financières, ralentissent. Elles progressent néanmoins davantage que les importations, qui sont stables. L'excédent commercial s'améliore ainsi légèrement et atteint 8,2 milliards en 2017 (figure 7).
La location location-bail, les services informatiques, les activités administratives et de soutien contribuent le plus à l'amélioration du solde.

Figure 06 : L'emploi en équivalent temps plein (ETP)



Lecture : en 2017, l'emploi dans les services en équivalent temps plein s'accroît de 3,1 % en volume; il progresse de 14,1 % par rapport à 2009.

Figure 07 : Les échanges extérieurs de services



Lecture : en 2017, les importations de services s'élèvent à 97,5 milliards d'euros. L'excédent commercial sur les services s'élève à 8,2 milliards d'euros

Source : Insee, comptes des services, base 2014

Sources

En 2018, les comptes nationaux passent en base 2014. Ce changement de base conduit à une révision conséquente des échanges extérieurs de services. Le compte de l'année 2016 est semi-définitif et celui de 2017 provisoire. Les résultats présentés ici sont calculés à partir des équilibres ressources-emplois réalisés au niveau le plus détaillé des comptes nationaux, puis agrégés. Les évolutions ainsi déterminées pour les grandes branches d'activité peuvent être très légèrement différentes de celles retenues pour la version provisoire des comptes nationaux 2017 : ces dernières sont calculées directement à un niveau agrégé selon des méthodes économétriques.

Définitions

Dans cette publication, les **services marchands non financiers** correspondent au champ défini dans la nomenclature NAF rév. 2 par les sections hébergement et restauration (I), information et communication (J), activités immobilières (L), activités spécialisées, scientifiques et techniques (M), activités de services administratifs et de soutien (N), arts, spectacles et activités récréatives (R) et autres activités de services (S). Ils excluent les services non marchands de la recherche-développement, des arts, spectacles et des activités récréatives, sauf pour les statistiques d'emploi. Ce champ ne comprend donc pas le commerce (G), les transports (H) et les services financiers (K). L'arborescence de la nomenclature figure sur le site Internet de l'Insee (www.insee.fr - Définitions et méthodes - Nomenclatures - Nomenclature d'activités française - NAF rév. 2, 2008).
Les données relatives à l'emploi se rapportent aux **services principalement marchands**, qui incluent les activités des organisations associatives et la partie non marchande de la branche recherche-développement et de la branche arts, spectacles et activités récréatives.
La **production** dans les services marchands est un concept proche de celui de chiffre d'affaires : elle comprend les ventes de services et la production pour compte propre ainsi que les redevances, mais exclut les achats (par exemple pour les marchands de biens) éventuellement associées à l'activité de service. Les données sur la production, comme celles sur l'emploi, sont calculées ici en **branches**, correspondant au regroupement des entreprises et parties d'entreprises qui produisent la même catégorie de prestations.

La production du « **produit** » services marchands inclut la production des branches marchandes et la production marchande des branches non marchandes.
L'évolution de la production est estimée **en volume**, c'est-à-dire une fois retiré l'effet de l'évolution des prix.
La **valeur ajoutée** est égale à la valeur de la production diminuée de la consommation intermédiaire. Le **PIB** est égal à la somme des valeurs ajoutées des différentes branches d'activité, augmentée des impôts moins les subventions sur les produits (lesquels ne sont pas affectés aux branches d'activité).

Bibliographie

Berthier D., Debauche É., Meinzel P. « Les comptes de la Nation en 2017 - Le PIB accélère (+ 2,2 % après + 1,2 %), le pouvoir d'achat des ménages augmente modérément », *Insee Première* n° 1697, mai 2018.

Bourgeois A, « En 2017, la consommation et le pouvoir d'achat des ménages décélèrent », *Insee Première* n° 1699, juin 2018.

« En décembre 2017, la production dans les services augmente légèrement (+ 0,2 %) - Indice de production dans les services - décembre 2017 » Insee, Informations rapides.

Jallet F., Landru K., Méot T., Varrambier P., « Pelleteuses, voitures, smartphones... : louer plutôt qu'acheter ? », *Insee Première* n° 1645, avril 2017.

Lavergne A., Méot T ., « Trente-cinq ans de services d'information et de communication - L'essor des logiciels », *Insee Première* n° 1575, novembre 2015.

« La Balance des paiements et la position extérieure de la France » *Dossier de presse*, *Banque de France,* avril 2018.

Les services marchands en 2017 - Rapport présenté à la Commission des comptes des services

Figure 08a : La production dans l'ensemble des services

		Valeur en Mrds€	Taux de croissance en volume, en %			Taux de croissance du prix de la production, en %		
Code	**Branche**	**2017**	**2015**	**2016sd**	**2017p**	**2015**	**2016sd**	**2017p**
SERV	**Ensemble des services marchands**	**1 200,6**	**2,1**	**2,7**	**3,5**	**0,7**	**0,7**	**0,4**
I	Hébergement et restauration	111,0	0,5	3,2	4,7	1,3	1,5	1,6
J	Information et communication	205,8	3,3	4,3	5,9	0,0	0,6	-1,1
L	Activités immobilières	313,9	1,5	0,4	1,1	0,5	0,5	0,5
M	Activités spécialisées, scientifiques et techniques	315,8	2,9	2,1	3,5	0,8	0,5	0,2
N	Activités de services administratifs et de soutien	201,6	1,9	4,8	4,5	0,7	0,8	0,9
R march.	Arts, spectacles et activités récréatives marchands	24,8	0,0	9,4	3,8	2,1	-0,4	2,0
S march.	Autres activités de services hors associations	27,6	-1,0	2,7	2,0	0,9	1,7	1,3

Source : Insee, comptes des services, base 2014 - données semi définitives en 2016 et provisoires en 2017

Figure 08b : La demande intérieure dans l'ensemble des services

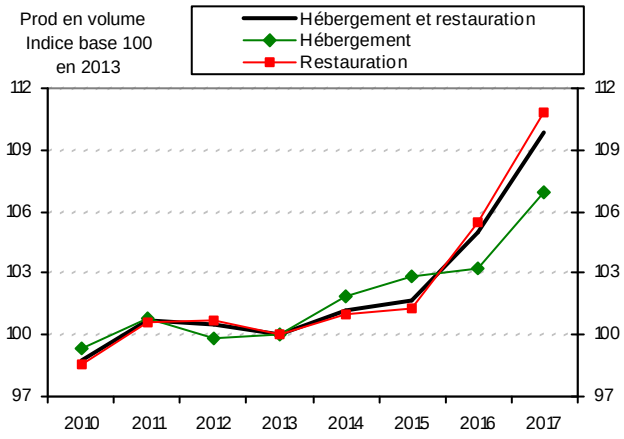
		Valeur en Mrds €	Taux de croissance en volume, en %			Taux de croissance du prix de la production, en %		
Code	**Branche**	**2017**	**2015**	**2016sd**	**2017p**	**2015**	**2016sd**	**2017p**
SERV	**Ensemble des services marchands**							
	Demande intermédiaire des entreprises et adm.	**648,9**	**3,5**	**2,2**	**3,5**	**0,7**	**0,7**	**0,4**
	Demande de consommation finale	**428,8**	**1,0**	**1,6**	**2,0**	**0,5**	**0,6**	**0,5**
	Demande pour investissement, dont :	**161,6**	**3,9**	**4,6**	**7,5**	**0,6**	**1,0**	**0,0**
	entreprises	**119,1**	**3,2**	**4,1**	**6,2**	**0,4**	**0,9**	**-0,1**
	ménages	**25,2**	**8,4**	**7,6**	**14,0**	**2,3**	**1,2**	**0,4**
I	**Hébergement et restauration**							
	Demande intermédiaire des entreprises et adm.	32,7	0,1	3,6	4,5	1,4	1,3	1,5
	Demande de consommation finale	79,6	0,7	3,0	4,7	1,3	1,7	1,6
	Demande pour investissement, dont :							
	entreprises							
	ménages							
J	**Information et communication**							
	Demande intermédiaire des entreprises et adm.	96,2	3,7	4,3	4,2	0,2	0,5	-1,4
	Demande de consommation finale	41,2	0,0	-0,5	1,1	-0,8	0,8	-1,2
	Demande pour investissement, dont :	74,4	5,2	7,2	9,1	0,4	0,6	-0,4
	entreprises	63,8	4,9	7,2	9,1	0,4	0,6	-0,4
	ménages							
L	**Activités immobilières**							
	Demande intermédiaire des entreprises et adm.	66,6	3,1	-3,1	0,5	0,6	1,6	1,4
	Demande de consommation finale	247,7	1,1	1,1	1,0	0,5	0,2	0,3
	Demande pour investissement, dont :	4,8	-5,6	13,9	12,0	1,9	1,1	1,8
	entreprises	0,5	-21,3	12,0	8,0	0,5	0,7	1,0
	ménages	4,2	-3,5	14,5	12,3	2,1	1,2	1,8
M	**Activités spécialisées, scientifiques et techniques**							
	Demande intermédiaire des entreprises et adm.	246,9	5,0	1,3	3,7	0,8	0,4	0,1
	Demande de consommation finale	12,2	0,8	3,4	4,0	0,2	-0,3	0,5
	Demande pour investissement, dont :	80,2	3,6	1,9	6,0	0,8	1,2	0,2
	entreprises	53,1	1,9	0,7	3,0	0,4	1,3	0,2
	ménages	21,0	11,0	6,4	14,3	2,3	1,2	0,1
N	**Activités de services administratifs et de soutien**							
	Demande intermédiaire des entreprises et adm.	190,7	3,2	3,7	3,9	0,7	0,8	0,9
	Demande de consommation finale	9,7	2,7	3,7	4,5	0,8	0,0	1,1
	Demande pour investissement, dont :							
	entreprises							
	ménages							
R march.	**Arts, spectacles et activités récréatives marchands**							
	Demande intermédiaire des entreprises et adm.	8,1	-4,7	10,3	6,0	4,0	-1,0	1,5
	Demande de consommation finale	21,1	2,3	4,2	3,7	0,7	0,3	1,5
	Demande pour investissement, dont :	0,1	-8,3	-4,0	7,1	0,0	3,1	0,9
	entreprises	0,0	0,0	0,0	9,7	0,0	3,3	0,0
	ménages							
S march.	**Autres activités de services hors associations**							
	Demande intermédiaire des entreprises et adm.	7,6	-11,3	3,4	0,3	1,1	1,6	1,3
	Demande de consommation finale	17,2	1,6	1,9	1,1	1,0	1,7	1,4
	Demande pour investissement, dont :	2,1	-3,6	2,4	1,8	-0,3	1,4	0,7
	entreprises	1,7	-4,0	2,7	-0,5	-0,3	1,4	0,7
	ménages							

Source : Insee, comptes des services, base 2014 - données semi définitives en 2016 et provisoires en 2017

2017, année faste pour les activités d'hébergement et de restauration

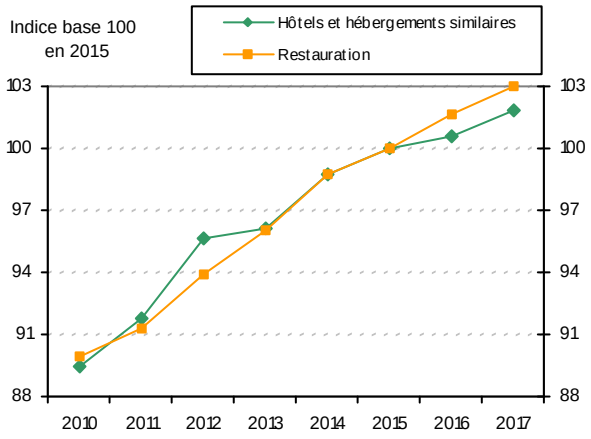
En 2017, la production des activités d'hébergement et de restauration progresse de 4,7 % en volume, après 3,2 % en 2016. Cette accélération s'explique par le dynamisme des deux activités : la restauration reste très allante et l'hébergement reprend des couleurs après une année 2016 en demi-teinte. La consommation des ménages, qui représente 70 % de la demande, accélère nettement (+ 4,7 % après + 3,0 % en 2016). Les prix évoluent au même rythme qu'en 2016 (+ 1,6 %).

Figure 09 : Évolution de la production dans l'hôtellerie restauration



Source : Insee, Comptes des services, base 2014

Figure 10 :Évolution des prix à la consommation dans l'hôtellerie restauration



Source : Insee, Indice des prix à la consommation

En 2017, la production des **activités d'hébergement** se redresse (+ 3,5 % en volume après + 0,4 % en 2016). Elle profite du retour des touristes étrangers, après une année 2016 marquée par les attentats. Le haut de gamme a particulièrement profité de l'embellie, dans l'hôtellerie comme dans les campings.

L'activité des *hôtels, hébergements touristiques et autres hébergements collectifs* se redresse nettement (+ 3,0 %), en raison notamment de l'attrait retrouvé des touristes pour la France. La fréquentation des non-résidents est en hausse de 8,8 %, après avoir reflué de 5,7 % en 2016, d'après l'enquête mensuelle de fréquentation de l'Insee[1]. Cette bonne performance s'inscrit dans un contexte de hausse générale du tourisme en Europe et dans le monde. La fréquentation domestique augmente également mais à un rythme plus modéré (+ 2,8 %). Le nombre de nuitées progresse de + 4,9 % en France métropolitaine, dont + 10,6 % en Île-de-France particulièrement marquée par les attentats de 2015. En 2017, les clientèles allemande (+ 9,9 %), espagnole (+ 11,3 %), russe (+ 33 %) sont toujours plus nombreuses. Les touristes asiatiques et américains sont également de retour. Seule la fréquentation britannique diminue de 3,4 %. La hausse des prix est de 2,0 %.

En 2017, l'activité des *terrains de camping et parcs pour caravanes ou véhicules de loisirs* accélère : + 5,3 % en volume après + 3,4 % en 2016 et + 1,9 % en 2015. L'activité a notamment été favorisée par une météo très clémente au printemps et en été. Sur la saison estivale 2017 (période d'avril à septembre), les nuitées en campings augmentent fortement (+ 5,5 % sur un an). Comme les années précédentes, le confort s'accroît : les emplacements équipés (chalets ou mobil-homes) enregistrent la plus forte progression (+ 9,0 % contre + 2,1 % pour les emplacements nus). Leur fréquentation, tirée par les touristes résidents, dépasse pour la première fois celle des emplacements nus. La fréquentation des non-résidents (quasi exclusivement européens) augmente de 4,5 % après avoir diminué les années précédentes. En son sein, les touristes hollandais occupent la première place (34 % des nuitées étrangères). Les clientèles allemande (+ 9,5 %), belge (+ 9,1 %), suisse (+ 11,9 %) et espagnole (+ 33,4 %) progressent plus vite. Comme pour les hôtels, la fréquentation des britanniques est en berne (- 5,1 %).

[1] « Les hébergements collectifs touristiques en 2017 », Insee première 1693, avril 2018

La production des *hébergements divers* (résidences d'étudiants, foyers, internats) progresse à nouveau (+ 6,8 % en volume). La consommation des administrations publiques, qui correspond aux aides accordées aux ménages pour accéder à ces hébergements, est en forte hausse (+ 11 % en volume).

En 2017, en dépit d'une hausse des prix de 1,4 %, la production des **activités de restauration** accélère (+ 5,0 % en volume après + 4,1 % en 2016). Elle est tirée par les *restaurants et services de restauration mobile* (+ 5,5 %), qui représentent deux tiers de la production. La restauration rapide, en plein essor, continue à se diversifier, innover et monter en gamme. L'engouement pour les restaurants « fast casual » ou fast good (fast-food haut de gamme) reste vif selon Gira Conseil.

La production en volume des *traiteurs et autres services de restauration* continue de progresser régulièrement (+ 1,4 %).

L'euphorie de 2016 continue en 2017 pour les *débits de boisson* : leurs ventes progressent de + 6,6 % en volume (après + 7,1 % en 2016). Ils profitent notamment de la bonne tenue du tourisme et de la météo printanière et estivale ensoleillée.

Figure 11 : Évolution de la production dans l'hébergement

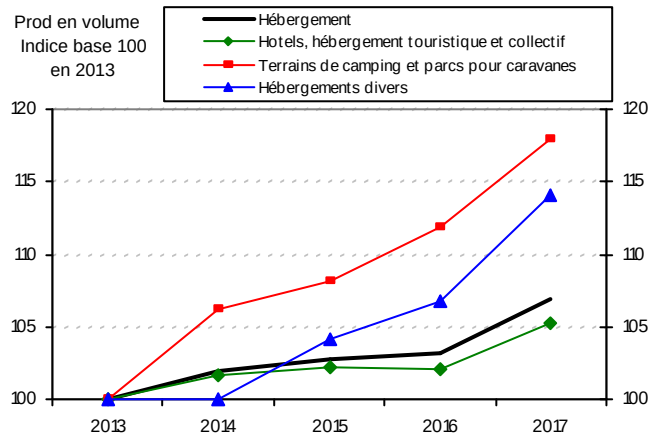
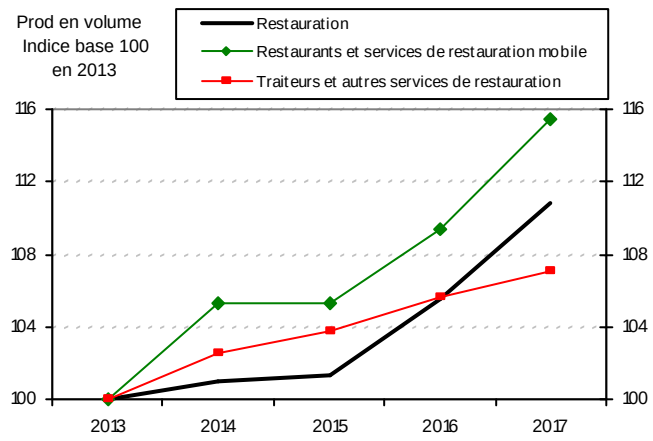


Figure 12 : Évolution de la production dans la restauration



Source : Insee, Comptes des services, base 2014

Figure 13 : La production dans les hôtels et restaurants

		Valeur en Mrds €	Taux de croissance en volume, en %			Taux de croissance du prix de la production, en %		
Code	**Branche**	**2017**	**2015**	**2016sd**	**2017p**	**2015**	**2016sd**	**2017p**
I	**Hébergement et restauration**	**111,0**	**0,5**	**3,2**	**4,7**	**1,3**	**1,5**	**1,6**
I55Z	**Hébergement**	**26,3**	**0,9**	**0,4**	**3,5**	**2,1**	**1,6**	**2,2**
I55Z1	Hôtels, hébergement touristique et autre héberg. collectif	21,9	0,5	-0,1	3,0	2,1	1,6	2,0
I55Z2	Terrains de camping et parcs pour caravanes ou véh. loisirs	2,2	1,9	3,4	5,3	2,6	2,6	4,6
I55Z3	Hébergements divers	2,2	4,1	2,6	6,8	1,5	1,1	1,5
I56Z	**Restauration**	**84,7**	**0,4**	**4,1**	**5,0**	**1,1**	**1,5**	**1,4**
I56Z1	Restaurants et services de restauration mobile	57,3	0,0	3,9	5,5	1,0	1,4	1,5
I56Z2	Traiteurs et autres services de restauration	12,8	1,2	1,8	1,4	1,4	2,3	1,6
I56Z3	Services des débits de boissons	14,5	1,0	7,1	6,6	1,4	1,3	1,1

Source : Insee, comptes des services, base 2014 - données semi définitives en 2016 et provisoires en 2017

Figure 14 : La demande intérieure dans les hôtels et restaurants

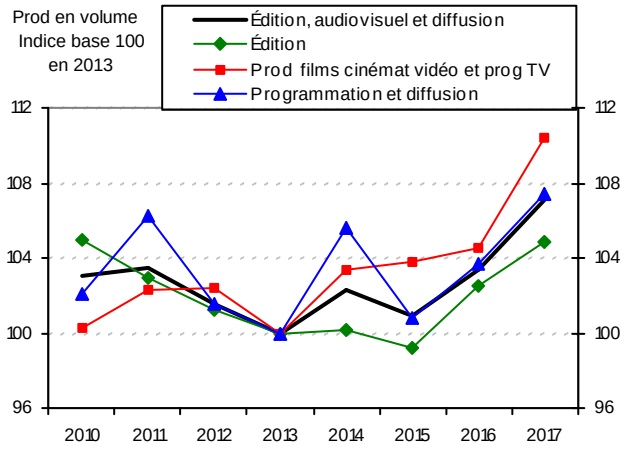
		Valeur en Mrds	Taux de croissance en volume, en %			Taux de croissance du prix de la production, en %		
Code	**Branche**	**2017**	**2015**	**2016sd**	**2017p**	**2015**	**2016sd**	**2017p**
I	**Hébergement et restauration**							
	Demande intermédiaire des entreprises et adm.	**32,7**	**0,1**	**3,6**	**4,5**	**1,4**	**1,3**	**1,5**
	Demande de consommation finale	**79,6**	**0,7**	**3,0**	**4,7**	**1,3**	**1,7**	**1,6**
	Demande pour investissement, dont :							
	entreprises							
	ménages							
I55Z	**Hébergement**							
	Demande intermédiaire des entreprises et adm.	**8,6**	**-1,0**	**1,2**	**0,8**	**2,1**	**0,8**	**1,9**
	Demande de consommation finale	**18,2**	**2,1**	**0,3**	**5,0**	**2,1**	**2,0**	**2,3**
	Demande pour investissement, dont :							
	entreprises							
	ménages							
I55Z1	Hôtels, hébergement touristique et autre héberg. collectif							
	Demande intermédiaire des entreprises et adm.	8,2	-1,2	1,4	0,9	2,1	0,8	2,0
	Demande de consommation finale	14,1	1,9	-0,7	4,5	2,1	2,1	2,0
	Demande pour investissement, dont :							
	entreprises							
	ménages							
I55Z2	Terrains de camping et parcs pour caravanes ou véh. loisirs							
	Demande intermédiaire des entreprises et adm.	0,0	-88,5	16,7	0,0	0,0	-14,3	0,0
	Demande de consommation finale	2,3	4,5	3,5	5,3	2,7	2,6	4,6
	Demande pour investissement, dont :							
	entreprises							
	ménages							
I55Z3	Hébergements divers							
	Demande intermédiaire des entreprises et adm.	0,4	17,6	-4,2	0,3	1,3	1,1	1,4
	Demande de consommation finale	1,7	1,4	5,2	8,2	1,5	1,1	1,5
	Demande pour investissement, dont :							
	entreprises							
	ménages							
I56Z	**Restauration**							
	Demande intermédiaire des entreprises et adm.	**24,2**	**0,6**	**4,6**	**5,9**	**1,1**	**1,4**	**1,4**
	Demande de consommation finale	**61,4**	**0,3**	**3,8**	**4,6**	**1,1**	**1,6**	**1,4**
	Demande pour investissement, dont :							
	entreprises							
	ménages							
I56Z1	Restaurants et services de restauration mobile							
	Demande intermédiaire des entreprises et adm.	16,3	-0,5	3,8	6,7	1,0	1,4	1,5
	Demande de consommation finale	41,2	0,2	3,9	5,0	1,0	1,4	1,5
	Demande pour investissement, dont :							
	entreprises							
	ménages							
I56Z2	Traiteurs et autres services de restauration							
	Demande intermédiaire des entreprises et adm.	1,7	27,0	16,3	1,6	1,3	1,9	1,5
	Demande de consommation finale	11,7	-1,3	-0,1	1,4	1,4	2,3	1,6
	Demande pour investissement, dont :							
	entreprises							
	ménages							
I56Z3	Services des débits de boissons							
	Demande intermédiaire des entreprises et adm.	6,2	-1,7	3,6	4,9	1,4	1,3	1,1
	Demande de consommation finale	8,6	3,3	9,4	7,7	1,4	1,3	1,1
	Demande pour investissement, dont :							
	entreprises							
	ménages							

Source : Insee, comptes des services, base 2014 - données semi définitives en 2016 et provisoires en 2017

La croissance s'affermit dans les activités d'édition, audiovisuel et diffusion

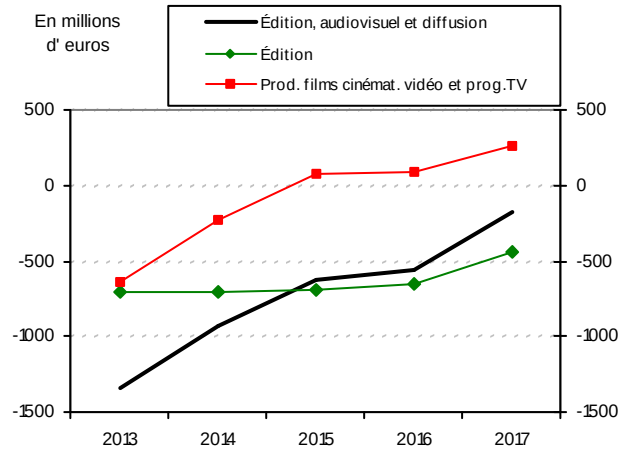
En 2017, la production des activités d'édition, audiovisuel et diffusion accélère légèrement en volume : + 3,6 % après + 2,4 % en 2016. La vigueur de l'investissement (+ 5,8 % en volume après + 5,6 % en 2016) ainsi que l'accélération de la consommation intermédiaire des entreprises (+ 3,4 % après + 0,7 % l'année précédente) soutiennent l'activité de la branche alors que les dépenses des ménages demeurent déprimées (- 0,7 % après - 0,3 % en 2016). Le déficit du commerce extérieur se résorbe légèrement sous l'effet combiné de l'accélération des exportations et du repli des importations : il s'établit à - 0,2 milliard contre - 0,6 milliard en 2016.

Figure 15 : La production en volume dans l'édition, audiovisuel et diffusion



Source : Insee, Comptes des services, base 2014

Figure 16 : Le solde des échanges extérieurs dans l'édition, audiovisuel et diffusion



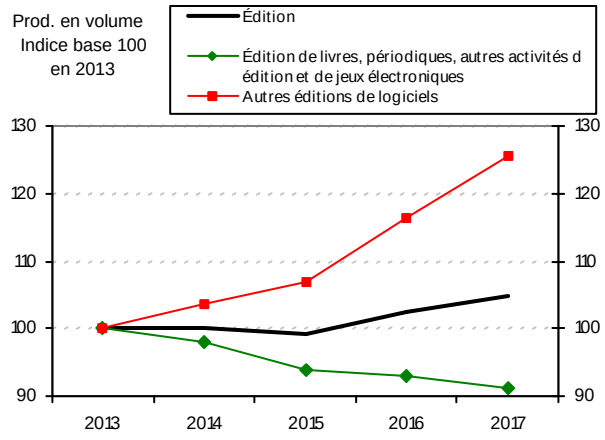
Source : Insee, Comptes des services, base 2014

L'activité ralentit légèrement en 2017 dans le secteur de l'**édition** après le fort rebond enregistré l'année précédente : la production en volume progresse ainsi de + 2,4 % après + 3,2 % en 2016. La production en valeur croît de 2,9 % grâce à une hausse des prix de 0,5 %. Le dynamisme de l'investissement (+ 6,2 % en volume) demeure le principal vecteur de croissance, alors que la demande des ménages se contracte (- 1,4 %) et la consommation intermédiaire des entreprises demeure étale (- 0,2 %).

La production de la branche *édition de livres, périodiques, autres activités d'édition et de jeux électroniques* continue de se contracter en 2017 (- 2,1 % en volume après - 1,0 % l'année précédente). La progression des prix (+ 1,4 %) vient modérer la baisse de la production en valeur (- 0,7 %). Le repli de la demande intérieure explique l'essentiel de la contraction de l'activité. Notamment, le marché du livre demeure morose en 2017, comme le souligne l'institut GfK qui enregistre une baisse de 1,2 % des recettes liées aux ventes de livres. Malgré le développement rapide du marché du livre numérique (+ 9,0 %), le livre physique reste largement prépondérant dans les ventes (95 %).

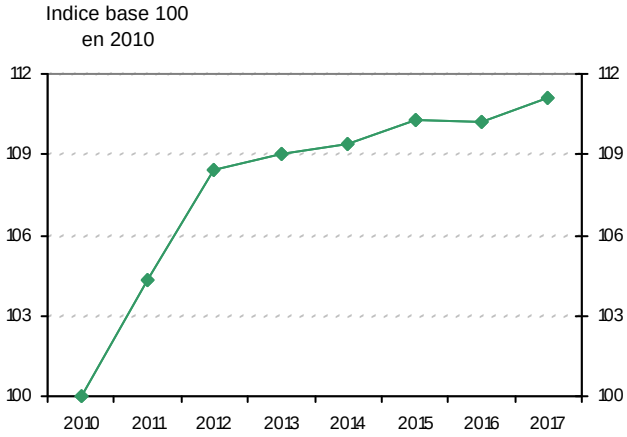
En revanche, l'activité des *autres éditions de logiciels* demeure vigoureuse en 2017 : elle augmente ainsi de 7,8 % en volume après + 8,9 % en 2016. Compte tenu du tassement des prix (- 0,4 %), la hausse de la production en valeur s'établit à + 7,3 %.

Figure 17 : La production en volume dans l'édition



Source : Insee, Comptes des services, base 2014

Figure 18 : Les prix de vente des éditions de logiciels



Source : Insee, Indice de prix des services aux entreprises françaises, base 2010

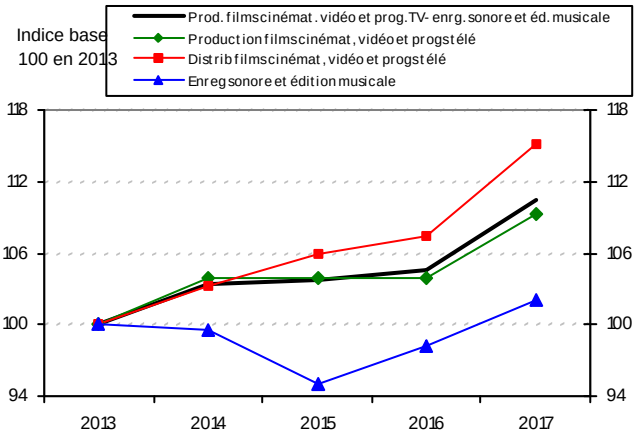
L'activité de **production de films cinématographiques, de vidéos et programmes de télévision - enregistrement sonore et édition musicale** accélère vivement en 2017 (+ 5,7 % en volume) après deux années de hausse modérée (+ 0,3 % en 2015 puis + 0,7 % en 2016). La production en valeur, progresse de 4,9 %, compte tenu d'une légère baisse des prix (- 0,7 %). La progression de la consommation intermédiaire des entreprises (+ 5,2 % en volume), qui représente près des trois-quarts de la demande intérieure, demeure la principale contributrice à la croissance de la branche.

L'activité de *production de films cinématographiques, de vidéos et de programmes de télévision* rebondit fortement en 2017 (+ 5,2 % en volume), après une année 2016 étale. Le reflux des prix (- 0,8 %) modère la hausse de la production en valeur (+ 4,4 %). Ce rebond est soutenu notamment par l'activité de production pour la télévision. En revanche, dans la production cinématographique, le diagnostic établi par le Centre National du Cinéma et de l'image animée (CNC) est moins bon. En effet, le nombre de films d'initiative française est stable (222 après 221 en 2016) et l'investissement moyen par film (4,9 millions d'euros) s'inscrit en baisse de 10,3 % par rapport à l'année précédente.

En 2017, la *distribution de films cinématographiques, de vidéos et de programmes de télévision* retrouve de l'allant, après une année 2016 à la croissance modérée. Ainsi, la production progresse de + 7,2 % en volume après + 1,5 % l'année précédente. Les prix s'inscrivent en baisse (- 0,6 %) pour la troisième année consécutive ce qui freine la croissance de la production en valeur (+ 6,6 % après - 0,9 % en 2016). Dans ce contexte, la fréquentation des salles de cinéma s'érode mais reste à un niveau très élevé : 209,2 millions d'entrées en 2017 après 213,1 millions en 2016, soit le troisième plus haut niveau depuis 50 ans. Les films français améliorent leur part de marché puisque leur fréquentation (78,2 millions d'entrées) progresse de 2,6 %, contre une baisse de 4,2 % pour les films étrangers. Par ailleurs, la dégradation du marché de la vidéo physique continue de peser sur l'activité de la branche : selon le CNC (dont les données ne couvrent que partiellement le marché des vidéos commercialisées), les ventes de DVD et de Blu-ray reculent de 9,8 % en valeur pour s'établir à 537 millions d'euros, soit une baisse de plus de 61 % depuis 2010.

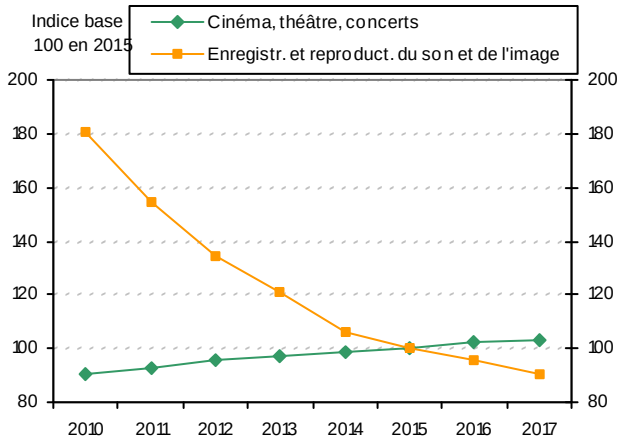
La production de la branche *enregistrement sonore et édition musicale* demeure soutenue en 2017 : elle augmente de 3,8 % en volume après + 3,4 % l'année précédente. Compte tenu du léger fléchissement des prix (- 0,3 %), la production en valeur s'inscrit en hausse de 3,5 %. L'activité est portée par le dynamisme des dépenses des ménages (+ 5,0 % en volume) alors que la consommation intermédiaire des entreprises enregistre un net repli (- 6,7 % après + 2,4 % en 2016). D'après le Syndicat National de l'édition Phonographique (SNEP), l'embellie observée en 2016 sur le marché de la musique enregistrée se confirme en 2017. Ainsi, les ventes augmentent de 3,9 % après + 5,0 % l'année précédente. Cette progression s'explique par la forte dynamique du streaming. En effet, celui-ci affiche à nouveau une croissance très soutenue (+ 23,0 % après + 37,0 % l'année précédente) et représente désormais près de 42 % des ventes de musique. A contrario, les ventes physiques continuent de se dégrader (- 4,7 %). Seule la progression des ventes de vinyles vient modérer le repli des recettes sur ce marché. Par ailleurs, l'année 2017 a été favorable à la chanson française puisque les artistes produits en France se positionnent aux 18 des 20 premières places du classement albums de l'année.

Figure 19 : La production en volume dans l'audiovisuel et la diffusion



Source : Insee, Comptes des services, base 2014

Figure 20 : Les prix à la consommation dans l'audiovisuel et la diffusion



Source : Insee, Indice des prix à la consommation

En 2017, la production de la branche **programmation et diffusion** se raffermit : la production croît de 3,6 % en volume (+ 2,9 % en 2016) alors que les prix se replient (- 1,2 %) après une année 2016 étale. La production en valeur s'inscrit en hausse de 2,3 % après + 2,9 %.

Les activités de *radiodiffusion* sont orientées à la baisse en 2017 (- 0,6 % en volume après + 0,7 %) sous l'effet essentiellement du fléchissement de la consommation intermédiaire des entreprises (- 1,3 % après + 1,2 % en 2016). Compte tenu de la légère hausse des prix (+ 0,4 %), la production en valeur se stabilise (- 0,1 % après + 1,4 % en 2016). Par ailleurs, selon l'Institut de Recherches et d'Études Publicitaires (IREP), les recettes publicitaires pour le média « radio » enregistrent une baisse de 2,6 % par rapport à 2016.

La production des activités de *programmation de télévision et télédiffusion* (plus de 88 % de l'activité de la branche) accélère (+ 4,1 % en volume) après avoir redémarré l'année précédente (+ 3,2 % après - 4,5 % en 2015). Le fléchissement des prix (- 1,4 % après - 0,1 % en 2016) entraîne une augmentation de la production en valeur de 2,6 %. Le renforcement de l'activité est porté principalement par l'accroissement des consommations intermédiaires des entreprises (+ 5,6 % en volume après + 1,8 % en 2016), tandis que les dépenses des ménages et des administrations publiques sont moins bien orientées que l'année précédente (+ 1,7 % contre + 5,2 % en 2016). Dans ce contexte, les recettes publicitaires nettes engrangées par le média « télévision » se consolident puisqu'elles progressent de 1,0 % après + 0,4 % en 2016.

Figure 21 : La production dans l'Edition, audiovisuel et diffusion

		Valeur en Mrds €	Taux de croissance en volume, en %			Taux de croissance du prix de la production, en %		
Code	**Branche**	**2017**	**2015**	**2016sd**	**2017p**	**2015**	**2016sd**	**2017p**
JA	**Édition, audiovisuel et diffusion**	**54,9**	**-1,4**	**2,4**	**3,6**	**0,9**	**0,6**	**-0,2**
J58Z	**Édition**	**26,8**	**-1,0**	**3,2**	**2,4**	**0,7**	**1,3**	**0,5**
J58Z1	Édition de livres, périodiques, autres activités édition et jeux électr.	14,1	-4,0	-1,0	-2,1	0,9	1,6	1,4
J58Z2	Autres éditions de logiciels	12,7	3,4	8,9	7,8	0,5	0,9	-0,4
J59Z	**Production films cinéma vidéo & TV & édition musicale**	**16,1**	**0,3**	**0,7**	**5,7**	**-0,8**	**0,0**	**-0,7**
HJ59Z1	Production de films cinématographiques, de vidéo et programmes TV	10,5	-0,1	0,0	5,2	-0,6	1,0	-0,8
HJ59Z2	Distribution de films cinématographiques, de vidéo et programmes TV	4,6	2,5	1,5	7,2	-1,3	-2,4	-0,6
HJ59Z3	Enregistrement sonore et édition musicale	1,1	-4,7	3,4	3,8	-0,6	-0,1	-0,3
J60Z	**Programmation et diffusion**	**12,0**	**-4,5**	**2,9**	**3,6**	**3,6**	**0,0**	**-1,2**
J60Z1	Radiodiffusion	1,4	-4,7	0,7	-0,6	2,4	0,7	0,4
J60Z2	Programmation de télévision et télédiffusion	10,6	-4,5	3,2	4,1	3,8	-0,1	-1,4

Source : Insee, comptes des services, base 2014 - données semi définitives en 2016 et provisoires en 2017

Figure 22 : La demande intérieure dans l'Édition, audiovisuel et diffusion

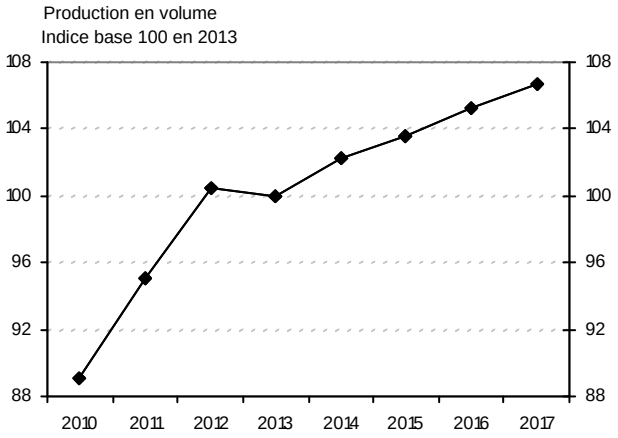
		Valeur en Mrds €	Taux de croissance en volume, en %			Taux de croissance du prix de la production, en %		
Code	**Branche**	**2017**	**2015**	**2016sd**	**2017p**	**2015**	**2016sd**	**2017p**
JA	**Édition, audiovisuel et diffusion**							
	Demande intermédiaire des entreprises et adm.	**26,7**	**-2,2**	**0,7**	**3,4**	**0,9**	**0,4**	**-0,6**
	Demande de consommation finale	**18,8**	**-0,8**	**-0,3**	**-0,7**	**0,9**	**0,9**	**0,9**
	Demande pour investissement, dont :	**16,2**	**2,0**	**5,6**	**5,8**	**0,6**	**1,0**	**-0,5**
	entreprises	**14,4**	**1,8**	**5,3**	**5,6**	**0,6**	**1,0**	**-0,4**
	ménages							
J58Z	**Édition**							
	Demande intermédiaire des entreprises et adm.	**8,2**	**-1,0**	**-0,9**	**-0,2**	**0,7**	**1,5**	**1,2**
	Demande de consommation finale	**12,1**	**-0,5**	**-2,1**	**-1,4**	**0,7**	**1,4**	**1,3**
	Demande pour investissement, dont :	**12,6**	**4,0**	**7,4**	**6,2**	**0,6**	**1,0**	**-0,4**
	entreprises	**10,8**	**4,1**	**7,2**	**5,9**	**0,6**	**1,1**	**-0,3**
	ménages							
J58Z1	Édition de livres, périodiques, autres activités édition et jeux électr.							
	Demande intermédiaire des entreprises et adm.	8,2	-1,0	-0,9	-0,2	0,7	1,5	1,2
	Demande de consommation finale	12,0	-0,5	-2,2	-1,4	0,8	1,5	1,4
	Demande pour investissement, dont :	0,0	0,0	-2,3	-2,3	0,0	2,4	2,4
	entreprises	0,0	0,0	-2,3	-2,3	0,0	2,4	2,4
	ménages							
J58Z2	Autres éditions de logiciels							
	Demande intermédiaire des entreprises et adm.							
	Demande de consommation finale	0,1	-3,3	8,5	-6,7	-6,8	-8,4	-7,2
	Demande pour investissement, dont :	12,5	4,1	7,4	6,2	0,6	1,0	-0,4
	entreprises	10,7	4,1	7,3	6,0	0,6	1,1	-0,3
	ménages							
J59Z	**Production films cinéma vidéo & TV & édition musicale**							
	Demande intermédiaire des entreprises et adm.	**11,9**	**-0,5**	**1,2**	**5,2**	**-0,7**	**0,1**	**-1,0**
	Demande de consommation finale	**2,0**	**-3,3**	**0,0**	**-1,0**	**-1,1**	**-1,1**	**-0,8**
	Demande pour investissement, dont :	**2,4**	**-3,2**	**-1,2**	**5,2**	**-0,6**	**1,0**	**-0,8**
	entreprises	**2,4**	**-3,2**	**-1,2**	**5,2**	**-0,6**	**1,0**	**-0,8**
	ménages							
HJ59Z1	Production de films cinématographiques, de vidéo et programmes TV							
	Demande intermédiaire des entreprises et adm.	8,3	1,6	1,3	5,4	-0,6	1,0	-0,8
	Demande de consommation finale							
	Demande pour investissement, dont :	2,4	-3,2	-1,2	5,2	-0,6	1,0	-0,8
	entreprises	2,4	-3,2	-1,2	5,2	-0,6	1,0	-0,8
	ménages							
HJ59Z2	Distribution de films cinématographiques, de vidéo et programmes TV							
	Demande intermédiaire des entreprises et adm.	3,0	-4,8	0,7	7,3	-1,1	-2,9	-2,6
	Demande de consommation finale	1,3	-4,0	-3,5	-3,7	-1,4	-0,1	0,5
	Demande pour investissement, dont :							
	entreprises							
	ménages							
HJ59Z3	Enregistrement sonore et édition musicale							
	Demande intermédiaire des entreprises et adm.	0,6	-5,6	2,4	-6,7	-0,8	3,2	3,1
	Demande de consommation finale	0,6	-1,7	8,5	5,0	-0,3	-3,3	-3,4
	Demande pour investissement, dont :							
	entreprises							
	ménages							
J60Z	**Programmation et diffusion**							
	Demande intermédiaire des entreprises et adm.	**6,6**	**-6,6**	**1,8**	**4,9**	**4,1**	**-0,5**	**-1,9**
	Demande de consommation finale	**4,7**	**-0,4**	**4,5**	**1,5**	**2,5**	**0,6**	**0,8**
	Demande pour investissement, dont :	**1,2**	**-6,1**	**2,9**	**3,5**	**3,4**	**0,0**	**-0,8**
	entreprises	**1,2**	**-6,1**	**2,9**	**3,5**	**3,4**	**0,0**	**-0,8**
	ménages							
J60Z1	Radiodiffusion							
	Demande intermédiaire des entreprises et adm.	0,7	-7,4	1,2	-1,3	2,1	0,7	0,7
	Demande de consommation finale	0,6	-0,8	0,2	0,3	2,2	0,7	0,7
	Demande pour investissement, dont :	0,1	-5,8	0,0	-0,7	2,3	0,8	0,8
	entreprises	0,1	-5,8	0,0	-0,7	2,3	0,8	0,8
	ménages							
J60Z2	Programmation de télévision et télédiffusion							
	Demande intermédiaire des entreprises et adm.	6,0	-6,5	1,8	5,6	4,3	-0,6	-2,2
	Demande de consommation finale	4,1	-0,4	5,2	1,7	2,5	0,6	0,8
	Demande pour investissement, dont :	1,1	-6,1	3,2	4,0	3,6	-0,1	-1,0
	entreprises	1,1	-6,1	3,2	4,0	3,6	-0,1	-1,0
	ménages							

Source : Insee, comptes des services, base 2014 - données semi définitives en 2016 et provisoires en 2017

Les prix des télécommunications de nouveau en baisse en 2017

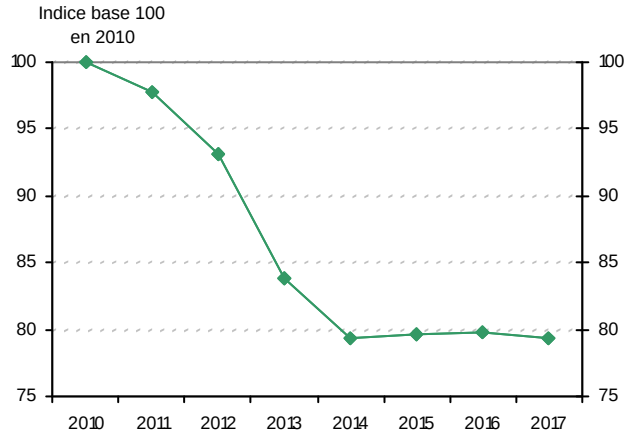
En 2017, les prix des services de communication sont de nouveau orientés à la baisse (- 3,1 %) après le timide rebond enregistré en 2016 (+ 0,7 %), malgré une demande en hausse. La production des services de communication progresse de 1,3 % en volume, soit un rythme voisin de celui enregistré l'année précédente (+ 1,7 %). L'activité est principalement soutenue par la reprise des dépenses des ménages (+ 2,1 % en volume après - 0,9 % en 2016), alors que les consommations intermédiaires des entreprises se tassent (- 0,2 % après + 4,8 %).

Figure 23 : La production dans les services de télécommunications



Source : Insee, Comptes des services, base 2014

Figure 24 : Prix de production dans les services de télécommunications



Source : Insee, Indice de prix des services aux entreprises françaises, base 2010

Selon l'ARCEP (Autorité de Régulation des Communications Électroniques et des Postes), le nombre de lignes téléphoniques mobiles s'élève à 89,5 millions d'unités fin 2017, en hausse de 5,6 % sur un an. Cette expansion est alimentée d'une part, par l'augmentation du nombre d'abonnements et forfaits (+ 4,5 % en 2017 après + 3,4 % l'année précédente) et d'autre part, par la forte croissance du marché des objets connectés. En effet, le nombre de cartes « *Machine to Machine* » (MtoM[2]) accélère vivement en 2017 (+ 26,9 % après + 11,1 %) pour atteindre 14,9 millions d'unités, soit 16,6 % du total des cartes SIM (13,9 % en 2016). À contrario, le marché des cartes prépayées continue de s'étioler (- 9,8 % après - 9,5 %). Il ne représente désormais plus que 11,5 % du total des lignes téléphoniques mobiles contre 13,4 % l'année précédente.

Par ailleurs, l'érosion des prix pèse sur les revenus des opérateurs mobiles. Ainsi, les recettes des services mobiles (y compris les cartes MtoM) progressent timidement en 2017 de + 0,2 %, après six années de baisse consécutives. Le montant moyen de la facture mensuelle (hors cartes MtoM) des clients de ces opérateurs continue de diminuer en 2017 : 15,9 euros après 16,2 euros l'année précédente. Au final, la part de ce segment dans le total des recettes auprès du client final (hors recettes d'interconnexion entre opérateurs) reste relativement stable à 43,7 % après 43,4 % en 2016.

La consommation de données mobiles (mesurée en téraoctets) continue de croître à un rythme débridé en 2017 : + 119 % après + 89 %. Ce phénomène s'explique principalement par l'accroissement régulier du nombre d'utilisateurs des réseaux 4G. Celui-ci progresse de 30,5 % après + 44,3 % en 2016 pour atteindre 41,6 millions de clients fin 2017. Au total, 56 % des cartes SIM ont été actives sur les réseaux 4G en 2017 et celles-ci sont à l'origine de 90 % du volume de données échangées sur les réseaux mobiles. A l'inverse, le nombre de messages interpersonnels (SMS et MMS) envoyés par les clients des opérateurs mobiles s'inscrit en forte baisse en 2017 à - 8,7 %, sans doute au profit de l'activité au sein des logiciels de messagerie instantanée.

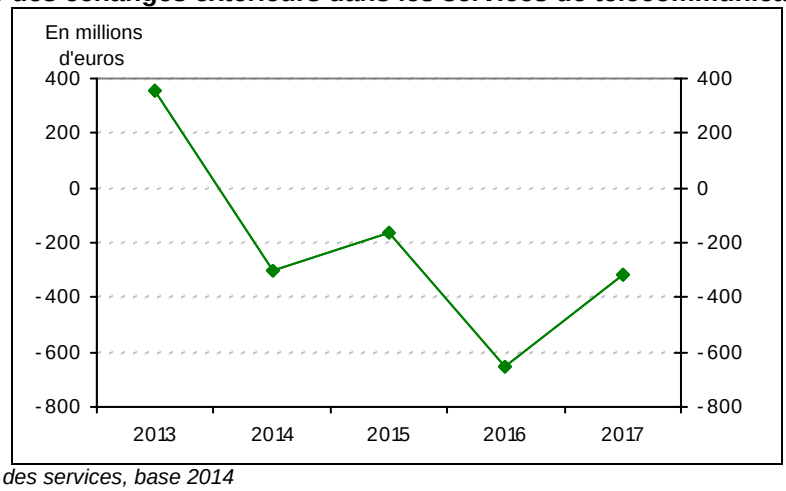
[2] La technologie MtoM (machine to machine) permet à des équipements (serveurs centraux, caméras et systèmes, matériels communicants, terminaux, etc.) d´échanger en temps réel, sans intervention humaine, des données informatiques, graphiques, visuelles ou sonores entre eux ou avec des systèmes d'information, *via* un réseau.

L'ensemble du trafic téléphonique, mesuré en minutes, se contracte en 2017 (- 2,2 %) après avoir mollement rebondi l'année précédente (+ 0,3 %). Ce repli s'explique par le ralentissement des communications de la téléphonie mobile (+ 1,9 % en volume après + 5,6 % en 2016), conjugué à la baisse toujours très prononcée du volume de communications depuis les postes fixes (- 11,0 % après - 9,6 % l'année précédente). Par conséquent, la part de la téléphonie mobile dans le volume total des communications continue de croître, 71,1 % contre 68,2 % en 2016, sous l'effet notamment de la généralisation des abonnements avec appels illimités vers les fixes et mobiles.

Les revenus de l'internet à haut débit et très haut débit (au moins 30 Mbit par seconde) poursuivent leur croissance à un rythme proche de celui enregistré en 2016 : + 2,9 % après + 2,7 %. L'internet à très haut débit est l'unique vecteur de croissance de ce segment. En effet, le nombre d'abonnements pour ces technologies augmente de 28,3 % sur un an au quatrième trimestre de 2017 (- 3,5 % pour les accès haut débit), en lien avec l'extension du nombre de logements éligibles au très haut débit (+ 11,4 % entre juin 2017 et juin 2016). Au total, la part des accès très haut débit progresse de 5 % par rapport à fin 2016 pour atteindre près de 25 % du total des abonnements internet.

Depuis 2014, les importations de services de télécommunications dépassent les exportations. Le solde des échanges extérieurs s'améliorerait toutefois légèrement en 2017.

Figure 25 : Le solde des échanges extérieurs dans les services de télécommunications



Source : Insee, Comptes des services, base 2014

Figure 26 : La production dans les services de télécommunications

		Valeur en Mrds €	Taux de croissance en volume, en %			Taux de croissance du prix de la production, en %		
Code	**Branche**	**2017**	**2015**	**2016sd**	**2017p**	**2015**	**2016sd**	**2017p**
JB	**TÉLÉCOMMUNICATIONS**	**54,5**	**1,4**	**1,7**	**1,3**	**-1,2**	**0,7**	**-3,1**

Source : Insee, comptes des services, base 2014 - données semi définitives en 2016 et provisoires en 2017

Figure 27 : La demande intérieure dans les services de télécommunications

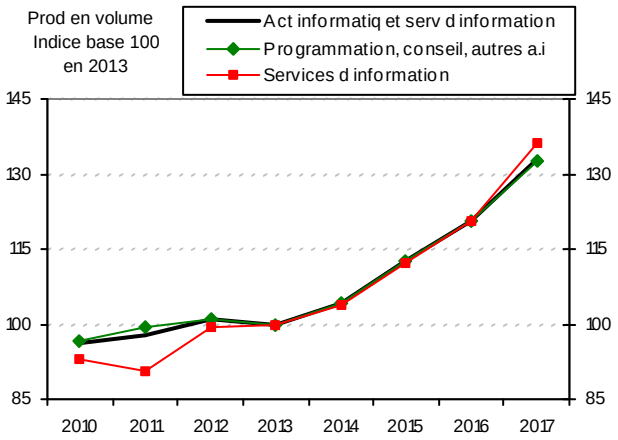
		Valeur en Mrds €	Taux de croissance en volume, en %			Taux de croissance du prix de la production, en %		
Code	**Branche**	**2017**	**2015**	**2016sd**	**2017p**	**2015**	**2016sd**	**2017p**
JB	**TÉLÉCOMMUNICATIONS**							
	Demande intermédiaire des entreprises et adm.	**33,5**	**1,5**	**4,8**	**-0,2**	**-0,4**	**0,5**	**-3,1**
	Demande de consommation finale	**21,3**	**0,6**	**-0,9**	**2,1**	**-2,3**	**0,8**	**-3,1**
	Demande pour investissement, dont :							
	entreprises							
	ménages							

Source : Insee, comptes des services, base 2014 - données semi définitives en 2016 et provisoires en 2017

La croissance dans les services informatiques est robuste

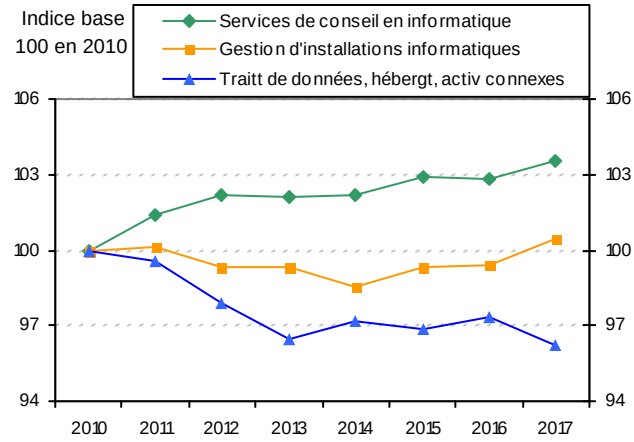
En 2017, l'activité dans les services informatiques poursuit son accélération : + 10,3 % en volume, après + 7,2 % l'année précédente, dans un contexte de légère baisse des prix (- 0,4 %). L'excédent extérieur s'améliore : + 1,3 milliard contre 0,8 milliard en 2016.

Figure 28 : La production dans les activités informatiques et services d'information



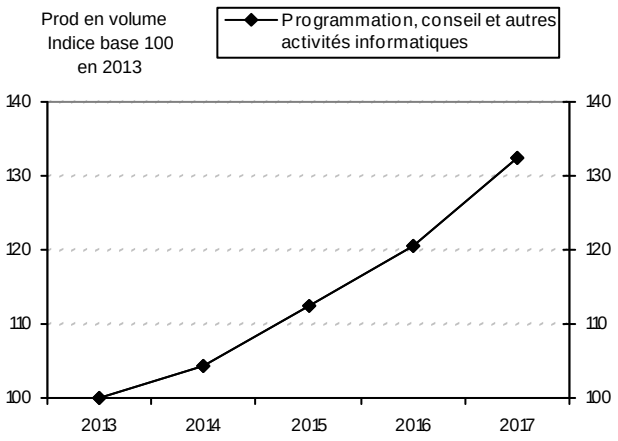
Source : Insee, Comptes des services, base 2014

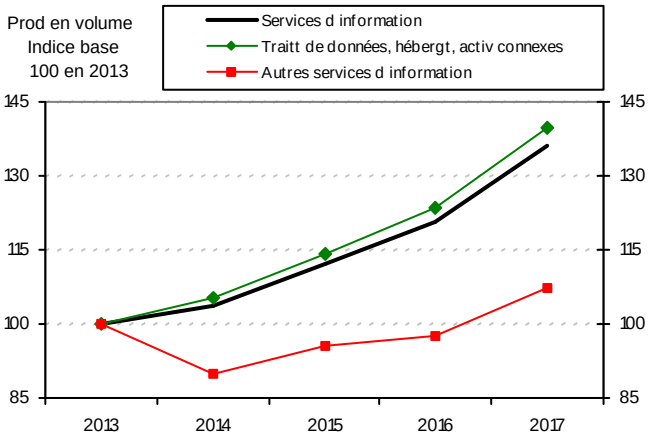
Figure 29 : Prix de vente dans les activités informatiques et services d'information



Source : Insee, Indice de prix des services aux entreprises françaises, base 2010

Figure 30 : La production dans les activités informatiques et services d'information



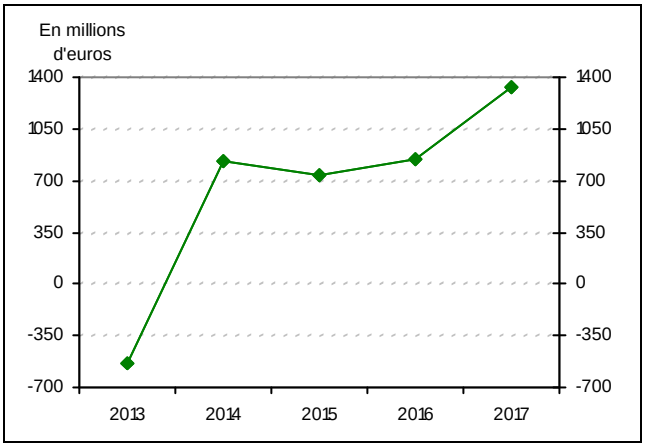


Source : Insee, Comptes des services, base 2014

Cette dynamique est portée par la vigueur de toutes les composantes de la demande. En effet, l'investissement progresse de 10,1 % en volume (+ 7,6 % en 2016) et la consommation intermédiaire des entreprises de 9,5 % (+ 6,7 % en 2016). Par ailleurs, les exportations croissent plus fortement que les importations (respectivement + 15,3 % et + 11,5 % en valeur) avec pour conséquence une légère hausse de l'excédent du commerce extérieur (+ 1,3 milliard contre + 0,8 milliard l'année précédente).

La branche **services de programmation, conseil et autres activités informatiques** accentue sa croissance à + 9,9 % en volume après + 7,2 %. Compte tenu du tassement des prix (- 0,4 %), la production en valeur augmente de 9,5 % après + 7,8 %. L'activité est soutenue notamment par le dynamisme conjugué de l'investissement (+ 9,8 % en volume) et de la consommation intermédiaire des entreprises (+ 8,3 %). Selon le Syntec Numérique, ce contexte très favorable profite aux activités de conseil et services informatiques[3], pour lesquels la croissance s'affiche à + 2,9 % en 2017. En particulier, les segments « conseil informatique », « infogérance applicative », et « intégration » sont les principaux contributeurs à la dynamique du secteur.

Figure 31 : Le solde des échanges extérieurs des activités informatiques et services d'information



Source : Insee, Comptes des services, base 2014

En 2017, l'activité dans la branche **services d'information** se renforce. Ainsi, la production progresse de 12,9 % en volume, après + 7,5 % en 2016, sous l'effet de l'accélération de la demande intérieure : en particulier, la consommation intermédiaire des entreprises croît de 13,1 % (+ 6,8 % en 2016) et l'investissement augmente de 12,4 % après + 8,5 %. Les prix reculent de 0,7 % après une timide hausse (+ 0,2 %) en 2016. Dans ce contexte, la production en valeur croît de 12,2 % après + 7,7 %.

Le dynamisme du *traitement de données, hébergement et activités connexes - portails Internet*, (plus de 90 % de l'activité de la branche), s'amplifie en 2017 : la production en volume accélère à + 13,2 % après + 8,0 % en 2016. Compte tenu du reflux des prix (- 0,7 %), la croissance de la production en valeur s'établit à + 12,4 % après + 8,3 %.

La production en volume des *autres services d'information* bondit de + 10,0 % après + 2,2 % en 2016. Les prix continuent de rester contraints (- 0,5 % après - 0,3 %), ce qui modère légèrement la croissance de la production en valeur (+ 9,4 % après + 2,0 %).

[3] Le champ d'activité enquêté par le Syntec Numérique, qui suit une logique Métiers, ne recouvre pas celui suivi par l'Insee.

Figure 32 : La production des activités informatiques et services d'information

		Valeur en Mrds €	Taux de croissance en volume, en %			Taux de croissance du prix de la production, en %		
Code	**Branche**	**2017**	**2015**	**2016sd**	**2017p**	**2015**	**2016sd**	**2017p**
JC	**Activités informatiques et services d'information**	**96,4**	**7,9**	**7,2**	**10,3**	**0,3**	**0,5**	**-0,4**
J62Z	**Programmation, conseil & autres activités informatiques**	**81,4**	**7,9**	**7,2**	**9,9**	**0,4**	**0,6**	**-0,4**
J63Z	**Services d'information**	**15,0**	**8,2**	**7,5**	**12,9**	**0,1**	**0,2**	**-0,7**
J63Z1	Traitement de données, hébergement & portails Internet	13,7	8,4	8,0	13,2	-0,2	0,2	-0,7
J63Z2	Autres services d information	1,3	6,4	2,2	10,0	3,1	-0,3	-0,5

Source : Insee, comptes des services, base 2014 - données semi définitives en 2016 et provisoires en 2017

Figure 33 : La demande intérieure des activités informatiques et services d'information

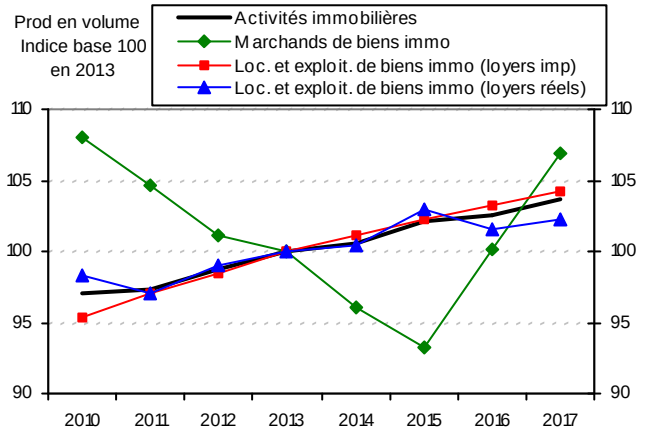
		Valeur en Mrds €	Taux de croissance en volume, en %			Taux de croissance du prix de la production, en %		
Code	**Branche**	**2017**	**2015**	**2016sd**	**2017p**	**2015**	**2016sd**	**2017p**
JC	**Activités informatiques et services d'information**							
	Demande intermédiaire des entreprises et adm.	**36,0**	**11,8**	**6,7**	**9,5**	**0,3**	**0,5**	**-0,5**
	Demande de consommation finale	**1,1**	**4,6**	**5,7**	**9,4**	**0,6**	**-0,2**	**0,4**
	Demande pour investissement, dont :	**58,2**	**6,2**	**7,6**	**10,1**	**0,3**	**0,6**	**-0,4**
	entreprises	**49,4**	**5,9**	**7,7**	**10,1**	**0,3**	**0,5**	**-0,4**
	ménages							
J62Z	**Programmation, conseil & autres activités informatiques**							
	Demande intermédiaire des entreprises et adm.	**26,4**	**12,7**	**6,6**	**8,3**	**0,3**	**0,6**	**-0,4**
	Demande de consommation finale	**1,1**	**4,7**	**5,8**	**9,2**	**0,7**	**-0,3**	**0,6**
	Demande pour investissement, dont :	**52,7**	**6,2**	**7,5**	**9,8**	**0,4**	**0,6**	**-0,4**
	entreprises	**43,9**	**5,8**	**7,6**	**9,8**	**0,4**	**0,6**	**-0,4**
	ménages							
J63Z	**Services d'information**							
	Demande intermédiaire des entreprises et adm.	**9,6**	**9,3**	**6,8**	**13,1**	**0,3**	**0,2**	**-0,7**
	Demande de consommation finale	**0,1**	**3,8**	**5,5**	**13,6**	**0,0**	**1,7**	**-1,5**
	Demande pour investissement, dont :	**5,5**	**6,1**	**8,5**	**12,4**	**-0,2**	**0,2**	**-0,7**
	entreprises	**5,5**	**6,1**	**8,5**	**12,4**	**-0,2**	**0,2**	**-0,7**
	ménages							
J63Z1	Traitement de données, hébergement & portails Internet							
	Demande intermédiaire des entreprises et adm.	8,2	10,0	7,8	13,8	-0,2	0,2	-0,7
	Demande de consommation finale	0,1	3,8	5,5	13,6	0,0	1,7	-1,5
	Demande pour investissement, dont :	5,5	6,1	8,5	12,4	-0,2	0,2	-0,7
	entreprises	5,5	6,1	8,5	12,4	-0,2	0,2	-0,7
	ménages							
J63Z2	Autres services d information							
	Demande intermédiaire des entreprises et adm.	1,4	5,6	2,0	9,1	2,8	-0,2	-0,5
	Demande de consommation finale							
	Demande pour investissement, dont :							
	entreprises							
	ménages							

Source : Insee, comptes des services, base 2014 - données semi définitives en 2016 et provisoires en 2017

En 2017, la croissance des services immobiliers s'affermit

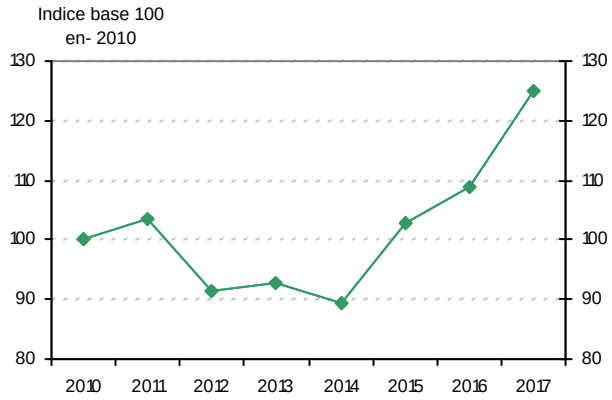
En 2017, les activités immobilières progressent de + 1,1 % en volume, après 0,4 % en 2016. Les activités immobilières pour compte de tiers et des marchands de biens sont très allantes (+ 6,8 % en volume, après + 7,4 % en 2016), stimulées par le dynamisme des transactions de logements. A l'inverse, la location (loyers réels et imputés), qui constitue l'essentiel de la production de la branche (96 %), augmente peu : + 0,8 % en volume. La hausse des prix des services immobiliers est contenue (+ 0,5 %).

Figure 34 : La production dans l'immobilier



Source : Insee, Comptes des services, base 2014

Figure 35 : Les transactions de logements dans l'ancien



Source : CGEDD, d'après DGFIP (Medoc) et bases notariales

L'année 2017 est encore une très bonne année pour **les agences immobilières, marchands et administrateurs de biens.** Leur production augmente encore vigoureusement après avoir bondi en 2016 (+ 6,8 % en volume, après + 7,4 %).

L'activité des *agences immobilières* est particulièrement dynamique en volume (+ 9,5 %,après + 11,4 %). La hausse des prix des biens vendus (+ 4,0 % pour les logements anciens d'après l'indice Notaires-Insee) ne décourage pas les acquéreurs. Selon le Conseil général de l'environnement et du développement durable (CGEDD)[4], 968 000 maisons et appartements anciens se sont échangés en 2017, soit 15 % de plus qu'en 2016. Un tel niveau n'avait jamais été atteint depuis 40 ans au moins (première année de disponibilité des données). Même rapporté au parc de logements, le nombre de transactions a dépassé en 2017 le point haut atteint au début des années 2000. L'engouement des ménages pour l'acquisition immobilière s'explique notamment par des conditions de financement très favorables : les taux d'intérêt sont restés à des niveaux très bas et l'allongement de la durée des prêts se poursuit. En 2017, les crédits à l'habitat (hors renégociations mais y compris achats dans le neuf et travaux) ont progressé de 11 %, selon l'observatoire de la production des crédits immobiliers[5]. Ce dynamisme de l'activité s'est accompagné d'une hausse des prix pratiqués par les agences (+ 2,2 %). En valeur, leur production atteint 6,8 milliards d'euros en 2017 (+ 11,9 %).

Les ménages sont les principaux clients des agences immobilières (60 % de la demande). Les commissions liées aux transactions sur les biens génèrent 56 % de leurs ressources[6]. Les frais d'agences sur les locations (44 % de la production des agences immobilières) se composent de frais de négociation et d'intermédiation, exclusivement facturées aux bailleurs, et de frais liés aux visites, constitution des dossiers et états des lieux, partagés entre les locataires et les bailleurs.

L'activité des *marchands de biens immobiliers* reste dynamique mais ralentit (+ 6,3 % en volume, après + 11,6 % en 2016), dans un contexte de stabilité des prix (+ 0,3 %). Les marchands de biens sont davantage présents que les agences sur le marché de l'immobilier de bureau. Or ce segment est moins porteur en 2017 que celui des logements. La production en valeur s'établit à 1,2 milliard d'euros.

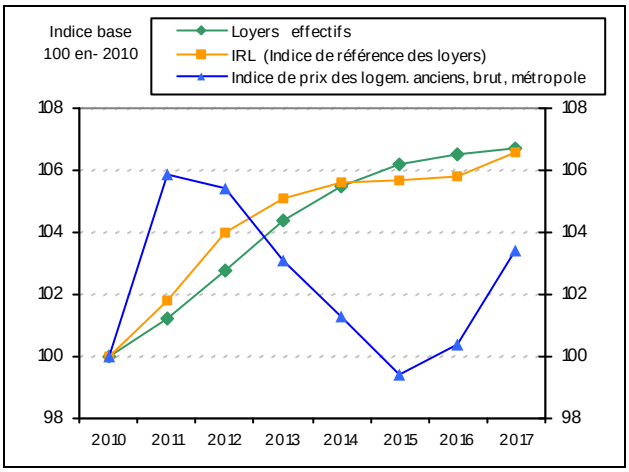
[4] CGEDD, d'apres DGFIP (Medoc) et bases notariales.

[5] Modèle Fanie

[6] 52 % de la production pour les seuls biens vendus ou achetés par les ménages (logements quasi exclusivement)

L'*administration de biens immobiliers* est également bien orientée en 2017 (+ 3,5 %, après + 1,8 %). Les prix augmentent à nouveau assez fortement (+ 1,5 % après + 1,7 %), dans un contexte de mise en place de contrat-types ou forfaits tout inclus pour les prestations des syndics, prévus par la loi Alur (Accès au Logement et urbanisme rénové). En valeur, la production atteint 5,0 milliards d'euros

Figure 36 : Les prix à la consommation dans l'immobilier



Source : Insee, IPC et IRL et Notaires-Insee, indices de prix logement anciens

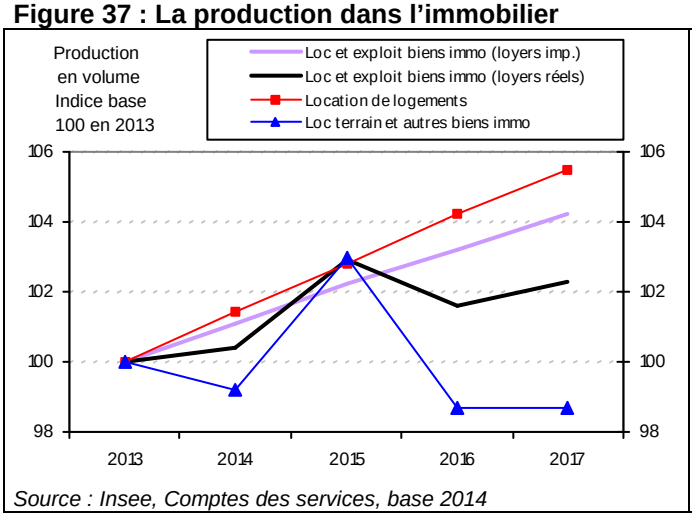
En 2017, l'activité de **location et exploitation de biens immobiliers (loyers réels)** rebondit légèrement de + 0,7 % en volume, après avoir diminué de 1,2 % en 2016. Les prix augmentent de + 0,8 %. En valeur, l'activité de la branche atteint 126,1 milliards d'euros (+ 1,5 %).

La *location de logements (loyers réels)* augmente en volume de 1,2 % en 2017, soit un rythme légèrement inférieur à celui de 2016 (+ 1,3 %). Les prix continuent de décélérer (+ 0,2 % en 2017, + 0,3 % en 2016, + 0,6 % en 2015 et + 1,0 % en 2014). Pourtant, les loyers acquittés par les locataires en cours de bail se redressent après deux années de stagnation, en raison de la reprise de l'indice de référence (IRL) fondé sur l'inflation passée (+ 0,8 % en moyenne annuelle après + 0,1 % en 2016). Mais les loyers fixés suite à un changement de bail ou à la re-location, fléchissent. Le montant total de la production de la location de logements s'élève ainsi à 68,7 milliards d'euros en 2017 (+ 1,5 %).

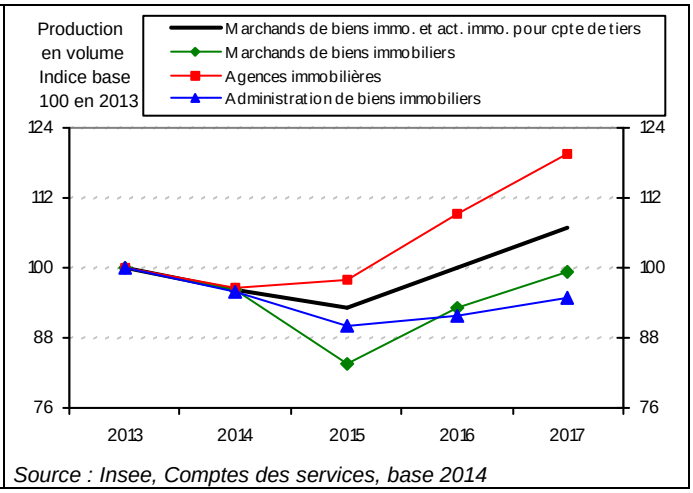
En 2017, la *location de terrains et autres biens immobiliers (loyers réels)* retrouve une quasi-stabilité (+ 0,1 % en volume après - 4,2 %). Les prix ralentissent (+ 1,4 %, après + 1,6 %). En valeur, l'activité atteint 57,4 milliards d'euros en 2017 (+ 1,5 %). La location d'autres biens immobiliers s'adresse quasi exclusivement aux entreprises, secteur financier et assurances compris (99 %).

Le montant des ***loyers imputés***, loyers que les propriétaires auraient à payer s'ils étaient locataires du logement qu'ils habitent, est évalué à 175 milliards d'euros en valeur en 2017. Leur dynamique est voisine de celle des loyers réels de logements (+ 0,9 % en volume, + 0,2 % en prix).

Figure 37 : La production dans l'immobilier



Source : Insee, Comptes des services, base 2014



Source : Insee, Comptes des services, base 2014

Figure 38 : La production dans l'immobilier

		Valeur en Mrds €	Taux de croissance en volume, en %			Taux de croissance du prix de la production, en %		
Code	**Branche**	**2017**	**2015**	**2016sd**	**2017p**	**2015**	**2016sd**	**2017p**
LZ	**Activités immobilières**	**313,9**	**1,5**	**0,4**	**1,1**	**0,5**	**0,5**	**0,5**
L68A	**Act. marchands biens immo. & act. imm compte tiers**	**12,9**	**-3,0**	**7,4**	**6,8**	**0,8**	**1,3**	**1,8**
L68A1	Activités des marchands de biens immobiliers	1,2	-12,9	11,6	6,3	0,5	1,1	0,3
L68A2	Agences immobilières	6,8	1,8	11,4	9,5	0,7	1,0	2,2
L68A3	Administration de biens immobiliers	5,0	-6,0	1,8	3,5	1,1	1,7	1,5
L68I	**Location & exploitation biens immobiliers (loyers imputés)**	**174,9**	**1,0**	**1,1**	**0,9**	**0,5**	**0,2**	**0,2**
L68R	**Location & exploitation biens immobiliers (loyers réels)**	**126,1**	**2,5**	**-1,2**	**0,7**	**0,6**	**0,9**	**0,8**
L68R1	Location de logements (loyers réels)	68,7	1,4	1,3	1,2	0,6	0,3	0,2
L68R2	Location de terrain et autres biens immobiliers (loyers réels)	57,4	3,9	-4,2	0,1	0,6	1,6	1,4

Source : Insee, comptes des services, base 2014 - données semi définitives en 2016 et provisoires en 2017

Figure 39: La demande intérieure dans l'immobilier

		Valeur en Mrds €	Taux de croissance en volume, en %			Taux de croissance du prix de la production, en %		
Code	**Branche**	**2017**	**2015**	**2016sd**	**2017p**	**2015**	**2016sd**	**2017p**
LZ	**Activités immobilières**							
	Demande intermédiaire des entreprises et adm.	**66,6**	**3,1**	**-3,1**	**0,5**	**0,6**	**1,6**	**1,4**
	Demande de consommation finale	**247,7**	**1,1**	**1,1**	**1,0**	**0,5**	**0,2**	**0,3**
	Demande pour investissement, dont :	**4,8**	**-5,6**	**13,9**	**12,0**	**1,9**	**1,1**	**1,8**
	entreprises	**0,5**	**-21,3**	**12,0**	**8,0**	**0,5**	**0,7**	**1,0**
	ménages	**4,2**	**-3,5**	**14,5**	**12,3**	**2,1**	**1,2**	**1,8**
L68A	**Act. marchands biens immo. & act. imm compte tiers**							
	Demande intermédiaire des entreprises et adm.	**7,6**	**-2,5**	**4,8**	**4,1**	**0,9**	**1,5**	**1,7**
	Demande de consommation finale	**0,5**	**8,4**	**-5,3**	**1,6**	**-7,6**	**0,4**	**2,8**
	Demande pour investissement, dont :	**4,8**	**-5,6**	**13,9**	**12,0**	**1,9**	**1,1**	**1,8**
	entreprises	**0,5**	**-21,3**	**12,0**	**8,0**	**0,5**	**0,7**	**1,0**
	ménages	**4,2**	**-3,5**	**14,5**	**12,3**	**2,1**	**1,2**	**1,8**
L68A1	Activités des marchands de biens immobiliers							
	Demande intermédiaire des entreprises et adm.	0,1	-10,8	11,1	6,1	0,9	1,5	0,0
	Demande de consommation finale							
	Demande pour investissement, dont :	1,0	-13,2	11,6	6,4	0,5	1,1	0,4
	entreprises	0,3	-27,3	12,2	6,8	0,4	0,3	0,6
	ménages	0,7	-3,8	11,3	6,1	0,5	1,4	0,3
L68A2	Agences immobilières							
	Demande intermédiaire des entreprises et adm.	2,5	7,1	11,1	5,3	0,7	1,0	2,2
	Demande de consommation finale	0,5	8,4	-5,3	1,6	-7,6	0,4	2,8
	Demande pour investissement, dont :	3,8	-3,0	14,6	13,7	2,3	1,1	2,1
	entreprises	0,1	-0,9	11,3	10,8	0,9	1,6	2,1
	ménages	3,5	-3,5	15,2	13,6	2,5	1,1	2,1
L68A3	Administration de biens immobiliers							
	Demande intermédiaire des entreprises et adm.	5,0	-6,0	1,8	3,5	1,1	1,7	1,5
	Demande de consommation finale							
	Demande pour investissement, dont :							
	entreprises							
	ménages							
L68I	**Location & exploitation biens immobiliers (loyers imputés)**							
	Demande intermédiaire des entreprises et adm.							
	Demande de consommation finale	**174,9**	**1,0**	**1,1**	**0,9**	**0,5**	**0,2**	**0,2**
	Demande pour investissement, dont :							
	entreprises							
	ménages							
L68R	**Location & exploitation biens immobiliers (loyers réels)**							
	Demande intermédiaire des entreprises et adm.	**59,0**	**3,8**	**-4,0**	**0,0**	**0,5**	**1,6**	**1,4**
	Demande de consommation finale	**72,3**	**1,3**	**1,3**	**1,2**	**0,6**	**0,3**	**0,2**
	Demande pour investissement, dont :							
	entreprises							
	ménages							
L68R1	Location de logements (loyers réels)							
	Demande intermédiaire des entreprises et adm.							
	Demande de consommation finale	71,7	1,3	1,3	1,2	0,6	0,3	0,2
	Demande pour investissement, dont :							
	entreprises							
	ménages							
L68R2	Location de terrain et autres biens immobiliers (loyers réels)							
	Demande intermédiaire des entreprises et adm.	59,0	3,8	-4,0	0,0	0,5	1,6	1,4
	Demande de consommation finale	0,7	-1,9	-7,3	-2,1	0,6	1,4	1,2
	Demande pour investissement, dont :							
	entreprises							
	ménages							

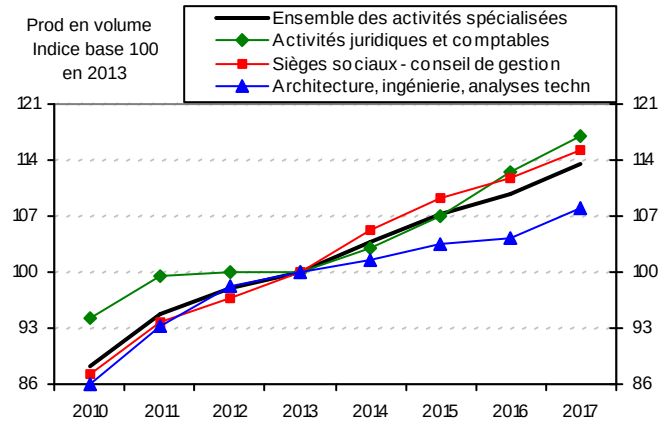
Source : Insee, comptes des services, base 2014 - données semi définitives en 2016 et provisoires en 2017

MA : Activités juridiques, comptables, de gestion, architecture, ingénierie, contrôle et analyses techniques

Une croissance de nouveau portée par le conseil de gestion et par un dynamisme retrouvé de l'ingénierie

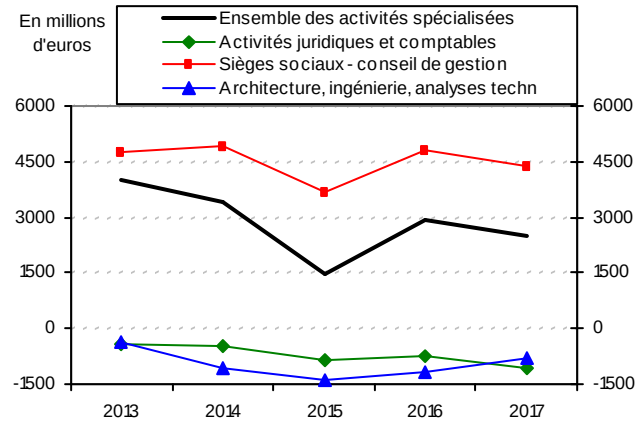
En 2017, la croissance de la production des activités juridiques, comptables, de gestion, d'architecture, d'ingénierie, de contrôle et d'analyses techniques accélère : + 3,4 % après + 2,3 % en 2016. Toutefois, la pression tarifaire reste forte (+ 0,1 % après + 0,3 %). Au total, la production en valeur croît de + 3,5 % en 2017 (après + 2,7 %). Le dynamisme de la branche est surtout tiré par les activités de conseil en gestion (+ 7,9 %), et par l'ingénierie-architecture qui accélère en 2017 (+ 3,8 % en volume) après la faible performance de 2016 (+ 0,6 %). Les activités juridiques et comptables restent sur une bonne dynamique de croissance (+ 4,1 % en volume).

Figure 40 : La production dans les activités spécialisées



Source : Insee, Comptes des services, base 2014

Figure 41 : Les échanges extérieurs dans les activités spécialisées



Source : Insee, Comptes des services, base 2014

La production des **activités juridiques et comptables** continue de croître à un rythme soutenu en 2017 (+ 4,1 % en volume après + 5,1 % en 2016 et + 3,9 % en 2015). Elle est tirée à la fois par les activités juridiques (+ 4,0 %) et par les activités comptables (+ 4,2 %). De plus, la pression tarifaire se desserre en 2017 (+ 0,6 %) après la baisse des prix de - 0,8 % enregistrée en 2016, alors que la branche des activités juridiques et comptables évolue dans un contexte de déréglementation et de décloisonnement des métiers du chiffre et du droit qui devrait intensifier la pression concurrentielle sur ces professions. Au total, la production en valeur croît de + 4,7 % en 2017, après + 4,2 %.

La production dans les *activités juridiques* demeure bien orientée en 2017 (+ 4,0 % en volume après + 5,1 %). De plus, l'activité de la branche a bénéficié d'un rebond des prix (+ 2,3 % après - 1,1 %). Au total, la croissance de la production en valeur accélère nettement (+ 6,5 % après + 3,9 %). Les activités juridiques bénéficient de la forte reprise de l'activité immobilière depuis 2015, et l'année 2017 marque un record avec une hausse de 15 % du volume de ventes de logements anciens (source : CGEDD). Cette croissance immobilière, tirée par des taux d'intérêt exceptionnellement bas, profite notamment aux notaires dont la moitié de l'activité est liée à l'immobilier. Aussi, la consommation de services juridiques liés à l'acquisition d'un bien immobilier (qui sont pour la comptabilité nationale une composante de l'investissement des ménages) augmente de 16,5 % en volume (après + 6,9 % en 2016). Les autres types de prestations juridiques consommées par les ménages (conseil et assistance juridique) ont davantage contribué au dynamisme de l'activité de la profession (+ 5,9 % en volume), que la demande des entreprises (+ 2,3 % en volume).

La production des *activités comptables* reste dynamique (+ 4,2 % en volume) mais ralentit (+ 5,2 % en 2016). En valeur, le freinage est plus net (+ 2,9 % après + 4,6 %), en raison d'une accentuation de la baisse des prix en 2017 (- 1,2 % après - 0,6 %). La concurrence tarifaire touche surtout les missions comptables traditionnelles (services de tenue et surveillance de comptabilité, établissement des comptes annuels et déclarations fiscales), qui représentent toujours plus de 70 % de

l'activité. Les petits cabinets sont davantage exposés que les plus grands cabinets qui développent des prestations à plus forte valeur ajoutée (audit, conseil fiscal et juridique, etc.).

La production des **activités des sièges sociaux et du conseil de gestion** accélère en 2017 (+ 3,1 % en volume après + 2,2 % en 2016). Le conseil de gestion enregistre à nouveau une très forte croissance (+ 7,9 % en volume après + 8,2 %), tandis que l'activité des sièges sociaux repart à la hausse (+ 0,8 % après - 0,5 %). L'évolution de l'activité de la branche est liée notamment à l'ampleur des opérations de fusions/acquisitions qui soutiennent le dynamisme de la branche du conseil de gestion. L'évolution des prix est stable (+ 0,1 % après - 0,2 %).

La production des *activités des sièges sociaux* redémarre en 2017. L'évolution de l'activité des sièges sociaux contribue fortement à la performance de l'ensemble de la branche des activités spécialisées. En effet, avec une production de 85,7 milliards d'euros en valeur en 2017, cette branche représente 35 % de la production totale de la branche activités juridiques, comptables, de gestion, d'architecture, d'ingénierie, de contrôle et d'analyses techniques.

L'activité de *conseil de gestion* poursuit depuis plusieurs années une vive expansion (+ 7,9 % en volume après + 8,2 % en 2016 et + 5,1 % en 2015). L'année 2017 a été très faste surtout pour les plus grandes entreprises du conseil. Selon Thomson-Reuters, l'activité a atteint des niveaux records dans les fusions-acquisitions impliquant un groupe français. Les projets de restructurations sont favorisés par l'optimisme retrouvé des chefs d'entreprises et par des conditions de financement très favorables à l'investissement. Le marché du conseil étant très concurrentiel, les prix sont stables (+ 0,1 % après - 0,2 % en 2016), en dépit d'une demande en forte hausse.

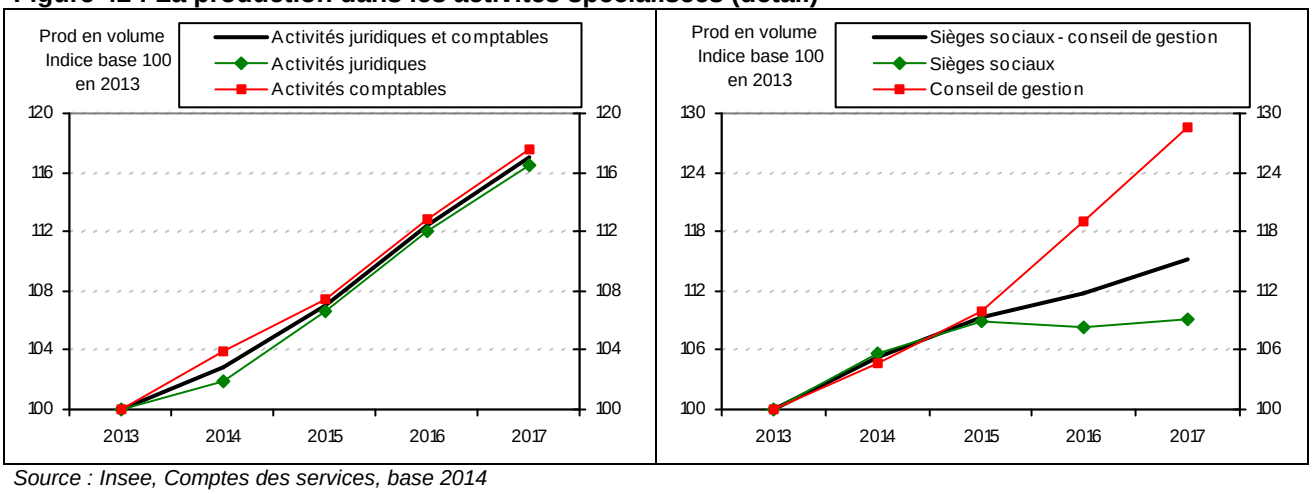
La production des **activités d'architecture et d'ingénierie, de contrôle et analyses techniques** se redresse nettement en 2017 (+ 3,6 % en volume après + 0,7 % en 2016). Cette accélération s'explique par un dynamisme retrouvé dans les *activités d'architecture et d'ingénierie* (+ 3,8 % en volume) tandis que les *activités de contrôle et d'analyses techniques* affichent une croissance (+ 1,8 % en volume) proche de celle de 2016. Le dynamisme de la branche s'accompagne toutefois d'un tassement des prix (- 0,3 %) après l'envolée tarifaire de l'année 2016 (+ 2,3 % après - 0,1 % en 2015 et en 2014). L'accélération de la production est donc plus limitée en valeur en 2017 (+ 3,3 % après + 3,0 %).

Les *activités d'architecture et d'ingénierie* retrouvent du ressort (+ 3,8 %), après le fort ralentissement affiché en 2016 (+ 0,6 % après + 2,0 % en 2015). Cette reprise profite à l'ensemble des professions de la branche (ingénieristes, architectes, géomètres). La croissance est tirée par la reprise de l'investissement privé dans la construction, l'industrie et les services, comme de l'investissement public. En effet, après une baisse continue sur la période 2013-2016, la commande publique rebondit de 7,1 % en 2017, portée notamment par un haut niveau des commandes en ingénierie (+ 8 %) (source : Baromètre ACDF – CDC[7]). Toutefois, la reprise de l'activité de la branche s'accompagne d'un retour à une forte pression concurrentielle en 2017 (- 0,3 %) après le desserrement observé en 2016 (+ 2,6 % après deux années quasi stables). Au total, la production en valeur croît donc de 3,5 % en 2017 (après + 3,1 %).

La production des *activités de contrôle et d'analyses techniques* croît en 2017 (+ 1,8 % en volume) à un rythme comparable à celui de 2016. Les prix se redressent très légèrement (+ 0,3 %) après avoir stagné en 2016 et baissé en 2015 (- 1,1 %).
La demande intérieure des entreprises (qui recouvre notamment les services d'analyses, essais et inspections techniques) reste atone en 2017 (+ 0,5 % en volume) et soumise à une forte pression concurrentielle, les prix augmentant de seulement 0,3 % comme en 2016. Toutefois, l'activité de la branche sur longue période est soutenue par plusieurs facteurs structurels (« inflation normative », complexification des procédures et problématiques toujours plus importantes liées à la sécurité et à l'environnement).
La consommation des ménages, qui recouvre les services de contrôle technique automobile, progresse de 2,3 % en volume comme le nombre de contrôles techniques (visites techniques périodiques et contre-visites) réalisés sur les véhicules particuliers (source : UTAC OTC[8]). La période 2015-2017 marque un infléchissement de l'activité des centres de contrôles après deux années 2013 et 2014 exceptionnelles. De plus, l'activité sur la période reste soumise à une forte pression sur les prix (+ 0,3 % en 2017 après + 0,2 % en 2016 et – 0,1 % en 2015), en raison d'une hausse du nombre d'installations, plus dynamique que l'évolution des contrôles.

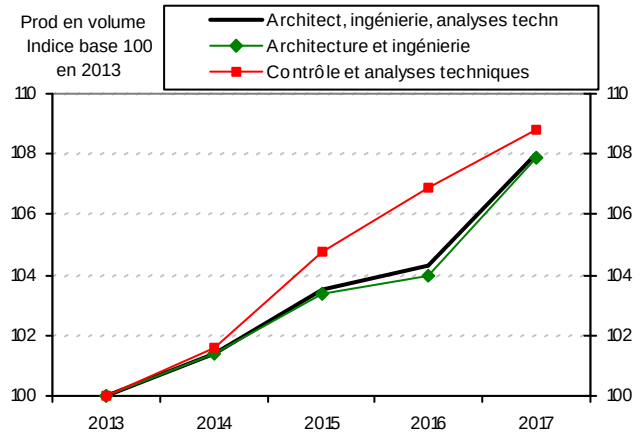
[7] Assemblée des communautés de France - Caisse des Dépôts
[8] Union Technique de l'Automobile du motocycle et du Cycle - Organisme Technique Central

Figure 42 : La production dans les activités spécialisées (détail)



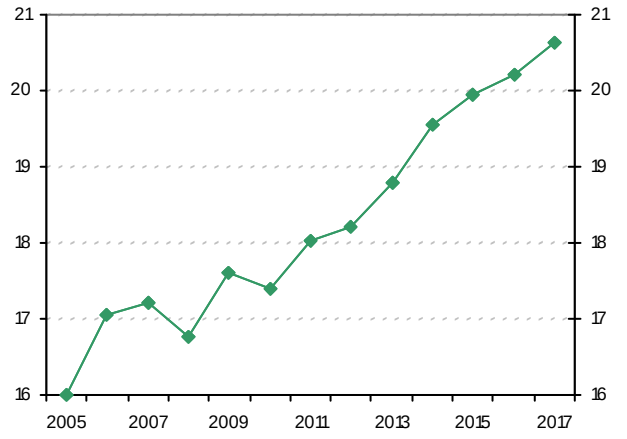
Source : Insee, Comptes des services, base 2014

Figure 42 (suite) : La production dans les activités spécialisées (détail)



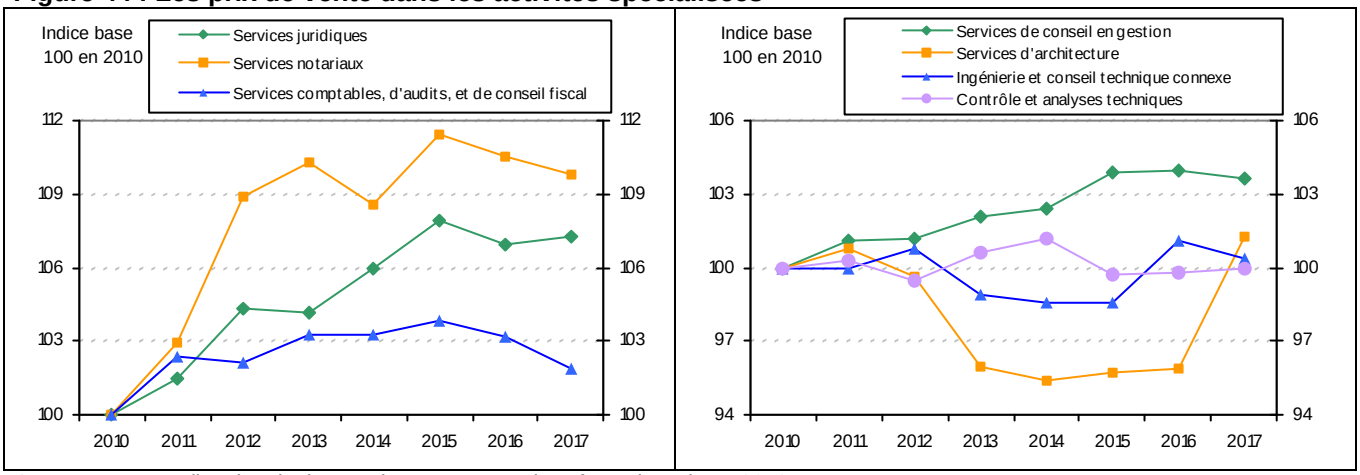
Source : Insee, Comptes des services, base 2014

Figure 43 : Les visites techniques périodiques, en millions



Source : UTAC OTC

Figure 44 : Les prix de vente dans les activités spécialisées



Source : Insee, Indice de prix des services aux entreprises françaises, base 2010

Les tableaux suivants incluent des données sur l'activité de **Recherche et développement marchande, niveau GM72M de la section MB**, qui fait partie des services marchands. Comme chaque année, pour cette activité, les données sur le **compte provisoire** ne sont pas commentées, en raison de l'incertitude affectant l'estimation de l'activité en branche de la R&D à partir d'indicateurs de chiffres d'affaires sectoriels.

Figure 45 : La production dans les activités spécialisées

		Valeur en Mrds €	Taux de croissance en volume, en %			Taux de croissance du prix de la production, en %		
Code	**Branche**	**2017**	**2015**	**2016sd**	**2017p**	**2015**	**2016sd**	**2017p**
MA	**Act. jur. compt. gestion archit. ing. contrôle marchandes**	**243,6**	**3,4**	**2,3**	**3,4**	**0,9**	**0,3**	**0,1**
M69Z	**Activités juridiques et comptables**	**46,2**	**3,9**	**5,1**	**4,1**	**1,0**	**-0,8**	**0,6**
M69Z1	Activités juridiques	23,6	4,6	5,1	4,0	1,4	-1,1	2,3
M69Z2	Activités comptables	22,7	3,3	5,2	4,2	0,6	-0,6	-1,2
M70Z	**Activités des sièges sociaux - conseil de gestion**	**130,5**	**3,8**	**2,2**	**3,1**	**1,3**	**-0,2**	**0,1**
M70Z1	Activités des sièges sociaux	85,7	3,2	-0,5	0,8	1,3	-0,2	0,1
M70Z2	Conseil de gestion	44,8	5,1	8,2	7,9	1,3	-0,2	0,1
M71Z	**Activités archit. & ingénierie contrôle & analyses techn**	**66,8**	**2,1**	**0,7**	**3,6**	**-0,1**	**2,3**	**-0,3**
M71Z1	Activités d architecture et d ingénierie	59,8	2,0	0,6	3,8	0,0	2,6	-0,3
M71Z2	Activités de contrôle et analyses techniques	7,1	3,2	1,9	1,8	-1,1	0,0	0,3
MB	**Recherche-développement scientifique marchande**	**37,7**	**0,6**	**-0,9**	**3,6**	**0,6**	**1,3**	**0,5**

Source : Insee, comptes des services, base 2014 - données semi définitives en 2016 et provisoires en 2017

Figure 46 : La demande intérieure dans les activités spécialisées

		Valeur en Mrds €	Taux de croissance en volume, en %			Taux de croissance du prix de la production, en %		
Code	**Branche**	**2017**	**2015**	**2016sd**	**2017p**	**2015**	**2016sd**	**2017p**
MA	**Act. jur. compt. gestion archit. ing. contrôle Marchandes**							
	Demande intermédiaire des entreprises et adm.	**210,1**	**4,7**	**1,3**	**3,4**	**0,9**	**0,2**	**0,0**
	Demande de consommation finale	**8,7**	**0,7**	**4,0**	**5,2**	**0,1**	**-0,7**	**0,4**
	Demande pour investissement, dont :	**43,7**	**5,6**	**3,8**	**8,9**	**1,1**	**1,8**	**0,0**
	entreprises	**20,2**	**2,8**	**2,0**	**3,9**	**0,1**	**2,3**	**-0,2**
	ménages	**21,0**	**11,0**	**6,4**	**14,3**	**2,3**	**1,2**	**0,1**
M69Z	**Activités juridiques et comptables**							
	Demande intermédiaire des entreprises et adm.	**37,8**	**4,3**	**4,3**	**3,4**	**1,0**	**-1,3**	**0,5**
	Demande de consommation finale	**7,7**	**0,8**	**4,1**	**5,6**	**0,1**	**-0,8**	**0,4**
	Demande pour investissement, dont :	**22,0**	**11,2**	**7,2**	**14,4**	**2,4**	**1,2**	**-0,4**
	entreprises	**2,8**	**3,9**	**9,3**	**4,2**	**1,0**	**0,6**	**0,8**
	ménages	**18,5**	**13,2**	**6,9**	**16,5**	**2,7**	**1,3**	**-0,6**
M69Z1	Activités juridiques							
	Demande intermédiaire des entreprises et adm.	15,7	5,5	3,2	2,3	1,4	-2,3	3,1
	Demande de consommation finale	7,1	0,8	4,0	5,9	0,0	-0,8	0,4
	Demande pour investissement, dont :	22,0	11,2	7,2	14,4	2,4	1,2	-0,4
	entreprises	2,8	3,9	9,3	4,2	1,0	0,6	0,8
	ménages	18,5	13,2	6,9	16,5	2,7	1,3	-0,6
M69Z2	Activités comptables							
	Demande intermédiaire des entreprises et adm.	22,1	3,4	5,1	4,2	0,6	-0,5	-1,3
	Demande de consommation finale	0,6	0,2	5,3	2,6	0,8	-0,7	0,4
	Demande pour investissement, dont :							
	entreprises							
	ménages							
M70Z	**Activités des sièges sociaux - conseil de gestion**							
	Demande intermédiaire des entreprises et adm.	**126,2**	**5,1**	**1,3**	**3,6**	**1,3**	**-0,2**	**0,1**
	Demande de consommation finale							
	Demande pour investissement, dont :							
	entreprises							
	ménages							
M70Z1	Activités des sièges sociaux							
	Demande intermédiaire des entreprises et adm.	85,7	3,2	-0,5	0,8	1,3	-0,2	0,1
	Demande de consommation finale							
	Demande pour investissement, dont :							
	entreprises							
	ménages							
M70Z2	Conseil de gestion							
	Demande intermédiaire des entreprises et adm.	40,5	10,1	5,8	10,2	1,3	-0,2	0,1
	Demande de consommation finale							
	Demande pour investissement, dont :							
	entreprises							
	ménages							
M71Z	**Activités archit. & ingénierie contrôle & analyses techn**							
	Demande intermédiaire des entreprises et adm.	**46,1**	**3,8**	**-0,9**	**2,7**	**-0,3**	**2,6**	**-0,6**
	Demande de consommation finale	**1,0**	**0,3**	**3,6**	**2,3**	**-0,1**	**0,2**	**0,3**
	Demande pour investissement, dont :	**21,8**	**1,3**	**0,8**	**3,9**	**0,0**	**2,3**	**0,3**
	entreprises	**17,4**	**2,6**	**0,9**	**3,8**	**0,0**	**2,6**	**-0,3**
	ménages	**2,6**	**-1,1**	**3,0**	**0,2**	**-0,1**	**0,2**	**5,5**
M71Z1	Activités d architecture et d ingénierie							
	Demande intermédiaire des entreprises et adm.	38,5	3,6	-1,1	3,1	-0,2	3,1	-0,8
	Demande de consommation finale							
	Demande pour investissement, dont :	21,8	1,3	0,8	3,9	0,0	2,3	0,3
	entreprises	17,4	2,6	0,9	3,8	0,0	2,6	-0,3
	ménages	2,6	-1,1	3,0	0,2	-0,1	0,2	5,5
M71Z2	Activités de contrôle et analyses techniques							
	Demande intermédiaire des entreprises et adm.	7,7	4,9	0,3	0,5	-1,0	0,3	0,3
	Demande de consommation finale	1,0	0,3	3,6	2,3	-0,1	0,2	0,3
	Demande pour investissement, dont :							
	entreprises							
	ménages							
MB	**Recherche-développement scientifique Marchande**							
	Demande intermédiaire des entreprises et adm.	**2,4**	**29,4**	**-17,5**	**0,3**	**-0,2**	**13,1**	**2,4**
	Demande de consommation finale							
	Demande pour investissement, dont :	**36,5**	**1,5**	**-0,1**	**2,6**	**0,6**	**0,6**	**0,5**
	entreprises	**32,9**	**1,5**	**0,0**	**2,5**	**0,5**	**0,6**	**0,5**
	ménages							

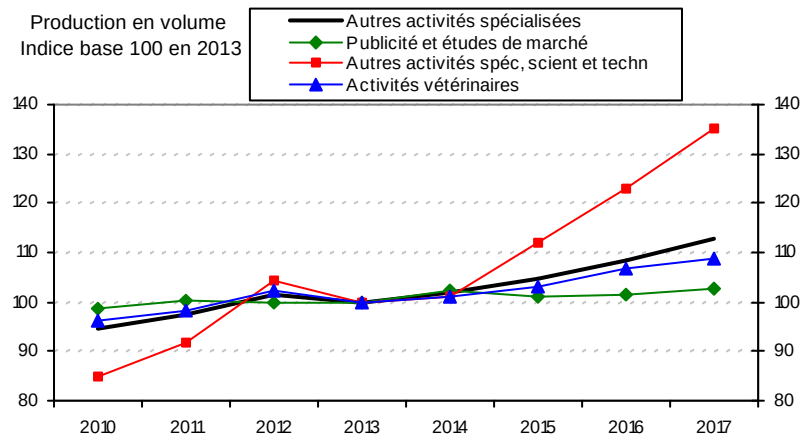
Source : Insee, comptes des services, base 2014 - données semi définitives en 2016 et provisoires en 2017

MC : Autres activités spécialisées, scientifiques et techniques

La publicité confirme sa sortie de crise et la demande des entreprises reste globalement forte dans les autres secteurs

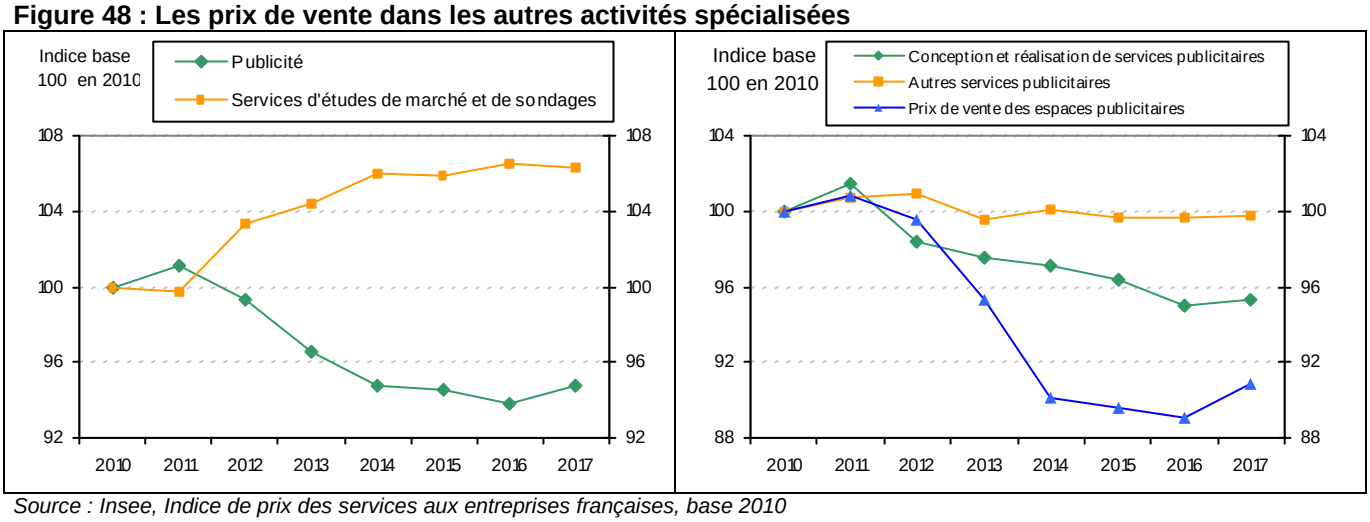
En 2017, le volume de production des Autres activités spécialisées, scientifiques et techniques augmente de 4,1 %, confirmant la reprise de 2016 (+ 3,8 %). L'année 2017 confirme également le desserrement des prix de la branche (+ 0,8 % après + 0,9 % en 2016), après plusieurs années de pression tarifaire. Au total, la production de la branche augmente de 4,9 % en valeur après + 4,7 %. La croissance de la branche est de nouveau portée par les « diverses » autres activités spécialisées (+ 9,8 % en volume, après + 9,7 %). Par ailleurs, la reprise de la hausse se confirme dans la branche publicitaire (+ 1,0 % en volume), grâce à la performance des agences de publicité (+ 3,3 % en volume). Enfin, l'activité ralentit dans les services vétérinaires en 2017 (+ 1,8 % en volume après + 3,5 %).

Figure 47 : La production dans les autres activités spécialisées



Source : Insee, Comptes des services, base 2014

Figure 48 : Les prix de vente dans les autres activités spécialisées



Source : Insee, Indice de prix des services aux entreprises françaises, base 2010

La reprise modérée de la croissance dans la branche **publicité et études de marché** se confirme en 2017 (+ 1,0 % après + 0,6 %). Le relâchement de la pression tarifaire se poursuit avec une croissance des prix de 0,8 % comme en 2016 (après + 0,1 % en 2015). Cette pression tarifaire pesait sur les performances de la branche depuis plusieurs années. En valeur, la production de la branche augmente donc de 1,8 % en 2017 (après + 1,4 %). Le marché publicitaire se redresse. En effet, selon les professionnels de la branche, les dépenses totales de communication des annonceurs (32,6 milliards d'euros) poursuivent leur croissance en 2017 (+ 2,0 % après + 1,5 % en 2016 et + 0,7 % en 2015), soutenue notamment par les investissements en communication des secteurs de

la distribution (+ 11 %), du tourisme et des services. Par ailleurs, le nombre d'annonceurs qui communiquent (56 000) continue de progresser : + 3 %, après + 8 %. De même, les recettes publicitaires nettes des médias augmentent (+ 1,2 % ,après + 0,2 % en 2016 et - 2,5 % en 2015). Cette croissance est essentiellement due à la percée de l'activité sur Internet (+ 12 % après + 8 % en 2016), tandis que les médias historiques sont globalement à la peine, à l'exception de la télévision (+ 1 %) sauvée par les espaces parrainage, du cinéma (+ 9 %) de nouveau porté par une forte fréquentation des salles, et des prospectus publicitaires (+ 3,5 %) (source : France Pub, IREP, Kantar Media).

Avec cette reprise des budgets publicitaires, la croissance de l'activité des *agences de publicité* se poursuit (+ 3,3 % en volume après + 2,5 %, dans un contexte de prix stables. Au total, la production en valeur augmente de 3,3 % (après + 2,1 %).

L'amélioration du marché publicitaire ne profite toujours pas à l'activité des *régies publicitaires des médias* dont la production continue de reculer (- 3,3 % en volume après - 4,4 %). En revanche, les fortes hausses tarifaires permettent de compenser ce manque d'activité (+ 3,5 % après + 4,6 % en 2016) . Au total, la production en valeur reste stable.

La production des *études de marché et sondages* repart à la baisse en 2017 (- 1,8 %) après avoir enregistré une faible croissance en 2016 (+ 0,5 %). De plus, la pression tarifaire est de retour dans la branche (- 0,2 %), après s'être un peu relâchée en 2016 (+ 0,5 % après + 0,1 % en 2015). Au total, la production en valeur recule (- 2,0 %), après une timide hausse en 2016 (+ 1,0 %). Les restrictions budgétaires des entreprises sur les dépenses allouées aux études marketing continuent donc de peser sur la branche en 2017. En effet, seules 21 % des entreprises interrogées en début d'année 2017 prévoyaient d'augmenter ces dépenses (tandis que 21 % des entreprises souhaitaient les diminuer et 58 % envisageaient de les maintenir stables) soit des intentions d'investissements très proches de celles de début 2016 (source : Baromètre Market Research News/Callson). Les budgets sont en baisse dans les transports, l'automobile, le secteur public et les banques/assurances, mais sont orientés à la hausse dans la grande consommation et le tourisme (y compris hôtellerie et restauration). L'année électorale 2017 n'a pas permis de sauver l'activité de la branche, les sondages électoraux ne pesant que 0,5 % du chiffre d'affaires des instituts de sondage. Cela s'explique notamment par le caractère bon marché des sondages politiques (une dizaine de milliers d'euros) par rapport aux sondages marketing ou publicitaires (pouvant atteindre plusieurs millions d'euros).

La production des **autres activités spécialisées, scientifiques et techniques** reste sur une dynamique de croissance forte en 2017 (+ 9,8 % en volume après + 9,7 %). Cette performance est de nouveau portée par les *autres activités spécialisées, scientifiques et techniques non classées ailleurs* (+ 14,6 %) et par le *design* (+ 4,2 % en volume) tandis que la branche des *activités photographiques* continue de baisser (- 1,0 %) et que les activités de *traduction et interprétariat* ralentissement fortement (+ 1,7 %). Le relâchement de la pression tarifaire dans la branche se confirme en 2017 (+ 0,9 % après + 0,7 %) après plusieurs années de pression tarifaire. En valeur, la production croît donc fortement en 2017 (+ 10,8 %) comme en 2016 (+ 10,5 %).

La production des *activités spécialisées de design* est soutenue (+ 4,2 % en volume), bien que très ralentie après la performance de 2016 (+ 9,1 %). En valeur, la branche maintient toutefois une croissance forte (+ 11,0 % après + 10,3 %) grâce à une accélération des prix (+ 6,5 % après + 1,1 %). La conjoncture économique plus favorable continue ainsi de favoriser les investissements des entreprises dans le packaging ou l'identité visuelle de leurs produits.

La production des *activités photographiques* baisse de nouveau en 2017 (- 1,0 % en volume après - 0,8 %). Toutefois, cette diminution a été compensée par le relâchement de la pression tarifaire sur la branche (+ 1,0 % après - 1,2 %). Au total, l'activité de la branche est restée stable en valeur. Elle continue ainsi d'être fortement affectée par les développements de la technologie numérique et d'Internet (banque d'images, réseaux sociaux…) qui touche l'ensemble des segments de clientèle : la presse, l'illustration (pub, édition, entreprises, mode, art) et les particuliers (événements familiaux). Ainsi, la demande finale des consommateurs (qui représente plus de 80 % de l'activité de la branche) baisse de 1 % (après - 1,6 %) et la demande intermédiaire des entreprises, de 3,8 % (après - 2,1 %).

Les activités de *traduction et interprétariat* freinent en 2017 (+ 1,7 % en volume après la performance enregistrée en 2016 à + 6,0 %). Toutefois, la production de la branche reste soumise à une forte pression sur les prix (- 0,3 % en 2017) après seulement + 0,3 % en 2016 comme en 2015. Cette pression touche notamment les principales langues traduites (- 1,1 % pour l'anglais) et l'activité des indépendants exerçant en *free lance* (- 2,7 % contre + 0,3 % pour les agences de traduction)[9]. Les traducteurs/interprètes forment une profession très fragmentée et non réglementée (pas de numerus clausus dans le métier et tarifs négociés de gré à gré). La production en valeur croît ainsi de 1,5 %, après + 6,3 %. Toutefois, et malgré le développement de la traduction automatique, la

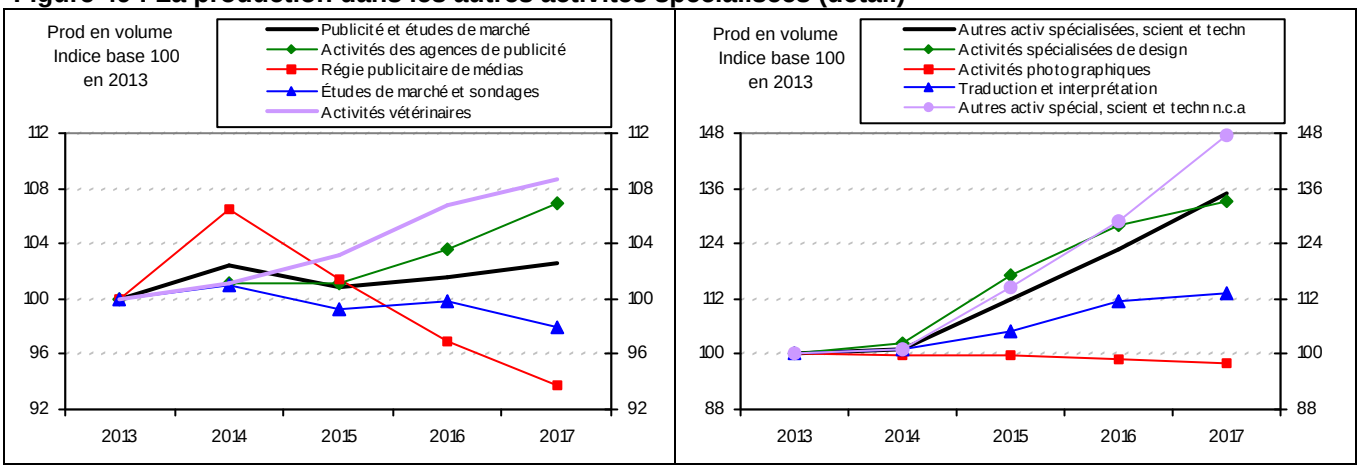
[9] Source : Insee, Indice des prix de production dans les services

demande reste forte sur longue période, en raison de l'internationalisation croissante d'entreprises qui choisissent de plus en plus d'externaliser leurs traductions à des services professionnels (la part des traducteurs en interne est ainsi passée de 38 % en 2007 à 21 % en 2015, source : CNET). L'activité est également soutenue par le développement des échanges culturels. Ainsi, le nombre de traductions ne cesse de progresser dans l'édition (+ 4,4 % après + 5,3 % en 2016), portant la part des traductions dans l'ensemble de la production de nouveautés et de nouvelles éditions à 19,1 % en 2017 contre 18,3 % en 2016 et seulement 14 % en 2007 (source : *Livres Hebdo/electre.com*).

La production des *autres activités spécialisées, scientifiques et techniques non classées ailleurs* continue de croître fortement en 2017 (+ 14,6 % en volume après + 12,6 % en 2016 et + 13,3 % en 2015) et continue de porter l'essentiel de la croissance de la branche des autres activités spécialisées. Les prix ont baissé de 0,8 % en 2017 (après + 1,1 %). En valeur, la production croît donc de 13,8 % en 2017 comme en 2016. Cette forte croissance de la branche depuis 2015 traduit une demande croissante des entreprises en autres activités d'expertise technique (notamment économistes de la construction et expertise en agronomie ou environnement) pour accompagner la reprise de l'activité économique.

La production des **services vétérinaires** décélère en 2017 (+ 1,8 % en volume après + 3,5 %). De plus, l'activité de la branche a subi un net ralentissement des prix (+ 0,4 % en 2017 après + 1,4 %). La croissance de l'activité est toujours portée par le segment des animaux de compagnie, qui représente près de 80 % de l'activité des vétérinaires. En effet, la demande des ménages en services vétérinaires reste soutenue en 2017 (+ 1,8 % en volume après + 3,5 %), confirmant l'investissement croissant des Français dans le bien-être de leurs compagnons domestiques (la population animale dans les foyers étant stable ces dernières années). En Europe, la France reste, avec 63 millions d'animaux, le premier pays possesseur d'animaux de compagnie (près d'un foyer français sur deux possède au moins un animal de compagnie) (source : Facco / TNS Sofres). A l'inverse, le segment des animaux de production est en panne de croissance : la production baisse en volume en 2017 (- 1,0 % après + 0,4 %). La France reste toutefois le 2ème marché mondial de la santé animale (derrière les États-Unis) grâce à l'importance de l'élevage sur son territoire : près de 44 millions d'animaux de rente (bovins, porcs, ovins, caprins) et 800 000 chevaux.

Figure 49 : La production dans les autres activités spécialisées (détail)



Source : Insee, Comptes des services, base 2014

Figure 50 : La production dans les autres activités spécialisées

		Valeur en Mrds €	Taux de croissance en volume, en %			Taux de croissance du prix de la production, en %		
Code	**Branche**	**2017**	**2015**	**2016sd**	**2017p**	**2015**	**2016sd**	**2017p**
MC	**Autres activités spécialisées, scientifiques & techniques**	**34,6**	**2,6**	**3,8**	**4,1**	**0,2**	**0,9**	**0,8**
M73Z	**Publicité et études de marché**	**19,0**	**-1,4**	**0,6**	**1,0**	**0,1**	**0,8**	**0,8**
M73Z1	Activités des agences de publicité	12,0	0,0	2,5	3,3	-0,1	-0,4	0,0
M73Z2	Régie publicitaire de médias	4,3	-4,8	-4,4	-3,3	0,8	4,6	3,5
M73Z3	Études de marché et sondages	2,7	-1,7	0,5	-1,8	0,1	0,5	-0,2
M74Z	**Autres activités spécialisées (hors pub. & vét.)**	**12,6**	**11,0**	**9,7**	**9,8**	**0,1**	**0,7**	**0,9**
M74Z1	Activités spécialisées de design	2,7	14,8	9,1	4,2	0,1	1,1	6,5
M74Z2	Activités photographiques	1,3	0,2	-0,8	-1,0	-0,3	-1,2	1,0
M74Z3	Traduction et interprétation	0,8	3,8	6,0	1,7	0,3	0,3	-0,3
M74Z4	Autres activités spécialisées nca	7,9	13,3	12,6	14,6	0,1	1,1	-0,8
M75Z	**Activités vétérinaires**	**2,9**	**2,0**	**3,5**	**1,8**	**1,3**	**1,4**	**0,4**

Source : Insee, comptes des services, base 2014 - données semi définitives en 2016 et provisoires en 2017

Figure 51 : La demande intérieure dans les autres activités spécialisées

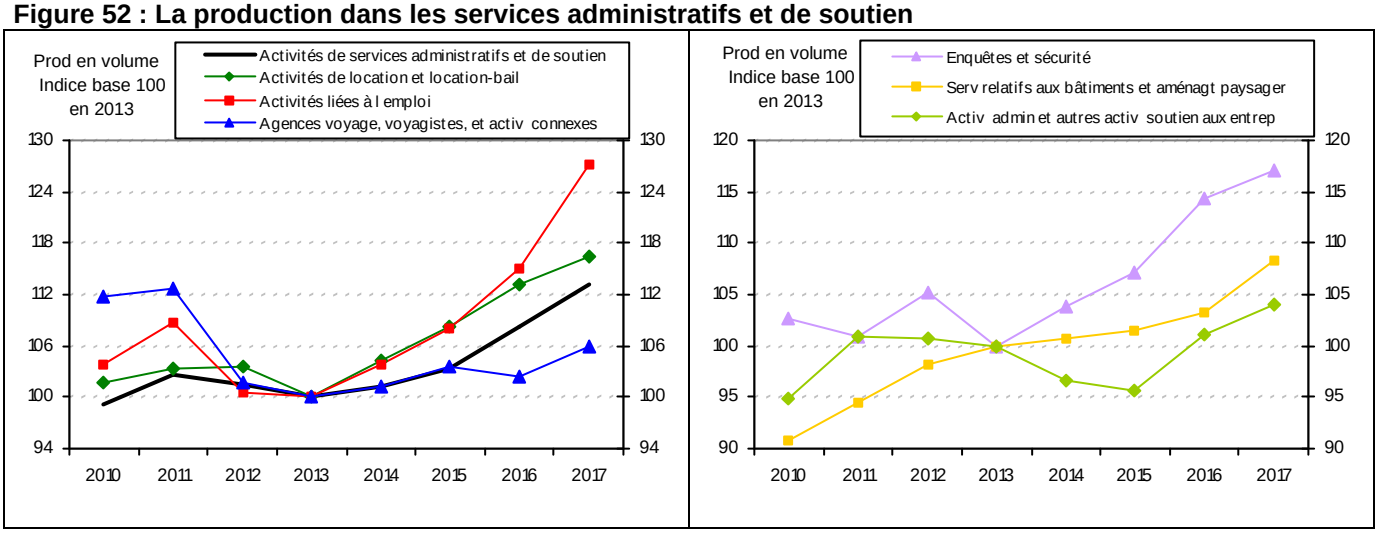
		Valeur en Mrds €	Taux de croissance en volume, en %			Taux de croissance du prix de la production, en %		
Code	**Branche**	**2017**	**2015**	**2016sd**	**2017p**	**2015**	**2016sd**	**2017p**
MC	**Autres activités spécialisées, scientifiques & techniques**							
	Demande intermédiaire des entreprises et adm.	**34,5**	**5,4**	**2,5**	**5,9**	**0,2**	**0,8**	**0,8**
	Demande de consommation finale	**3,5**	**1,1**	**1,8**	**0,9**	**0,7**	**0,5**	**0,7**
	Demande pour investissement, dont :							
	entreprises							
	ménages							
M73Z	**Publicité et études de marché**							
	Demande intermédiaire des entreprises et adm.	**21,0**	**2,2**	**-0,7**	**3,9**	**0,2**	**0,8**	**0,8**
	Demande de consommation finale							
	Demande pour investissement, dont :							
	entreprises							
	ménages							
M73Z1	Activités des agences de publicité							
	Demande intermédiaire des entreprises et adm.	13,8	5,7	0,3	7,6	-0,1	-0,4	0,2
	Demande de consommation finale							
	Demande pour investissement, dont :							
	entreprises							
	ménages							
M73Z2	Régie publicitaire de médias							
	Demande intermédiaire des entreprises et adm.	4,4	-4,8	-4,5	-3,3	0,9	4,6	3,4
	Demande de consommation finale							
	Demande pour investissement, dont :							
	entreprises							
	ménages							
M73Z3	Études de marché et sondages							
	Demande intermédiaire des entreprises et adm.	2,7	-1,7	0,5	-1,8	0,1	0,5	-0,2
	Demande de consommation finale							
	Demande pour investissement, dont :							
	entreprises							
	ménages							
M74Z	**Autres activités spécialisées (hors pub. & vét.)**							
	Demande intermédiaire des entreprises et adm.	**13,0**	**12,4**	**8,4**	**9,5**	**0,1**	**0,9**	**0,9**
	Demande de consommation finale	**1,1**	**-1,0**	**-1,6**	**-1,0**	**-0,5**	**-1,3**	**1,2**
	Demande pour investissement, dont :							
	entreprises							
	ménages							
M74Z1	Activités spécialisées de design							
	Demande intermédiaire des entreprises et adm.	2,6	16,0	8,1	4,2	0,1	1,1	6,6
	Demande de consommation finale							
	Demande pour investissement, dont :							
	entreprises							
	ménages							
M74Z2	Activités photographiques							
	Demande intermédiaire des entreprises et adm.	0,2	19,5	-2,1	-3,8	0,8	-0,8	0,0
	Demande de consommation finale	1,1	-1,0	-1,6	-1,0	-0,5	-1,3	1,2
	Demande pour investissement, dont :							
	entreprises							
	ménages							
M74Z3	Traduction et interprétation							
	Demande intermédiaire des entreprises et adm.	0,9	2,4	4,9	1,2	0,2	-1,1	-0,1
	Demande de consommation finale							
	Demande pour investissement, dont :							
	entreprises							
	ménages							
M74Z4	Autres activités spécialisées nca							
	Demande intermédiaire des entreprises et adm.	9,2	12,4	9,2	12,3	0,1	1,2	-0,5
	Demande de consommation finale							
	Demande pour investissement, dont :							
	entreprises							
	ménages							
M75Z	**Activités vétérinaires**							
	Demande intermédiaire des entreprises et adm.	**0,5**	**0,9**	**3,4**	**1,8**	**1,3**	**1,4**	**0,4**
	Demande de consommation finale	**2,4**	**2,2**	**3,5**	**1,8**	**1,3**	**1,4**	**0,4**
	Demande pour investissement, dont :							
	entreprises							
	ménages							

Source : Insee, comptes des services, base 2014 - données semi définitives en 2016 et provisoires en 2017

La croissance des services administratifs et de soutien se maintient à un haut niveau

Le dynamisme des services administratifs et de soutien se confirme en 2017 : leur production en volume progresse fortement de + 4,5 % après + 4,8 % en 2016. Les activités liées à l'emploi, qui représentent 20 % de l'ensemble, sont particulièrement florissantes (+ 10,5 % en 2017). La reprise économique qui s'étend à quasiment tous les secteurs génère en effet des besoins accrus d'intérimaires. La sécurité, les agences de voyages et la location bénéficient également d'une demande très vigoureuse.

Figure 52 : La production dans les services administratifs et de soutien



Source : Insee, Comptes des services, base 2014

En 2017, la production en volume des **activités de location et location-bail** continue de progresser (+ 3,0 %) portée notamment par le dynamisme de la location des biens personnels et domestiques et de la location-bail de véhicules automobiles. En revanche, la location-bail de la propriété intellectuelle (notamment les redevances de franchise, de marque ou de brevet) n'augmente que légèrement en volume (+ 0,4 %). Du fait d'une légère baisse des prix (- 1,0 %), la production en valeur ne croît que modérément (+ 1,9 %) pour atteindre 60,3 milliards HT.

Représentant plus du quart de la production de location et location-bail, la location et location-bail de *véhicules automobiles* progresse nettement en volume (+ 4,7 %), après avoir déjà fortement augmenté en 2016 (+ 3,9 %). La demande des entreprises représente le principal débouché (93 % de la production). Le marché de longue durée, qui s'adresse quasi exclusivement aux entreprises, étend sa clientèle et atteint de plus en plus les petites et moyennes entreprises, selon le SNLVLD (syndicat national des loueurs de véhicules longue durée). Parallèlement, le marché de la location de courte durée, essentiellement destiné aux ménages, bénéficie de la bonne tenue du tourisme en 2017. Malgré le dynamisme de l'activité, les prix diminuent légèrement (- 0,3 %). En particulier, la concurrence du covoiturage et de l'auto-partage entraînent des tensions sur les prix de location de courte durée.

La *location et location-bail de biens personnels et domestiques,* qui ne représente que 9 % du marché de la location, se développe fortement (+ 5,8 % en volume en 2017). En effet, les ménages arbitrent de plus en plus pour louer des biens plutôt que de les acquérir[10]. Cette tendance est facilitée par la diffusion d'outils numériques liés à l'économie du partage et du recyclage.

La *location et location-bail d'autres machines, équipements et biens* est également dynamique mais ralentit après avoir fortement progressé en 2016 (+ 3,1 % après + 9,6 %) La production s'élève à 21,1 milliards d'euros en 2017, soit un tiers de la production de la branche de location location-bail.

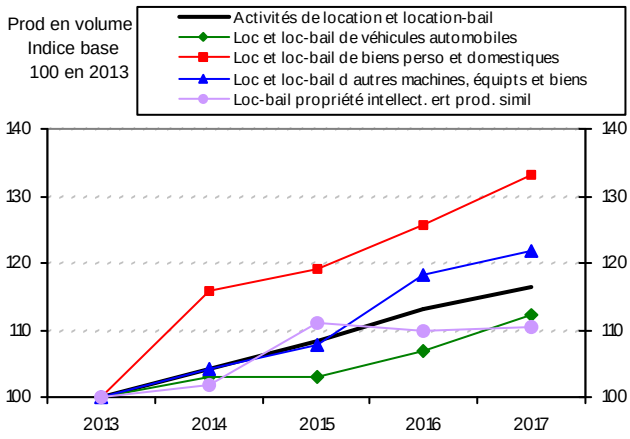
La *location-bail de propriété intellectuelle et de produits similaires, à l'exception des œuvres soumises à copyright* consiste à autoriser l'usage de produits immatériels liés à la propriété

[10] Jallet F. , Landru K., Méot T. « Pelleteuses, voitures, smartphones : louer plutôt qu'acheter » , Insee première n°1645

intellectuelle (brevets, franchises, marques...) en échange du paiement de droits ou de redevances. Sa production augmente de 0,4 % en 2017.

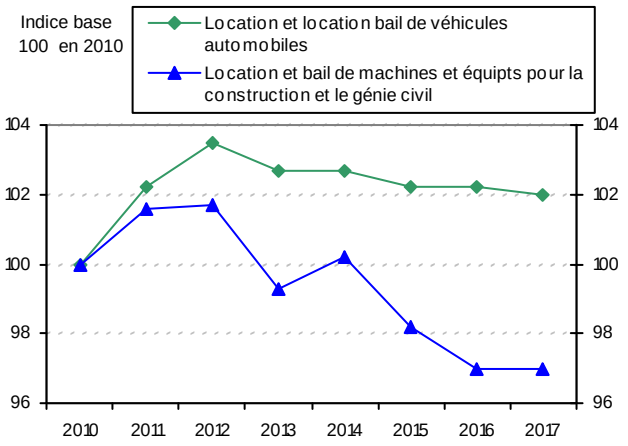
Compte tenu d'une baisse des prix de 2,0 %, la production en valeur baisse de 1,6 % et atteint 17,6 milliards d'euros.

Figure 53 : La production dans la location



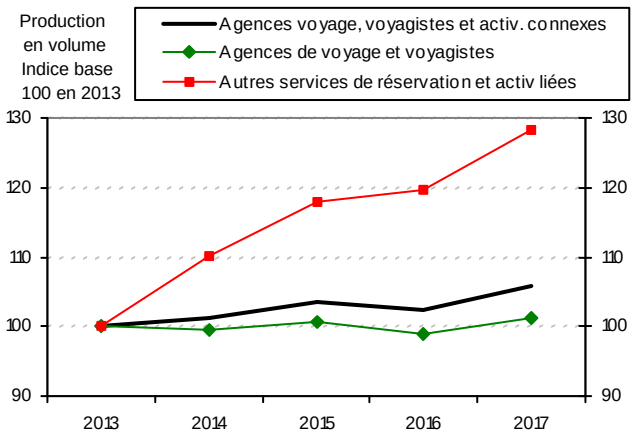
Source : Insee, Comptes des services, base 2014

Figure 54 : Les prix de vente dans la location



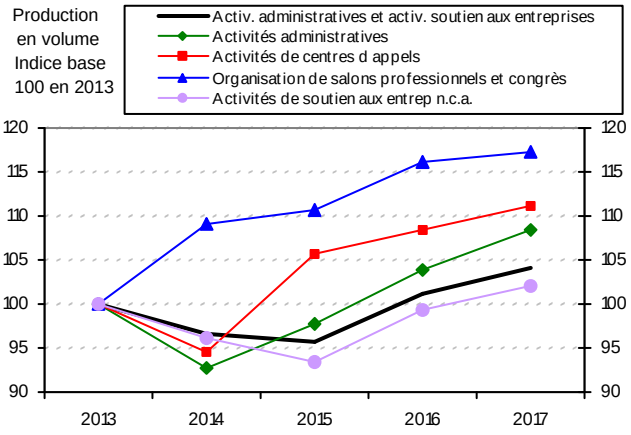
Source : Insee, Indice de prix des services aux entreprises françaises, base 2010

Figure 55 : La production en volume dans les agences de voyages



Source : Insee, Comptes des services, base 2014

Figure 56 : La production en volume dans les autres activités administratives



Source : Insee, Comptes des services, base 2014

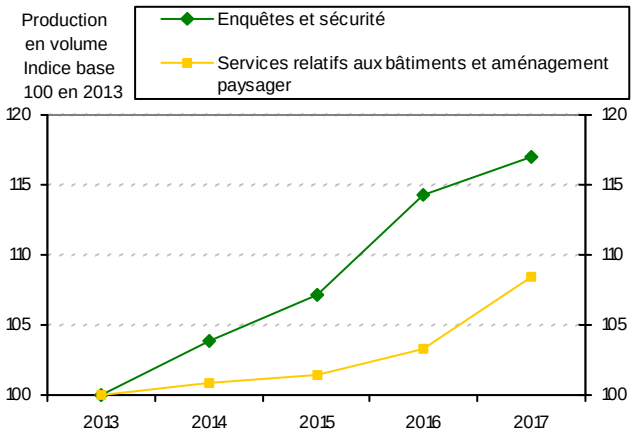
En 2017, la production en volume des **activités liées à l'emploi** bondit (+ 10,5 %). Elle avait déjà fortement accéléré en 2016 (+ 6,5 % après + 3,9 %). L'essentiel de l'activité de cette branche provient de l'intérim, très sensible à la conjoncture économique. En 2017, l'emploi intérimaire s'accroît de 14 % en équivalent temps plein, selon la DARES. Cette hausse est portée par l'ensemble des secteurs et plus particulièrement par les services marchands (+ 22,4 %), les transports et la logistique (+ 16,8 %) et la construction (+ 15,6 %). Avec une hausse des prix de 1 % la production en valeur croît de + 11,7 % et s'établit à 39,6 milliards d'euros.

En 2017, la production en volume **des agences de voyages, voyagistes et services de réservation et autres activités connexes** augmente de 3,3 %.

La production en volume des agences de voyages et voyagistes redécolle (+ 2,4 %) en lien avec le retour des touristes vers l'Afrique du Nord. Selon le Syndicat des entreprises du tour-operating (Seto), la désaffection des touristes français pour l'Afrique du Nord est en effet stoppée : les voyages à forfait vers la Tunisie sont multipliés par deux. A l'inverse, la fréquentation en Europe du Sud stagne, en raison notamment d'une saturation de l'offre en hébergement.

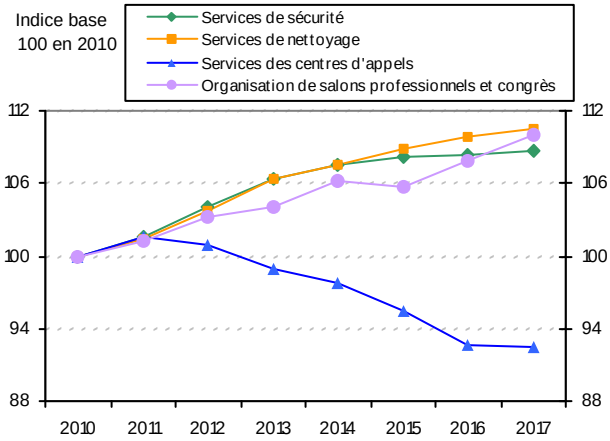
La production en volume des *autres services de réservation et activités liées* est en forte croissance (+ 7,2 %).

Figure 57 : La production dans les activités de soutien



Source : Insee, Comptes des services, base 2014

Figure 58 : Les prix de vente dans les activités de soutien



Source : Insee, Indice de prix des services aux entreprises françaises, base 2010

Depuis 2015, le marché de la **sécurité privée et des enquêtes** est en expansion. L'activité marque un peu le pas en 2017 (+ 2,3 % en volume après + 6,6 % en 2016 et +3,2 % en 2015), en raison de l'essoufflement des dépenses des entreprises dans le gardiennage et l'équipement en vidéosurveillance et portiques. La demande avait en effet été dopée par les vagues d'attentats de 2015 et 2016 et l'organisation de l'euro de football. La hausse des prix reste modérée (+ 0,4 %).

En 2017, l'activité **des services relatifs aux bâtiments et aménagement paysager** continue de se développer (+ 4,9 % en volume). Les prix augmentent faiblement (+ 0,6 % en 2017).
L'activité de nettoyage industriel et spécialisé connaît un essor particulièrement rapide. Le Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE) et le Pacte de responsabilité ont particulièrement profité aux activités de nettoyage du fait du poids important des frais de personnel dans la valeur ajoutée. Ils ont notamment permis la reconstitution des marges des entreprises[11].

En 2017, la production des **activités administratives et autres activités de soutien aux entreprises** augmente en volume (+ 2,7 % après + 5,9 %). Elle progresse davantage en valeur (+ 5,9 %) et atteint 60,6 milliards d'euros.

En 2017, la production des *activités administratives* augmente de + 4,4 % en volume et de + 8 % en valeur.

Les *activités des centres d'appels* progressent de + 2,4 % en volume. Les centres de contact diversifient leurs prestations et développent le multi-canal en intégrant des services internet et de messagerie électronique. Les prix orientés à la baisse depuis plusieurs années sont quasi stables (- 0,2 % en 2017).

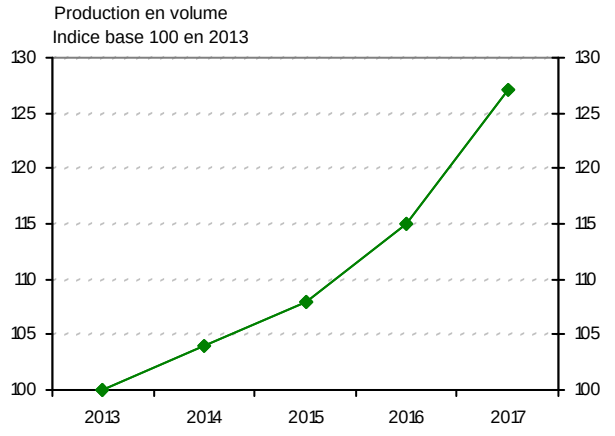
L'*organisation de salons professionnels et congrès* ralentit nettement, après avoir réalisé une très bonne performance en 2016 (+ 1,0 % en volume contre + 5,0 % l'année précédente). Pourtant, les salons et congrès demeurent prisés par les entreprises dans le but notamment de prospecter et d'attirer de nouveaux clients ; ils constituent un outil de promotion efficace, d'après une enquête financée par l'Unimev (union nationale des métiers de l'événement) et réalisée en collaboration avec la Direction générale des entreprises (DGE)[12].

Les autres *activités de soutien aux entreprises n.c.a* couvrent plus des deux tiers de la production de la branche et regroupent des métiers très diversifiés : conditionnement, saisie, affacturage et sociétés d'information financière, commissaires-priseurs indépendants, etc. En 2017, leur production augmente de 2,8 % en volume.

[11] Souquet C. et Geay M., le secteur du nettoyage, Insee 1ere n°1690

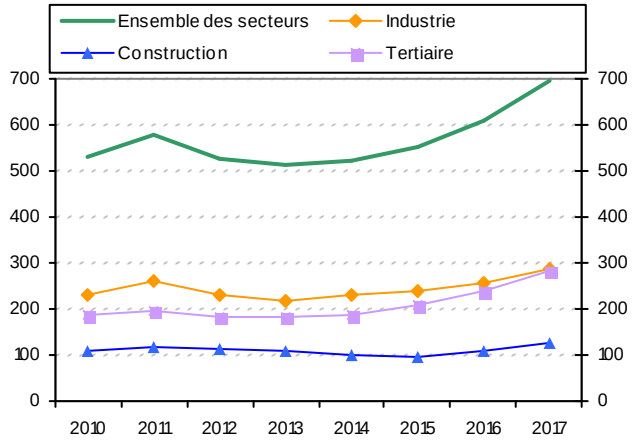
[12] Salons et Foires en France : un puissant outil de développement pour les entreprises - 2015

Figure 59 : La production dans les services liés à l'emploi



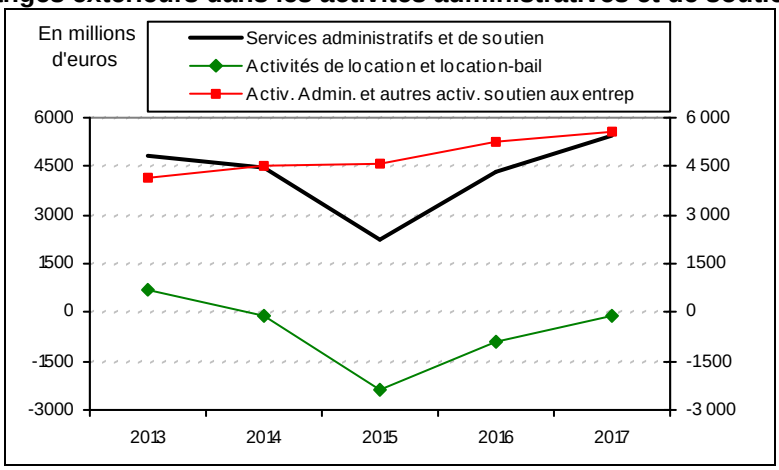
Source : Insee, Comptes des services, base 2014

Figure 60 : Emplois intérimaires en milliers d'équivalent temps plein



Source : Dares, exploitation des fichiers Pôle emploi des déclarations mensuelles des agences d'intérim

Figure 61 : Les échanges extérieurs dans les activités administratives et de soutien



Source : Insee, Comptes des services, base 2014

Figure 62 : La production dans les activités administratives et de soutien

		Valeur en Mrds €	Taux de croissance en volume, en %			Taux de croissance du prix de la production, en %		
Code	**Branche**	**2017**	**2015**	**2016sd**	**2017p**	**2015**	**2016sd**	**2017p**
NZ	**Activités de services administratifs et de soutien**	**201,6**	**1,9**	**4,8**	**4,5**	**0,7**	**0,8**	**0,9**
N77Z	**Activités de location et location-bail**	**60,3**	**4,0**	**4,4**	**3,0**	**-0,8**	**-0,5**	**-1,0**
N77Z1	Location et location-bail de véhicules automobiles	16,3	-0,2	3,9	4,7	-0,3	0,1	-0,3
N77Z2	Location et location-bail de biens personnels et domestiques	5,3	2,9	5,5	5,8	-1,3	-0,6	-0,6
N77Z3	Location et location-bail autres machines, équip & biens	21,1	3,4	9,6	3,1	-1,7	-0,7	-0,9
N77Z4	Location-bail propriété intel. hors œuvres à copyright	17,6	8,8	-0,9	0,4	-0,2	-0,9	-2,0
N78Z	**Activités liées à l'emploi**	**39,6**	**3,9**	**6,5**	**10,5**	**0,4**	**0,3**	**1,0**
N79Z	**Activ. agences voyage, réservation & activ. connexes**	**7,7**	**2,3**	**-1,1**	**3,3**	**1,0**	**3,8**	**1,7**
N79Z1	Activités des agences de voyage et voyagistes	6,2	1,2	-1,7	2,4	1,0	4,6	1,7
N79Z2	Autres services de réservation et activités liées	1,5	7,1	1,5	7,2	0,9	0,1	1,5
N80Z	**Enquêtes et sécurité**	**9,9**	**3,2**	**6,6**	**2,3**	**0,7**	**0,1**	**0,4**
N81Z	**Services relatifs aux bâtiments & aménag. paysager**	**23,6**	**0,6**	**1,9**	**4,9**	**0,6**	**0,5**	**0,6**
N82Z	**Activ. administratives & autres activ. soutien entreprises**	**60,6**	**-1,2**	**5,9**	**2,7**	**2,7**	**2,3**	**3,1**
N82Z1	Activités administratives	4,7	5,5	6,3	4,4	3,4	2,5	3,5
N82Z2	Activités de centres d appels	3,2	11,8	2,8	2,4	-3,0	-1,4	-0,2
N82Z3	Organisation de salons professionnels et congrès	4,2	1,5	5,0	1,0	-0,4	2,1	1,1
N82Z4	Activités de soutien aux entreprises nca	48,5	-2,9	6,2	2,8	3,4	2,5	3,5

Source : Insee, comptes des services, base 2014 - données semi définitives en 2016 et provisoires en 2017

Figure 63 : La demande intérieure dans les activités administratives et de soutien

		Valeur en Mrds €	Taux de croissance en volume, en %			Taux de croissance du prix de la production, en %		
Code	**Branche**	**2017**	**2015**	**2016sd**	**2017p**	**2015**	**2016sd**	**2017p**
NZ	**Activités de services administratifs et de soutien**							
	Demande intermédiaire des entreprises et adm.	**190,7**	**3,2**	**3,7**	**3,9**	**0,7**	**0,8**	**0,9**
	Demande de consommation finale	**9,7**	**2,7**	**3,7**	**4,5**	**0,8**	**0,0**	**1,1**
	Demande pour investissement, dont :							
	entreprises							
	ménages							
N77Z	**Activités de location et location-bail**							
	Demande intermédiaire des entreprises et adm.	**56,0**	**8,4**	**1,4**	**1,3**	**-0,9**	**-0,5**	**-1,1**
	Demande de consommation finale	**4,9**	**3,1**	**6,3**	**4,1**	**0,9**	**-1,0**	**0,4**
	Demande pour investissement, dont :							
	entreprises							
	ménages							
N77Z1	Location et location-bail de véhicules automobiles							
	Demande intermédiaire des entreprises et adm.	15,0	-0,4	3,9	4,7	-0,3	0,1	-0,3
	Demande de consommation finale	1,3	3,2	4,5	4,8	-0,7	0,7	0,6
	Demande pour investissement, dont :							
	entreprises							
	ménages							
N77Z2	Location et location-bail de biens personnels et domestiques							
	Demande intermédiaire des entreprises et adm.	1,7	2,4	2,6	9,5	-6,8	1,7	-2,4
	Demande de consommation finale	3,6	3,1	6,9	4,1	1,6	-1,7	0,3
	Demande pour investissement, dont :							
	entreprises							
	ménages							
N77Z3	Location et location-bail autres machines, équip & biens							
	Demande intermédiaire des entreprises et adm.	22,9	4,9	8,1	2,0	-1,7	-0,7	-0,9
	Demande de consommation finale	0,1	2,5	4,9	-2,3	0,0	1,2	0,0
	Demande pour investissement, dont :							
	entreprises							
	ménages							
N77Z4	Location-bail propriété intel. hors œuvres à copyright							
	Demande intermédiaire des entreprises et adm.	16,3	21,7	-8,0	-3,1	0,1	-0,9	-2,0
	Demande de consommation finale							
	Demande pour investissement, dont :							
	entreprises							
	ménages							
N78Z	**Activités liées à l'emploi**							
	Demande intermédiaire des entreprises et adm.	**41,3**	**3,7**	**6,2**	**10,1**	**0,4**	**0,3**	**1,0**
	Demande de consommation finale	**0,3**	**0,0**	**3,9**	**-1,7**	**0,7**	**0,3**	**1,0**
	Demande pour investissement, dont :							
	entreprises							
	ménages							
N79Z	**Activ. agences voyage, réservation & activ. connexes**							
	Demande intermédiaire des entreprises et adm.	**5,1**	**2,2**	**-1,5**	**2,0**	**1,0**	**4,3**	**1,7**
	Demande de consommation finale	**2,6**	**2,7**	**-0,4**	**5,9**	**1,0**	**2,6**	**1,6**
	Demande pour investissement, dont :							
	entreprises							
	ménages							
N79Z1	Activités des agences de voyage et voyagistes							
	Demande intermédiaire des entreprises et adm.	4,8	1,7	-1,7	1,8	1,0	4,7	1,7
	Demande de consommation finale	1,4	-0,2	-1,9	4,4	1,0	4,6	1,7
	Demande pour investissement, dont :							
	entreprises							
	ménages							
N79Z2	Autres services de réservation et activités liées							
	Demande intermédiaire des entreprises et adm.	0,4	8,8	1,7	5,2	0,8	0,0	1,6
	Demande de consommation finale	1,1	6,5	1,5	8,0	0,9	0,2	1,4
	Demande pour investissement, dont :							
	entreprises							
	ménages							
N80Z	**Enquêtes et sécurité**							
	Demande intermédiaire des entreprises et adm.	**9,8**	**3,1**	**6,7**	**2,3**	**0,7**	**0,1**	**0,4**
	Demande de consommation finale	**0,1**	**3,2**	**7,7**	**2,9**	**0,0**	**-1,4**	**0,0**
	Demande pour investissement, dont :							
	entreprises							
	ménages							
N81Z	**Services relatifs aux bâtiments & aménag. paysager**							
	Demande intermédiaire des entreprises et adm.	**21,6**	**0,3**	**1,7**	**4,7**	**0,7**	**0,7**	**0,6**
	Demande de consommation finale	**1,6**	**3,0**	**3,8**	**5,2**	**0,3**	**-0,8**	**2,2**
	Demande pour investissement, dont :							
	entreprises							
	ménages							

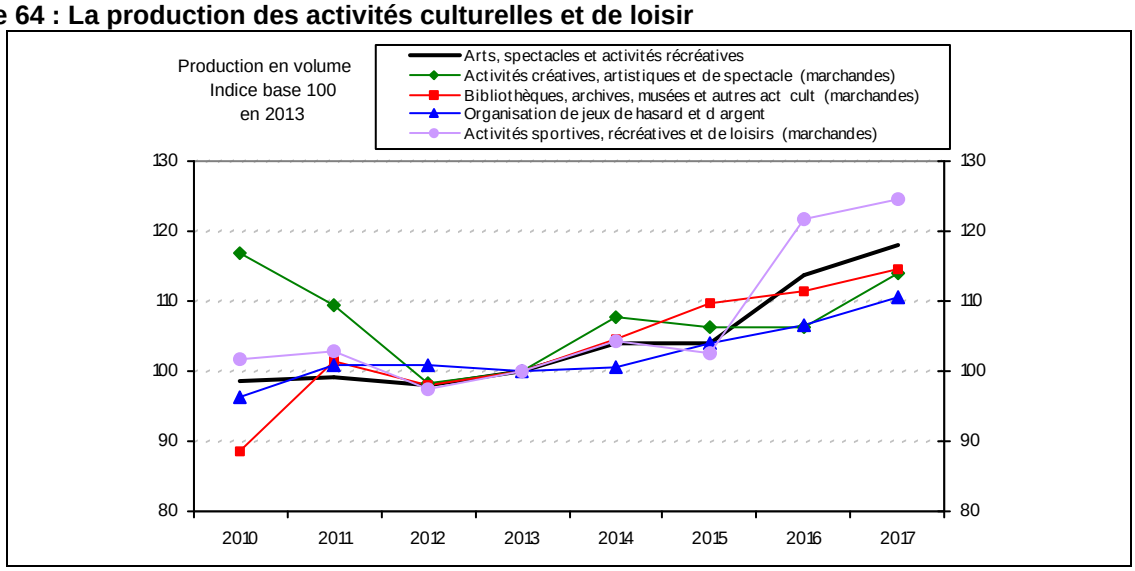
N82Z	**Activ. administratives & autres activ. soutien entreprises**							
	Demande intermédiaire des entreprises et adm.	**56,9**	**-1,2**	**5,2**	**2,5**	**2,7**	**2,2**	**3,1**
	Demande de consommation finale	**0,2**	**-3,1**	**-5,5**	**0,8**	**0,4**	**1,7**	**1,2**
	Demande pour investissement, dont :							
	entreprises							
	ménages							
N82Z1	Activités administratives							
	Demande intermédiaire des entreprises et adm.	4,3	5,5	5,8	4,4	3,4	2,5	3,5
	Demande de consommation finale	0,0	-5,6	-5,6	0,0	5,9	5,9	0,0
	Demande pour investissement, dont :							
	entreprises							
	ménages							
N82Z2	Activités de centres d appels							
	Demande intermédiaire des entreprises et adm.	2,9	11,8	2,3	2,3	-3,0	-1,4	-0,2
	Demande de consommation finale							
	Demande pour investissement, dont :							
	entreprises							
	ménages							
N82Z3	Organisation de salons professionnels et congrès							
	Demande intermédiaire des entreprises et adm.	3,6	1,8	5,2	0,9	-0,4	2,2	1,1
	Demande de consommation finale	0,2	-2,9	-5,5	0,9	0,0	1,4	1,3
	Demande pour investissement, dont :							
	entreprises							
	ménages							
N82Z4	Activités de soutien aux entreprises nca							
	Demande intermédiaire des entreprises et adm.	46,1	-2,8	5,3	2,5	3,3	2,5	3,4
	Demande de consommation finale							
	Demande pour investissement, dont :							
	entreprises							
	ménages							

Source : Insee, comptes des services, base 2014 - données semi définitives en 2016 et provisoires en 2017

En 2017, l'activité reste bien orientée dans les activités artistiques et récréatives

En 2017, la production marchande en arts, spectacles et activités récréatives continue de croître (+ 3,8 % en volume), à un rythme toutefois moindre qu'en 2016 (+ 9,4 %). Les activités créatives et de spectacles sont particulièrement dynamiques. La consommation des ménages (85 % de la production) progresse de 3,7 % en volume.

Figure 64 : La production des activités culturelles et de loisir



Source : Insee, Comptes des services, base 2014

La production en volume des **activités créatives, artistiques et de spectacle marchandes** augmente vigoureusement (+ 7,1 % en volume) avec une hausse des prix de 1,0 %.

La production des **bibliothèques, archives, musées et autres activités culturelles marchandes** accélère en 2017 (+ 3,0 % en volume après + 1,6 %). Les principaux monuments et musées franciliens ont vu notamment leur fréquentation croître de manière très sensible selon le comité régional du tourisme Paris Ile de France.

La production et la consommation des **jeux de hasard et d'argent** augmentent de 3,5 % en volume. Les paris sportifs constituent un segment très dynamique selon l'Autorité de Régulation des Jeux En Ligne (Arjel). Les mises des paris sportifs ne cessent de se développer, malgré l'absence de très grande compétition internationale. Le nombre de parieurs réguliers a progressé de 23 % (+ 11 % en 2016). Le football avec 60 % des mises reste l'élément moteur.
L'activité des paris hippiques repart au galop : les mises en ligne sont en hausse de 8 % après avoir diminué pendant quatre années, selon l'Arjel.

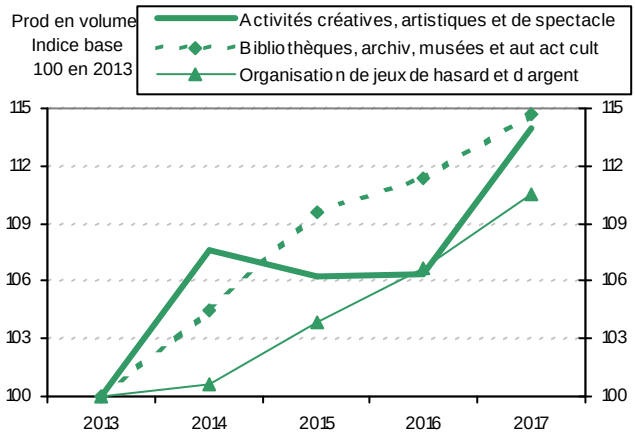
L'activité des casinos poursuit son redressement. Les mises des Jeux de Cercles (essentiellement le poker) sont également en forte croissance et le succès des tournois se confirme avec des droits d'entrées en nette hausse.
L'activité de la Française des Jeux (FDJ) continue de se développer avec des mises en hausse de 5,7 % (15,1 milliards d'euros) pour un chiffre d'affaires en progression de 3,9 %.

Les **activités sportives, récréatives et de loisirs marchandes** progressent de 2,4 % en volume. Le sport affiche une bonne santé et les réjouissances continuent pour les parcs à thèmes.

La production des *activités marchandes liées au sport* se stabilise en 2017 (- 0,4 % en volume). Elle avait bondi en 2016 (+ 26,3 %) dans le contexte de l'organisation de l'euro de football.

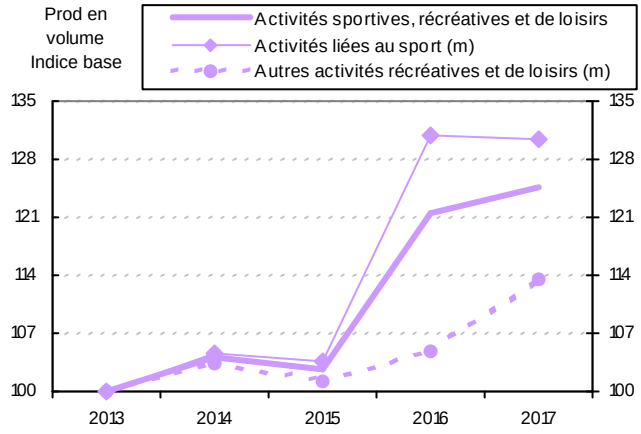
La production des *autres activités récréatives et de loisirs marchandes* s'accroît en 2017 de 8,4 % en volume, + 12,1 % en valeur grâce à une hausse des prix de 3,4 %. Les principaux parcs à thèmes battent des records de fréquentation selon Xerfi France et l'offre se diversifie (escape games,...).

Figure 65 : La production des arts et spectacles



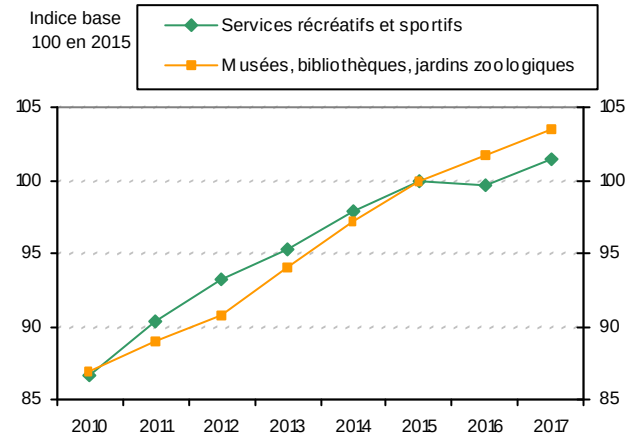
Source : Insee, Comptes des services, base 2014

Figure 66 : La production des activités sportives



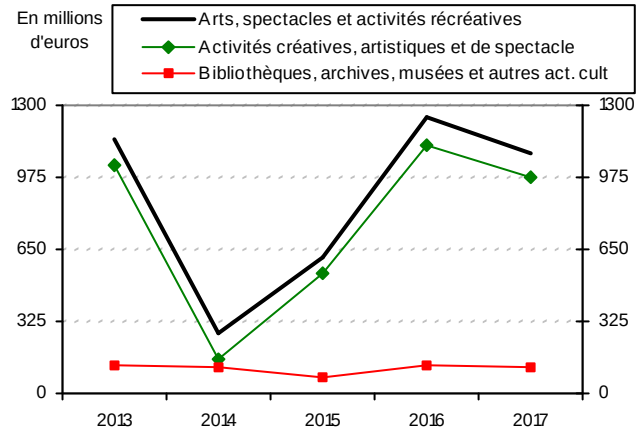
Source : Insee, Comptes des services, base 2014

Figure 67 : Les prix à la consommation des activités culturelles et de loisir



Source : Insee, Indice des prix à la consommation

Figure 68 : Le solde extérieur des activités culturelles et de loisir



Source : Insee, Comptes des services, base 2014

Figure 69 : La production des activités culturelles et de loisir

		Valeur en Mrds €	Taux de croissance en volume, en %			Taux de croissance du prix de la production, en %		
Code	**Branche**	**2017**	**2015**	**2016sd**	**2017p**	**2015**	**2016sd**	**2017p**
RZ march	**Arts, spectacles et activités récréatives marchands**	**24,8**	**0,0**	**9,4**	**3,8**	**2,1**	**-0,4**	**2,0**
R90M	**Activités créatives, artistiques et de spectacle** (march)	**5,8**	**-1,3**	**0,2**	**7,1**	**-0,5**	**2,7**	**1,0**
R91M	**Bibliothèques, archives, musées autres cult.** (march)	**0,7**	**4,9**	**1,6**	**3,0**	**1,2**	**1,5**	**2,0**
R92Z	**Organisation de jeux de hasard et d'argent**	**6,1**	**3,2**	**2,8**	**3,5**	**-1,2**	**-2,1**	**2,9**
R93M	**Activités sportives, récréatives et de loisirs** (march)	**12,3**	**-1,4**	**18,5**	**2,4**	**5,7**	**-1,1**	**2,2**
R93M1	Activités liées au sport (march.)	8,2	-1,0	26,3	-0,4	6,0	-2,3	1,5
R93M2	Autres activités récréatives et de loisirs (march)	4,1	-2,2	3,7	8,4	5,3	1,7	3,4

Source : Insee, comptes des services, base 2014 - données semi définitives en 2016 et provisoires en 2017

Figure 70 : La demande intérieure des activités culturelles et de loisir

		Valeur en Mrds €	Taux de croissance en volume, en %			Taux de croissance du prix de la production, en %		
Code	**Branche**	**2017**	**2015**	**2016sd**	**2017p**	**2015**	**2016sd**	**2017p**
RZ march	**Arts, spectacles et activités récréatives marchands**							
	Demande intermédiaire des entreprises et adm.	**8,1**	**-4,7**	**10,3**	**6,0**	**4,0**	**-1,0**	**1,5**
	Demande de consommation finale	**21,1**	**2,3**	**4,2**	**3,7**	**0,7**	**0,3**	**1,5**
	Demande pour investissement, dont :	**0,1**	**-8,3**	**-4,0**	**7,1**	**0,0**	**3,1**	**0,9**
	entreprises	**0,0**	**0,0**	**0,0**	**9,7**	**0,0**	**3,3**	**0,0**
	ménages							
R90M	**Activités créatives, artistiques et de spectacle (**march**)**							
	Demande intermédiaire des entreprises et adm.	**1,3**	**-11,5**	**-37,3**	**30,2**	**-0,4**	**2,6**	**0,9**
	Demande de consommation finale	**3,9**	**1,4**	**0,1**	**6,9**	**-0,5**	**2,6**	**1,0**
	Demande pour investissement, dont :	**0,1**	**-8,3**	**-4,0**	**7,1**	**0,0**	**3,1**	**0,9**
	entreprises	**0,0**	**0,0**	**0,0**	**9,7**	**0,0**	**3,3**	**0,0**
	ménages							
R91M	**Bibliothèques, archives, musées autres cult. (**march**)**							
	Demande intermédiaire des entreprises et adm.	**0,4**	**17,9**	**-10,0**	**6,6**	**1,0**	**1,1**	**1,7**
	Demande de consommation finale	**0,3**	**6,0**	**-0,9**	**2,5**	**1,3**	**1,6**	**2,1**
	Demande pour investissement, dont :							
	entreprises							
	ménages							
R92Z	**Organisation de jeux de hasard et d'argent**							
	Demande intermédiaire des entreprises et adm.							
	Demande de consommation finale	**10,4**	**3,2**	**2,8**	**3,5**	**-1,6**	**-0,1**	**1,0**
	Demande pour investissement, dont :							
	entreprises							
	ménages							
R93M	**Activités sportives, récréatives et de loisirs (**march**)**							
	Demande intermédiaire des entreprises et adm.	**6,4**	**-4,0**	**26,2**	**2,2**	**5,6**	**-1,6**	**1,6**
	Demande de consommation finale	**6,5**	**1,0**	**9,6**	**2,1**	**5,6**	**-0,3**	**2,6**
	Demande pour investissement, dont :							
	entreprises							
	ménages							
R93M1	Activités liées au sport (march.)							
	Demande intermédiaire des entreprises et adm.	5,3	-2,7	25,9	2,3	5,7	-1,9	1,4
	Demande de consommation finale	2,9	1,9	26,8	-4,9	5,9	-2,3	1,6
	Demande pour investissement, dont :							
	entreprises							
	ménages							
R93M2	Autres activités récréatives et de loisirs (march)							
	Demande intermédiaire des entreprises et adm.	1,1	-9,8	27,9	1,4	5,0	-0,3	2,4
	Demande de consommation finale	3,6	0,4	-3,1	8,6	5,3	1,7	3,4
	Demande pour investissement, dont :							
	entreprises							
	ménages							

Source : Insee, comptes des services, base 2014 - données semi définitives en 2016 et provisoires en 2017

Une croissance portée par les Autres services personnels

La production en volume de la branche des Autres activités de services, hors secteur associatif, confirme son redressement entamé en 2016 mais ralentit légèrement (+ 2,0 % en 2017, après + 2,7 % en 2016). Les prix continuent d'augmenter (+ 1,3 % en 2017 après + 1,7 % en 2016 et + 0,9 % en 2015). La production en valeur décélère (+ 3,4 % après + 4,5 %) et atteint 27,6 milliards d'euros en 2017.

Figure 71 : La production des autres activités de services

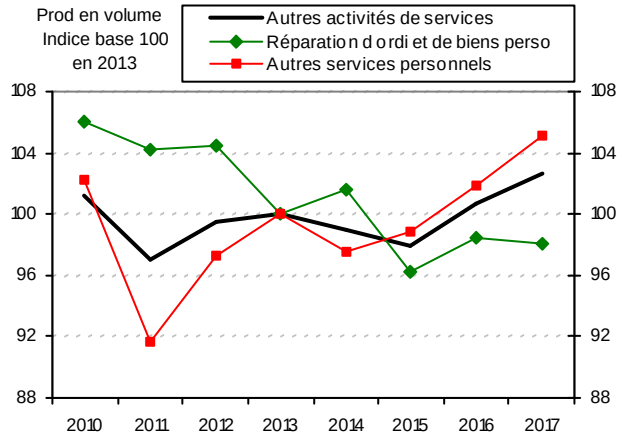
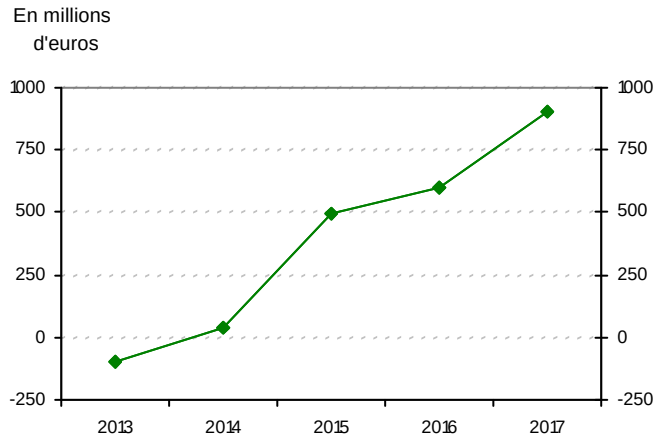


Figure 72 : Le solde extérieur des autres activités de services



Source : Insee, Comptes des services, base 2014

En 2017, la production de la **Réparation d'ordinateurs et de biens personnels et domestiques** (un tiers de celle des Autres activités de services), recule (- 0,3 % en volume), après avoir augmenté en 2016 (+ 2,3 %). L'investissement des entreprises augmente en volume (+ 1,8 % après + 2,4 % en 2016 et - 3,6 % en 2015) et augmente légèrement en prix (+ 0,7 %). La consommation des ménages décroît en volume (- 1,3 %), après avoir progressé de 2,3 %. La hausse des prix des réparations destinées aux ménages est similaire aux années précédentes (+ 1,5 %, après + 1,9 % et + 1,7 %), et au global (ménages et entreprises) progresse de + 1,3 %, (après + 1,8 % et + 1,2 %).

La hausse de la production en volume des **Autres services personnels** reste soutenue en 2017 (+ 3,2 % après + 3,0 %), tirée par la consommation des ménages (+ 1,9 % après + 1,8 %), tandis que la demande des entreprises est plus fluctuante (+ 0,6 % après + 4,3 %). Le solde du commerce extérieur est excédentaire et en augmentation. Les prix de production augmentent un peu moins que l'année passée (+ 1,3 % après + 1,6 %), mais davantage qu'en 2015 (+ 0,8 %).

La production de la *blanchisserie-teinturerie,* (13,4 % de celle de l'ensemble des « Autres services personnels »), renoue avec la croissance en 2017 (+ 1,2 % en volume), après deux années moroses (- 0,1 % en 2016 et - 1,7 % en 2015). Les prix sont soutenus (+ 1,7 % après + 1,5 %), permettant à la production en valeur d'augmenter de + 2,9 %. La consommation des ménages se replie en volume (- 0,7 %), comme en 2016 (- 0,8 %). Cependant, elle progresse légèrement en valeur de + 0,9 % grâce à l'augmentation des prix.

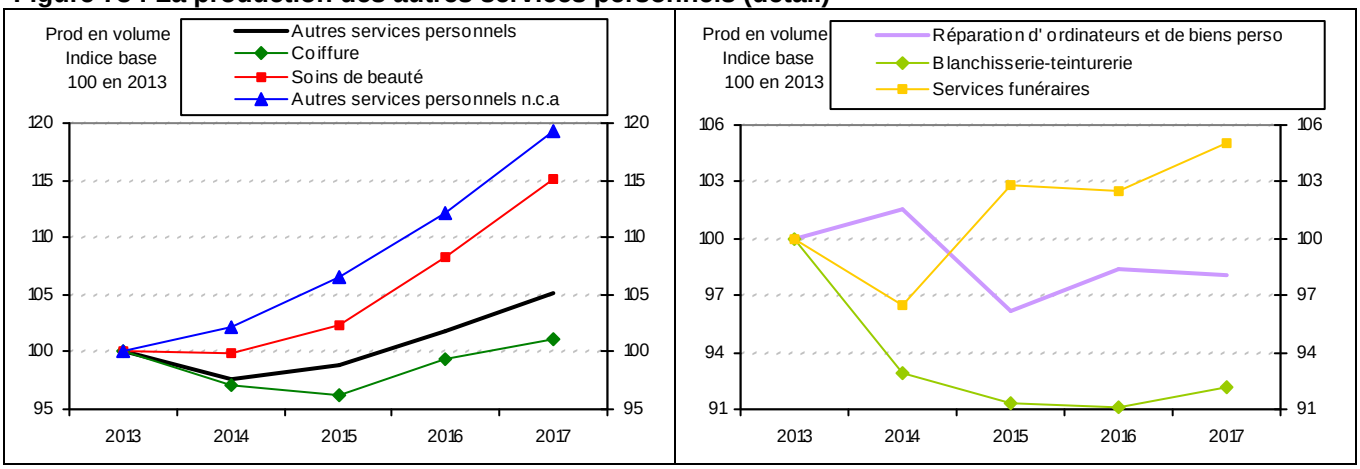
La production de la *coiffure,* (40,8 % de celle de l'ensemble des « Autres services personnels »), croît en volume de + 1,7 %, après la franche embellie de 2016 (+ 3,3 %) et une baisse en 2015 (- 0,8 %). La croissance des prix se maintient à un haut niveau (+ 1,4 % après + 1,5 %).

La production des *soins de beauté,* (13,1 % de celle de l'ensemble des « Autres services personnels »), accélère en volume en 2017 (+ 6,4 % après + 5,6 % en 2016). Les prix restent contenus (- 0,1 % après + 0,7 %). A l'instar de la production, la consommation des ménages en volume est dynamique (+ 5,8 % après + 4,0 %). En revanche, la demande des entreprises, qui constitue 30 % des emplois, n'augmente que de + 1,8 %.

La production des *services funéraires*, (13,2 % de celle de l'ensemble des « Autres services personnels »), croît en volume de + 2,5 % en 2017 après une légère baisse en 2016 (- 0,4 %). L'augmentation des prix est soutenue (+ 2,7 % après + 3,4 % en 2016), et très supérieure à son rythme de 2015 (+ 0,9 %). Grâce au dynamisme conjugué de la production en volume et des prix, la production en valeur évolue de + 5,2 %, après + 3,0 %.

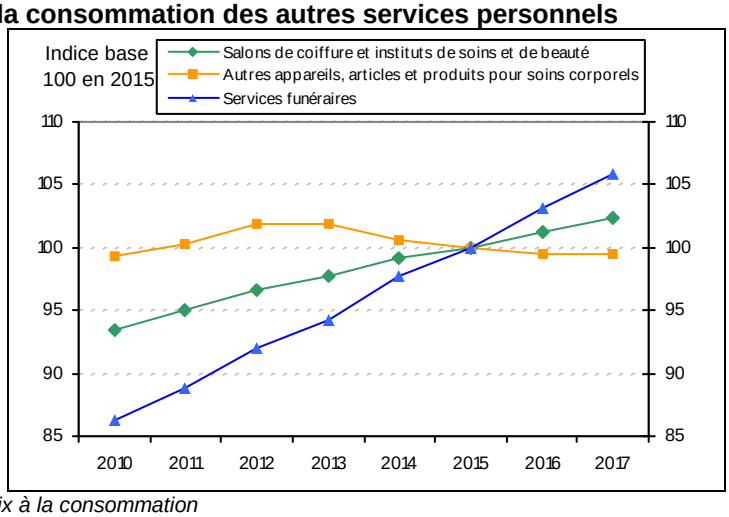
La production des *services personnels divers*, (19,5 % de celle de l'ensemble des « Autres services personnels »), accélère (+ 6,4 % après + 5,2 %). La consommation des ménages augmente à un rythme un peu moins élevé en volume (+ 5,0 % après + 4,0 %). Les prix augmentent régulièrement et de façon modérée (+ 1,0 % après + 1,4 %).

Figure 73 : La production des autres services personnels (détail)



Source : Insee, Comptes des services, base 2014

Figure 74 : Les prix à la consommation des autres services personnels



Source : Insee, Indice des prix à la consommation

Figure 75 : La production des autres services personnels

		Valeur en Mrds €	Taux de croissance en volume, en %			Taux de croissance du prix de la production, en %		
Code	**Branche**	**2017**	**2015**	**2016sd**	**2017p**	**2015**	**2016sd**	**2017p**
SZ march	**Autres activités de services (hors associations)**	**27,6**	**-1,0**	**2,7**	**2,0**	**0,9**	**1,7**	**1,3**
S95Z	**Réparation d'ordinateurs, biens personnels et domest.**	**9,1**	**-5,3**	**2,3**	**-0,3**	**1,2**	**1,8**	**1,3**
S96Z	**Autres services personnels**	**18,5**	**1,4**	**3,0**	**3,2**	**0,8**	**1,6**	**1,3**
S96Z1	Blanchisserie-teinturerie	2,5	-1,7	-0,1	1,2	0,8	1,5	1,7
S96Z2	Coiffure	7,5	-0,8	3,3	1,7	1,0	1,5	1,4
S96Z3	Soins de beauté	2,4	2,6	5,6	6,4	-0,1	0,7	-0,1
S96Z4	Services funéraires	2,4	6,5	-0,4	2,5	0,9	3,4	2,7
S96Z5	Autres services personnels	3,6	4,4	5,2	6,4	0,8	1,4	1,0

Source : Insee, comptes des services, base 2014 - données semi définitives en 2016 et provisoires en 2017

Figure 76 : La demande intérieure des autres services personnels

		Valeur en Mrds €	Taux de croissance en volume, en %			Taux de croissance du prix de la production, en %		
		2017	**2015**	**2016sd**	**2017p**	**2015**	**2016sd**	**2017p**
SZ march	**Autres activités de services (hors associations)**							
	Demande intermédiaire des entreprises et adm.	**7,6**	**-11,3**	**3,4**	**0,3**	**1,1**	**1,6**	**1,3**
	Demande de consommation finale	**17,2**	**1,6**	**1,9**	**1,1**	**1,0**	**1,7**	**1,4**
	Demande pour investissement, dont :	**2,1**	**-3,6**	**2,4**	**1,8**	**-0,3**	**1,4**	**0,7**
	entreprises	**1,7**	**-4,0**	**2,7**	**-0,5**	**-0,3**	**1,4**	**0,7**
	ménages							
S95Z	**Réparation d'ordinateurs, biens personnels et domest.**							
	Demande intermédiaire des entreprises et adm.	**3,1**	**-14,5**	**2,2**	**-0,3**	**1,7**	**1,9**	**1,5**
	Demande de consommation finale	**3,9**	**1,8**	**2,3**	**-1,3**	**1,7**	**1,9**	**1,5**
	Demande pour investissement, dont :	**2,1**	**-3,6**	**2,4**	**1,8**	**-0,3**	**1,4**	**0,7**
	entreprises	**1,7**	**-4,0**	**2,7**	**-0,5**	**-0,3**	**1,4**	**0,7**
	ménages							
S96Z	**Autres services personnels**							
	Demande intermédiaire des entreprises et adm.	**4,5**	**-9,0**	**4,3**	**0,6**	**0,7**	**1,5**	**1,2**
	Demande de consommation finale	**13,2**	**1,6**	**1,8**	**1,9**	**0,8**	**1,7**	**1,4**
	Demande pour investissement, dont :							
	entreprises							
	ménages							
S96Z1	Blanchisserie-teinturerie							
	Demande intermédiaire des entreprises et adm.	1,2	-3,7	0,3	0,1	0,8	1,5	1,7
	Demande de consommation finale	1,2	-2,9	-0,8	-0,7	0,8	1,5	1,7
	Demande pour investissement, dont :							
	entreprises							
	ménages							
S96Z2	Coiffure							
	Demande intermédiaire des entreprises et adm.	1,3	-13,4	8,0	0,6	1,0	1,5	1,4
	Demande de consommation finale	6,0	0,4	2,0	0,4	1,0	1,5	1,4
	Demande pour investissement, dont :							
	entreprises							
	ménages							
S96Z3	Soins de beauté							
	Demande intermédiaire des entreprises et adm.	0,9	-9,0	5,2	1,8	-0,1	0,7	-0,1
	Demande de consommation finale	1,3	2,3	4,0	5,8	-0,1	0,6	-0,2
	Demande pour investissement, dont :							
	entreprises							
	ménages							
S96Z4	Services funéraires							
	Demande intermédiaire des entreprises et adm.	0,4	-13,6	0,7	-0,7	1,0	3,1	2,6
	Demande de consommation finale	2,1	6,1	-1,2	1,5	0,9	3,2	2,5
	Demande pour investissement, dont :							
	entreprises							
	ménages							
S96Z5	Autres services personnels							
	Demande intermédiaire des entreprises et adm.	0,7	-6,8	6,2	0,9	0,8	1,3	1,0
	Demande de consommation finale	2,7	2,7	4,0	5,0	0,8	1,5	1,0
	Demande pour investissement, dont :							
	entreprises							
	ménages							

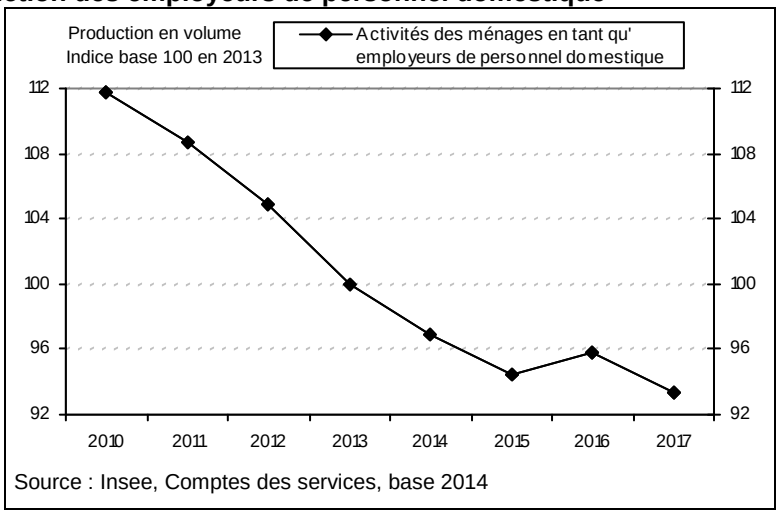
Source : Insee, comptes des services, base 2014 - données semi définitives en 2016 et provisoires en 2017

TZ : Activités des ménages en tant qu'employeurs de personnel domestique

Les activités des ménages en tant qu'employeurs de personnel domestique repartent à la baisse

En 2017, la production des ménages en tant qu'employeurs de personnel domestique s'inscrit à nouveau en baisse (- 2,7 % en volume) après un léger sursaut en 2016 (+ 1,4 %). Elle a diminué de 3,1 % en 2014 et de 2,5 % en 2015. Les dépenses pour l'aide à domicile et le ménage reculent tandis que les dépenses pour la garde d'enfant à domicile sont stables.

Figure 77 : La production des employeurs de personnel domestique



Source : Insee, comptes des services, base 2014

Figure 78 : La production des employeurs de personnel domestique

		Valeur en Mrds €	Taux de croissance en volume, en %			Taux de croissance du prix de la production, en %		
Code	**Branche**	**2017**	**2015**	**2016sd**	**2017p**	**2015**	**2016sd**	**2017p**
T97Z	**Activités des ménages en tant qu'employeurs de personnel domestique**	**3,3**	**-2,5**	**1,4**	**-2,7**	**-1,3**	**-4,1**	**-0,6**

Nota : Conventionnellement, dans l'emploi de personnels domestiques la production est égale à la consommation des ménages employeurs

Source : Insee, comptes des services, base 2014 - données semi définitives en 2016 et provisoires en 2017

Annexe 1 : Principales révisions intervenues sur les comptes des branches des services

Comme tous les ans, les résultats publiés l'année précédente sont actualisés avec les dernières informations disponibles : le compte 2015 définitif se substitue au compte semi-définitif 2015 et le compte semi-définitif 2016 remplace le compte provisoire 2016. En outre, l'ensemble des séries publiées en juin 2017 a été modifié en raison d'un changement de base des comptes. Pour les services, le passage en base 2014 a modifié les échanges extérieurs de services ainsi que la consommation finale et la consommation intermédiaire. En revanche, la production de services et l'investissement en services n'ont quasiment pas été affectés. Les principales révisions sont présentées dans cette partie.

Les comptes nationaux passent en base 2014.

Les comptes nationaux changent régulièrement de base pour procéder à des améliorations conceptuelles ou prendre en compte des changements dans les méthodes et sources utilisées, afin de mieux tenir compte des transformations de l'économie.

En 2014, le principal changement a consisté à rapprocher les échanges extérieurs des comptes nationaux des informations de la Balance des paiements. Les importations de services ont été révisées à la baisse de 1 à 2 milliards d'euros tandis que les exports ont été revus à la hausse de 6 à 7 milliards d'euros. Le solde des échanges de services a été fortement révisé.

En outre, deux autres changements ont affecté les services. Les loyers réels et imputés ont été modifiés pour tenir compte des estimations du compte du logement du service de la donnée et des études statistiques (SDES), fondées sur les enquêtes logement (estimation d'un nouvel effet qualité entre deux enquêtes logements). Les redevances audiovisuelles ne sont plus comptabilisées en consommation des ménages.

1. Production des branches de services (champ de la Commission des Comptes des Services)

Le changement de base 2014 affecte très légèrement la hausse la production de services : 59 millions d'euros en 2014 (*figure 79*).

Le compte 2015 définitif intègre les données structurelles d'entreprises (Esane) définitives. La production totale des branches du champ de la CCS est revue à la baisse de 567 millions d'euros en valeur (*figure 80*). Son évolution en volume et prix est quasiment inchangée. En 2015, l'évolution en volume de la production des services informatiques et d'information et de la recherche marchande est revue à la hausse. A l'inverse, celle des activités récréatives, de l'édition et des autres services est révisée à la baisse.

Dans le compte 2016 semi-définitif, l'indice de prix ne change pas. En revanche l'évolution en volume est fortement révisée à la hausse (+ 0,6 point). En 2016, la production de plusieurs branches est nettement plus dynamique que lors de la précédente publication : les productions des services informatiques, des activités administratives et de soutien et des activités spécialisées sont fortement revues à la hausse.

Figure 79 : Production des branches des services (champ CCS)
(Niveaux en milliards d'euros, évolutions en %)

	2014			2015			2016		
	Valeur	Evol volume	Evol prix	Valeur	Evol volume	Evol prix	Valeur	Evol volume	Evol prix
Nouvelles séries (2015d, 2016sd, 2017p)	1 088,1	1,9	0,1	1 117,9	2,1	0,7	1 155,4	2,7	0,7
Anciennes séries (2014d, 2015sd, 2016p)	1 088,0	1,9	0,1	1 118,5	2,1	0,7	1 149,7	2,1	0,7

Source : Insee, comptes nationaux

2. Équilibre Ressources-Emplois des Services (champ CCS)

Du fait du changement de base, les importations de services en 2013 et 2014 sont révisées à la baisse et les exportations sont fortement révisées à la hausse (*figure 81*). L'investissement n'est pas affecté par le changement de base, à l'inverse de la consommation des ménages qui a été modifiée pour respecter l'équilibre entre les ressources et les emplois.

Dans le compte 2015 définitif, l'évolution des ressources est revue légèrement à la baisse. L'évolution des exportations est fortement révisée, pour tenir compte des données définitives de la Balance des paiements.

Dans le compte 2016 semi-définitif, l'évolution des importations et de la production de services est nettement révisée. Les exportations ressortent beaucoup plus dynamiques que dans le compte provisoire, tout comme l'investissement.

3. Valeur ajoutée des branches des services (champ CCS)

La valeur ajoutée des branches des services est la différence entre leur production et leurs consommations intermédiaires en provenance de toutes les branches de l'économie. Les révisions concernant la valeur ajoutée concentrent donc toutes les révisions opérées entre deux versions de comptes.

Entre les deux versions du compte de l'année 2015, l'évolution de la valeur ajoutée de l'ensemble des services marchands est légèrement revue en volume (- 0,2 point). L'évolution en prix est davantage révisée (- 0,4 point) du fait d'une modification de la teneur des consommations intermédiaires.

Entre le compte provisoire et le compte semi-définitif de 2016, les révisions sont particulièrement importantes dans les activités informatiques, les activités spécialisées scientifiques et techniques, les activités créatives et récréatives ; au final, l'évolution de la valeur ajoutée d'ensemble gagne 0,5 point en volume mais n'est pas révisée en prix.

Figure 80 : Production des branches des services (détail)
(Révision des niveaux en millions d'euros, des évolutions en points)

	Révision des évolutions (points)						Révision des niveaux (valeurs)		
	2014		2015		2016		2014	2015	2016
	Ivolume	Iprix	Ivolume	Iprix	Ivolume	Iprix			
Ensemble	**0,0**	**0,0**	**-0,1**	**0,0**	**0,6**	**0,0**	**59**	**-567**	**5 747**
Hébergement et restauration	0,1	0,0	-0,4	-0,1	0,1	-0,1	48	-487	-444
Edition, audiovisuel et diffusion	0,0	0,0	-1,9	-0,2	0,7	0,0	-6	-1 085	-707
Télécommunications	0,0	0,0	-0,9	0,0	-0,3	0,3	0	-468	-456
Activités informatiques et services d'information	0,0	0,0	2,5	0,0	2,5	-0,3	0	1 910	3 765
Activités immobilières	0,0	0,0	0,2	0,0	-1,2	0,3	-2	543	-2 237
Act. juridiques, comptables, gestion, architecture, ingénierie, contrôle et analyses techniques	0,0	0,0	0,2	0,0	0,9	-0,1	-3	526	2 337
Recherche-développement scientifique marchande	0,0	0,0	1,7	-0,1	0,4	-1,1	17	600	379
Autres activités spécialisées, scientifiques et techniques	0,0	0,0	0,3	0,0	1,6	0,5	0	82	731
Activités de services administratifs et de soutien	0,0	0,0	-0,4	0,0	2,2	-0,2	-2	-558	2 987
Arts, spectacles et activités récréatives marchandes	0,0	0,0	-3,6	1,3	2,6	-0,1	-5	-496	4
Autres activités de services (partiel)	0,0	0,0	-4,3	-0,2	2,2	-0,1	12	-1 134	-612

Source : Insee, comptes nationaux

Figure 81 : Équilibre Ressources-Emplois des Services (champ CCS)
(Révision des niveaux en millions d'euros, des évolutions en points)

	Révision des évolutions (points)						Révision des niveaux (valeurs)			
	2014		2015		2016		2013	2014	2015	2016
	Ivol	Iprix	Ivol	Iprix	Ivol	Iprix				
Production branche prix de base	**0,0**	**0,0**	**-0,1**	**0,0**	**0,6**	**0,0**	**-11**	**59**	**-567**	**5 747**
Production produit prix de base	0,0	0,0	-0,1	0,0	0,6	0,0	-11	59	-566	6 047
Importations	1,0	0,0	-0,1	1,3	-1,5	-0,5	-1 689	-1 221	-311	-2 259
Total des ressources	0,0	0,0	-0,1	0,1	0,4	-0,1	-1 700	-1 162	-810	3 758
Consommation intermédiaire totale	0,0	0,0	0,3	0,0	-0,1	0,1	-5 329	-5 328	-3 634	-3 645
Consommation finale totale	0,0	0,0	0,1	0,0	-0,1	0,0	-2 434	-2 459	-2 054	-2 712
Formation brute de capital fixe totale	0,0	0,0	0,0	-0,1	0,8	-0,5	0	1	-67	267
Exportations	-0,3	0,0	-3,3	1,3	4,8	-0,5	6 063	6 624	5 707	10 029
Total des emplois	0,0	0,0	-0,1	0,1	0,4	-0,1	-1 700	-1 162	-810	3 758
Marché intérieur	0,0	0,0	0,1	0,0	0,1	0,0	-7 763	-7 786	-6 578	-6 348

Source : Insee, division services.

Figure 82 : Valeur ajoutée des branches des services (détail)

(Révision des niveaux en millions d'euros, des évolutions en points)

	Révision des évolutions (points)						Révision des niveaux (valeurs)		
	2014		2015		2016				
	Ivolume	Iprix	Ivolume	Iprix	Ivolume	Iprix	2014	2015	2016
Ensemble	**0,0**	**0,0**	**-0,2**	**-0,4**	**0,5**	**0,0**	**288**	**-3 270**	**244**
Hébergement et restauration	0,1	-0,2	0,6	-1,8	-0,2	-0,5	-2 261	-2 931	-3 483
Edition, audiovisuel et diffusion	0,2	-0,3	-1,1	-0,9	0,9	0,6	-640	-1 128	-782
Télécommunications	-0,4	0,2	3,9	0,0	0,1	0,6	419	1 339	1 523
Activités informatiques et services d'information	0,5	-0,2	-0,1	0,0	2,1	-0,4	-432	-500	269
Activités immobilières	-0,1	0,0	-0,6	0,0	-1,2	0,5	-935	-2 525	-4 304
Act. juridiques, comptables, gestion, architecture, ingénierie, contrôle et analyses techniques	0,2	0,1	0,5	-0,5	2,1	-0,1	6 169	6 309	8 551
Recherche-développement scientifique marchande	-0,4	0,3	-0,9	-1,7	2,4	-3,4	-359	-720	-856
Autres activités spécialisées, scientifiques et techniques	0,0	0,0	1,1	-0,5	2,2	1,0	-452	-373	110
Activités de services administratifs et de soutien	-0,3	0,1	0,4	-0,4	1,4	-0,3	-1 564	-1 668	-594
Arts, spectacles et activités récréatives marchandes	2,0	-0,1	-2,8	-0,7	5,6	-0,4	1 044	809	1 317
Autres activités de services (partiel)	0,0	0,2	-6,5	-0,1	2,4	0,1	-701	-1 882	-1 507

Source : Insee, division services

Annexe 2 : Nomenclatures des services marchands

Nomenclature européenne			Nomenclature propre à la comptabilité nationale				Nomenclature officielle détaillée (1)
A21 - Sections	A38	A88 Divis.	A138	Niveau G, proche de A129, niveau français intermédiaire entre divisions et groupes (à 3 chiffres) de la NAF rév2	Niveau H, proche du niveau groupes (à 3 chiffres) de la NAF rév2		
I Hébergement et restauration	**IZ**	**55**	**I55Z**	Hébergement	I55Z1	Hôtels, hébergement touristique et autre hébergement collectif	55.1, 55.2
					I55Z2	Terrains de camping et parcs pour caravanes ou véhicules de loisirs	55.3
					I55Z3	Hébergements divers	55.9
		56	**I56Z**	Restauration	I56Z1	Restaurants et services de restauration mobile	56.1
					I56Z2	Traiteurs et autres services de restauration	56.2
					I56Z3	Services des débits de boissons	56.3
J Information et communication	**JA** Edition, audiovisuel et diffusion	**58**	**J58Z**	Édition	J58Z1	Édition de livres, périodiques, autres activités d'édition et de jeux électroniques	58.1, 58.21
					J58Z2	Autres éditions de logiciels	58.29
		59	**J59Z**	Production de films cinématographiques, de vidéo et de programmes de télévision; enregistrement sonore et édition musicale	J59Z1	Production de films cinématographiques, de vidéo et de programmes de télévision	59.11, 59.12
					J59Z2	Distribution de films cinématographiques, de vidéo et de programmes de télévision	59.13, 59.14
					J59Z3	Enregistrement sonore et édition musicale	59.2
		60	**J60Z**	Programmation et diffusion	J60Z1	Radiodiffusion	60.1
					J60Z2	Programmation de télévision et télédiffusion	60.2
	JB	**61**	**J61Z**	Télécommunications	J61Z0	Télécommunications	61.
	JC Activités informatiques et services d'information	**62**	**J62Z**	Programmation, conseil et autres activités informatiques	J62Z0	Programmation, conseil et autres activités informatiques	62.
		63	**J63Z**	Services d information	J63Z1	Traitement de données, hébergement et activités connexes- portails Internet	63.1
					J63Z2	Autres services d information	63.9
L Activités immobilières	**LZ**	**68**	**L68A**	Activités des marchands de biens immobiliers et activités immobilières pour compte de tiers	L68A1	Activités des marchands de biens immobiliers	68.1
					L68A2	Agences immobilières	68.31
					L68A3	Administration de biens immobiliers	68.32
			L68R	Location et exploitation de biens immobiliers propres ou loués (loyers réels)	L68R1	Location de logements (loyers réels)	68.20A
					L68R2	Location de terrain et autres biens immobiliers (loyers réels)	68.20B
			L68I	Loyers imputés des logements occupés par leur propriétaire	L68I0	Location & exploitation de biens immobiliers (loyers imputés)	
M Activités spécialisées, scientifiques et techniques	**MA** Activités juridiques, comptables, de gestion, d'architecture, d'ingénierie, de contrôle et d'analyses techniques	**69**	**M69Z**	Activités juridiques et comptables	M69Z1	Activités juridiques	69.1
					M69Z2	Activités comptables	69.2
		70	**M70Z**	Activités des sièges sociaux ; conseil de gestion	M70Z1	Activités des sièges sociaux	70.1
					M70Z2	Conseil de gestion	70.2
		71	**M71Z**	Activités d'architecture et d'ingénierie ; activités de contrôle et analyses techniques	M71Z1	Activités d architecture et d ingénierie	71.1
					M71Z2	Activités de contrôle et analyses techniques	71.2
	MB	**72**	**M72M**	Recherche-développement scientifique marchande (2)	M72M0	Recherche-développement scientifique marchande	72.
	MC Autres activités spécialisées, scientifiques et techniques	**73**	**M73Z**	Publicité et études de marché	M73Z1	Activités des agences de publicité	73.11
					M73Z2	Régie publicitaire de médias	73.12
					M73Z3	Études de marché et sondages	73.2
		74	**M74Z**	Autres activités spécialisées, scientifiques et techniques	M74Z1	Activités spécialisées de design	74.1
					M74Z2	Activités photographiques	74.2
					M74Z3	Traduction et interprétation	74.3
					M74Z4	Autres activités spécialisées, scientifiques et techniques diverses	74.9
		75	**M75Z**	Activités vétérinaires	M75Z0	Activités vétérinaires	75.

N activités de services administratifs et de soutien	**NZ**	**77**	**N77Z**	Activités de location et location-bail	N77Z1	Location et location-bail de véhicules automobiles	77.1
					N77Z2	Location et location-bail de biens personnels et domestiques	77.2
					N77Z3	Location et location-bail d autres machines, équipements et biens	77.3
					N77Z4	Location-bail propriété intellect. & prod. simil., hors œuvres soumises à copyright	77.4
		78	**N78Z**	Activités liées à l'emploi	N78Z0	Activités liées à l emploi	78.
		79	**N79Z**	Activités des agences de voyage, voyagistes, services de réservation et activités connexes	N79Z1	Activités des agences de voyage et voyagistes	79.1
					N79Z2	Autres services de réservation et activités liées	79.9
		80	**N80Z**	Enquêtes et sécurité	N80Z0	Enquêtes et sécurité	80.
		81	**N81Z**	Services relatifs aux bâtiments et aménagement paysager	N81Z0	Services relatifs aux bâtiments et aménagement paysager	81.
		82	**N82Z**	Activités administratives et autres activités de soutien aux entreprises	N82Z1	Activités administratives	82.1
					N82Z2	Activités de centres d appels	82.2
					N82Z3	Organisation de salons professionnels et congrès	82.3
					N82Z4	Activités de soutien aux entreprises diverses	82.9
R Arts, spectacles et activités récréatives	**RZ**	**90**	**R90M**	Activités créatives, artistiques et de spectacle marchandes (2)	R90M0	Activités créatives, artistiques et de spectacle marchandes	90.
		91	**R91M**	Bibliothèques, archives, musées et autres activités culturelles marchandes(2)	R91M0	Bibliothèques, archives, musées et autres activités culturelles marchandes	91.
		92	**R92Z**	Organisation de jeux de hasard et d'argent	R92Z0	Organisation de jeux de hasard et d'argent	92.
		93	**R93M**	Activités sportives, récréatives et de loisirs marchandes (2)	R93M1	Activités liées au sport marchandes	93.1
					R93M2	Autres activités récréatives et de loisirs marchandes	93.2
S Autres activités de services	**SZ**	**94**	**S94M**	Activités des organisations associatives marchandes	S94M0	Activités des organisations associatives marchandes	94.
		95	**S95Z**	Réparation d'ordinateurs et de biens personnels et domestiques	S95Z0	Réparation d'ordinateurs et de biens personnels et domestiques	95.
		96	**S96Z**	Autres services personnels	S96Z1	Blanchisserie-teinturerie	96.01
					S96Z2	Coiffure	96.02A
					S96Z3	Soins de beauté	96.02B
					S96Z4	Services funéraires	96.03
					S96Z5	Services personnels divers	96.04, 96.09
T Activités des ménages	**TZ**	**97**	**T97Z**	Activités des ménages en tant qu'employeurs de personnel domestique	T97Z0	Activités des ménages en tant qu'employeurs de personnel domestique	97.
		98		Activités indifférenciées des ménages en tant que producteurs de biens et services pour usage propre			98.

(1) NAF rév2 - Les sections sont codées par une lettre, les divisions par 2 chiffres, les groupes 3 chiffres, les classes 4 chiffres, les sous-classes 4 chiffres et une lettre
(2) Il existe pour ces services des activités non marchandes (M72N, R90N, R91N, R93N), qui ne sont pas prises en compte dans ce rapport.

NB : les activités grisées ne sont pas dans le champ de la commission. Les données concernant les activités des ménages en tant qu'employeur (T97Z) sont néanmoins présentées dans le rapport.